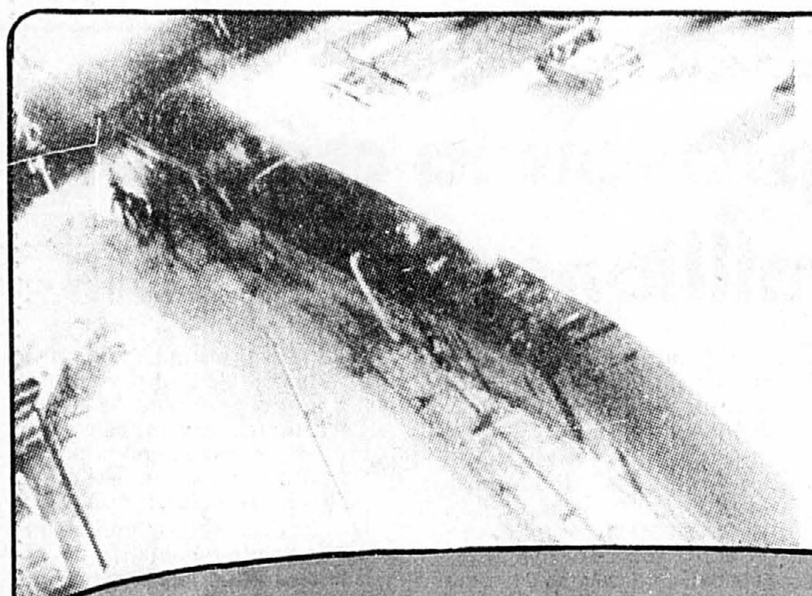


PAPETERIE : LA COLÈRE ÉCLATE EN GASPÉSIE

page A 20

LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

la presse

75 CENTS MONTRÉAL, SAMEDI 31 JANVIER 1981, 97e ANNÉE, no 26, 216 PAGES, 11 CAHIERS

samedi dimanche

ABONNEMENT, LUNDI AU SAMEDI $1.75

CESSONS D'EN PARLER

Tel est le commentaire qu'a formulé, hier, M. Claude Demers de Saint-Jérôme, à la suite de la comparution du présumé meurtrier de son fils, Jean-Yves, devant le coroner Rock Héroux. Ce dernier a fixé à vendredi prochain l'enquête publique sur le meurtre du jeune adolescent.

photo Pierre McCann

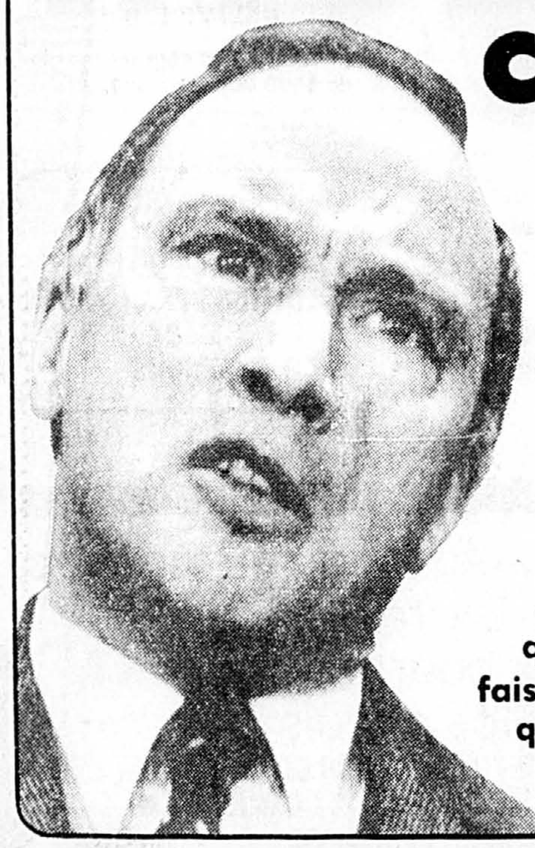
page A 4

photos Pierre McCann, LA PRESSE

Montréal Trust
Chez nous vos intérêts sont bien servis

LE RAPPORT KERSHAW

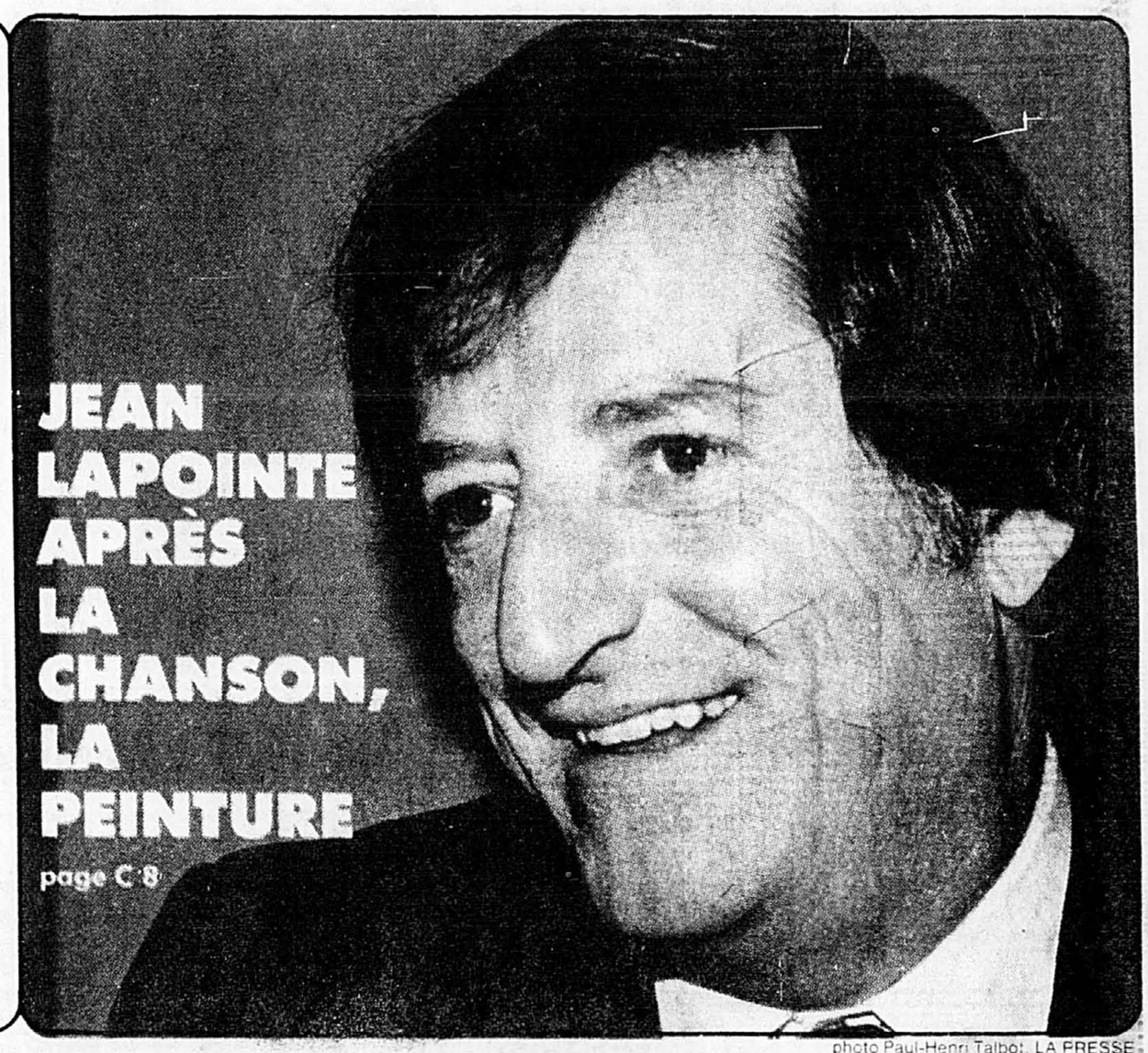
INGÉRENCE CRIE TRUDEAU



■ Réitérant sa confiance inébranlable de voir son projet de réforme constitutionnelle adopté par le Parlement britannique, le premier ministre Trudeau a qualifié hier le rapport Kershaw, qui condamne cette démarche, d'ingérence dans les affaires internes du Canada. «Les Britanniques n'ont pas à décider de ce qui est bon pour le Canada», a-t-il dit lors de sa conférence de presse hebdomadaire, en ajoutant que «si les Britanniques pensent que le problème se réglera de lui-même en faisant traîner le dossier un an ou deux, c'est qu'ils ne sont pas de très bons politiciens».

pages B 1, B 4, F 23

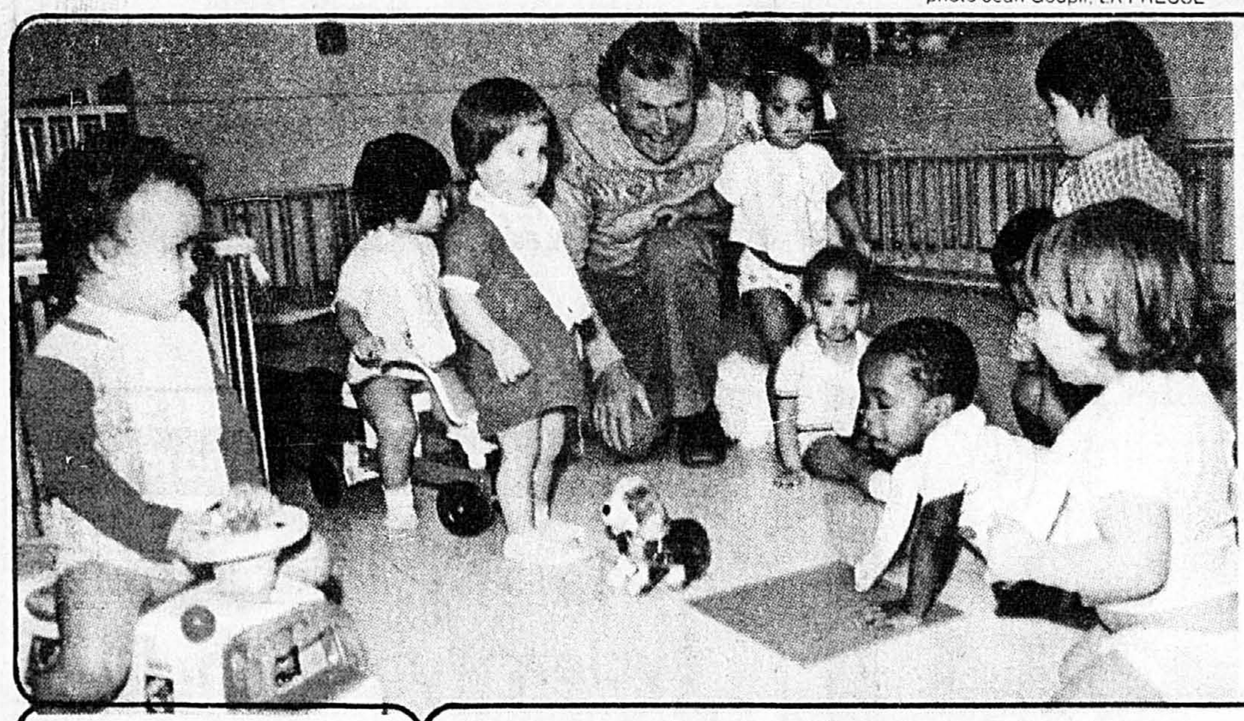
photo Jean Goupil, LA PRESSE



JEAN LAPOINTE APRÈS LA CHANSON, LA PEINTURE

page C 8

photo Paul-Henri Talbot, LA PRESSE



30 ANS AVEC LES JEUNES

■ Le centre Immaculée-Conception a surtout fait sa marque dans le domaine du sport et du loisir, mais il abrite également une garderie où on retrouve des Néo-Canadiens d'une dizaine de nations. S'il a consacré les 30 dernières années de sa vie à la jeunesse, le père Marcel de La Sablonnière se sent chez lui, même en compagnie de bambins de trois ans.

page A 3

SOMMAIRE

Annonces classées: D 1 à D 21, F 10 à F 22
Arts et Lettres: C 1 à C 20
Bandes dessinées: •• 21
Bricolage: D 2
Carrières et professions: ••1 à ••20
Décès, naissances, etc.: E 6
Économie: A 10 à A 19
Éditorial: A 6
Êtes-vous observateur?: D 16
FEUILLETON: F 10
Gastronomie: C 23
Jardinage: D 4
Le monde: B 2, B 3
Loisirs et récréation: •• 23
Nos amies les bêtes: F 11
Quoi faire la semaine prochaine: E 5
Restaurants: C 21 à C 24
Sciences: •• 24
Sports: F 1 à F 9
Télévision: E 7
Vacances-voyages: • 1 à • 12
Vivre aujourd'hui: E 1 à E 4

SURPRISE À LA POLICE DE LA CUM

VIGNOLA REMET À PLUS TARD LE REMANIEMENT DE SON ÉTAT-MAJOR

page A 3

L'INEXPUGNABLE MAURICE FILION

■ Maurice Filion est avec les Nordiques depuis leur première saison dans la défunte Association mondiale. Les hommes se sont succédé à la direction de l'équipe, les joueurs aussi, mais Filion, inexpugnable, a su résister à tous les assauts de la presse, aux sautes d'humeur des propriétaires aussi. «Si l'on veut de moi, je suis à Québec pour la vie», raconte-t-il à Jean Beaunoyer.

page F 1

photo Robert Nadon, LA PRESSE

UN MOMENT HISTORIQUE : VAN GOGH À TORONTO

page C 1

VIVE RÉACTION DE MOSCOU AUX PROPOS DE REAGAN

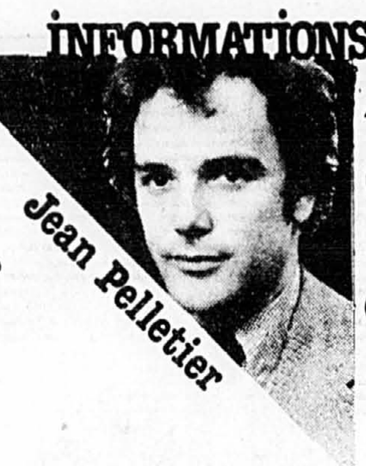
page B 2

Les calculatrices à l'école
LE POINT
LUNDI DANS LA PRESSE

UN SIMPLE NUMÉRO DE 6 CHIFFRES POUR GAGNER VOTRE MILLION
LA NOUVELLE Super Loto
DES MILLIONS ET DES NUMÉROS MOBILES!
loto-québec
La fine pointe des loteries

LE CARNET AMÉRICAIN

Qui dort gouverne...



Jean Pelletier

■ WASHINGTON — Le président Ronald, contrairement à son prédécesseur, n'aime pas se lever tôt, se coucher tard, consacrer ses samedis aux choses de l'État et s'encombrer de dossiers longs et complexes. Les Américains sont enchantés. Après avoir vécu sous un Jimmy Carter au travail à la barre du jour, qui lisait et annotait d'interminables dossiers pour finir sa semaine à préparer la suivante des week-ends entiers dans le bureau ovale ou à Camp David, les Américains estiment que le pays se portera mieux si leur commandant en chef ne travaille que de neuf à cinq comme tout le monde, du lundi au vendredi.

Oh, bien sûr, certains songent en secret que M. Reagan, à 70 ans, peut difficilement faire autrement; mais il y a plus. Une Amérique forte et en santé a besoin d'un président reposé, dit-on aujourd'hui, et son exemple inspire et soulage des centaines de fonctionnaires qui, au cours des quatre dernières années, se sont astreints au même horaire que Carter. Résultat, plus le patron, plus les sous-chefs en font, de même la bureaucratie qui s'enfle démesurément.

Carter, le bourreau de travail

Mais, paradoxalement, la stratégie de Carter à l'époque visait le même but que celle de Reagan en 1981. Ayant succédé à un Gerald Ford dont les gaffes et le golf donnaient l'impression d'un président incompétent, Jimmy Carter entra à la Maison-Blanche avec l'ambition de remettre l'Amérique à la tâche par l'abnégation et le travail acharné. M. Carter a échoué. On dit

Ronald Reagan, un président reposé...

de lui maintenant qu'il a voulu en faire trop à la fois, qu'il aurait dû prendre plus de recul et laisser à d'autres des tâches qui ne conviennent pas à un président. C'est ainsi que Jimmy Carter tenait mordicus à signer toutes ses lettres, ne voulant rien entendre d'une machine qui faisait fort bien la même chose à sa place. Très vite, toutefois, la machine refit surface lorsque Carter réalisa qu'il lui fallait consacrer des heures à parapher des centaines de documents.

Et puis M. Reagan a horreur du bruit et du désordre. La consigne fut donc donnée hier aux journalistes de la Maison-Blanche. Dorénavant, il leur est interdit de hurler «Mr. President» pour attirer l'attention de ce dernier. Le nouveau protocole exige en effet qu'ils attendent en silence, la main en l'air, et le chef de l'État leur donne à tour de rôle la parole. Les bonzes de la presse ont obéi.

Lune de miel

Tout cela est aujourd'hui acclamé, parce que la lune de miel Reagan ne fait que commencer. Sous Carter, on se moquait du président Coolidge qui tenait à dormir douze heures par jour. Aujourd'hui, M. Coolidge est considéré par plusieurs comme le sage précurseur du président moderne. Ces revirements sont classiques dans l'histoire de la république américaine. Harry Truman fut honni lorsque Dwight Eisenhower accéda à la présidence, et réinstallé sur un piédestal lorsque Richard Nixon démissionna.

Il en sera sans doute de même pour Jimmy Carter. Ce dernier a quitté la Maison-Blanche en ayant passé sa dernière nuit au téléphone, négociant la libération des otages. Ronald Reagan, pendant ce temps, dormait sur ses deux oreilles, confiant en l'avenir.

AU COURS DES PROCHAINS CINQ ANS

Ottawa prévoit la création de trois millions d'emplois

■ OTTAWA (PC) — Le gouvernement prévoit que trois millions d'emplois seront disponibles dans tout le pays au cours des cinq années à venir, selon un rapport du ministère fédéral de l'Emploi rendu public hier.

Le rapport, qui fait des prédictions sur l'état de la main-d'oeuvre entre 1979 et 1985, affirme que 1.7 million d'emplois seront créés et que 1.3 million d'emplois seront rendus disponibles en raison du phénomène de l'attrition — postes laissés vacants par des travailleurs prenant leur retraite, etc. La population active comptera 12.9 millions de personnes en 1985 alors qu'elle en comptait 11.2 millions en 1979.

Voici les points saillants du rapport:

• Il y aura une forte demande de main-d'oeuvre dans les métiers spécialisés de la construction, les arts dramatiques et audiovisuels, l'écriture, les beaux-arts et le graphisme, la photographie et les domaines connexes tels que la décoration intérieure, les sports et les services récréatifs, de même que les services de nettoyage et de garde d'enfants.

• Il y aura une demande modérée de main-d'oeuvre dans le secteur de la santé (médecins, dentistes et vétérinaires); dans le secteur des ventes spécialisées (vendeurs d'assurances); dans les métiers spécialisés de transformation (machinistes); dans les secteurs des emplois généraux de bureau et d'entretien et dans les domaines liés à la gestion.

Il y aura une faible demande de main-d'oeuvre dans le secteur de l'enseignement, dans l'industrie primaire, comme l'agriculture, la pêche, la forêt et les mines et dans les secteurs de transformation comme l'argile, la vitre et la pierre, l'alimentation, les breuvages et les textiles.

Taux de croissance annuel

Le rapport, qui englobe environ 500 emplois dans 69 secteurs d'activités, prédit un taux de croissance moyen de l'emploi de 2.5 pour cent annuellement, soit un taux légèrement supérieur à celui de 2.2 pour cent prévu par le ministère des Finances dans le budget du mois d'octobre.

Le taux annuel moyen de croissance de l'emploi était de 3.1 pour cent entre 1971 et 1979. Le rapport présuppose que le taux de croissance de la population diminuera, que le taux de participation des femmes à la population active continuera d'augmenter et que le niveau d'immigration augmentera également.

Il suppose par ailleurs que l'économie commencera à prendre du mieux au début de cette année et que les investissements dans des projets énergétiques contribueront à cette reprise.

LOTO 6/36

Les six numéros gagnants sont:
2 — 6 — 16 — 30 — 33 — 34
complémentaire: 10

MINI-LOTO

Les détenteurs des billets numérotés 183966 gagnent $50,000.

PROVINCIAL

Le numéro gagnant du gros lot de $500,000 est: 5322723

yoga
Pour la détente et la santé
Cours spéciaux de débutants du 2 au 6 février, 19h30 à 22h
CENTRE SIVANANDA YOGA VEDANTA
5178, boul. Saint-Laurent 279-3545

AUJOURD'HUI DANS la presse

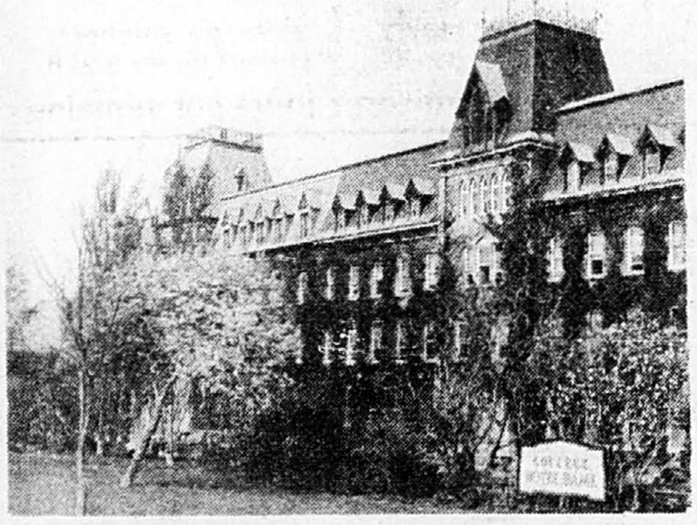
Lisez les cahiers suivants:
PROMOTION DU LYS
LES ÉDITIONS FRANÇAISES
K-MART
SIMPSONS

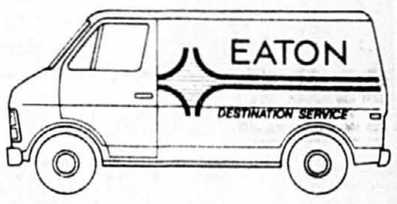
alter ego
Pour l'amour d'Adam... Osez. Vous-même.
Que de rêveries O...décisions, décisions...
Maintenant si magnifique... avec lui... depuis ce coup de téléphone... cette agence... oh oui... c'est si simple... et puis... tellement consciencieuse... oh... comment puis-je... cette compétence, elle est vraiment spéciale...
Service de rencontre sérieux
288-2303
du lundi au vendredi de 13h00 à 21h00
625 rue Président-Kennedy, 4ième étage. Montréal, P.Q.

SERVICE DE RENCONTRES
Les rencontres occasionnelles vous ennuient? Nous vous proposons une solution moderne pour rencontrer l'être idéal.
Venez consulter un spécialiste de C.U.R.H.
SERVICE DE CONSULTATIONS:
— service d'écoute, se sentir écouté par quelqu'un d'attentif à la personne (service personnel)
— service de relation d'aide pour ceux qui ont besoin de faire le point à un moment de leur existence (sur rendez-vous)
— psychologue-conseil pour entrevue personnelle.
Pour entrevue, 381-8044

Le choix des gens sérieux
NOUVELLE SESSION
à partir du 2 mars 1981
Cette session de cours sera axée sur la connaissance de soi, la communication et l'origine de nos comportements qui sont souvent faussés par une culpabilité inconsciente. Cette session s'adresse aux femmes et aux hommes également. Nombre de participants: 25. Pour réservations: 842-8285
Centre Universel de Relations Humaines
50 ouest, boul. Crémazie Suite 340 Montréal, H2P 2S9
SOLANGE HARVEY

la 1re auto louée au Québec.
Omer Barré l'a fait!
Louez pour éviter les ennuis
BUICK, PONTIAC, CHEVROLET, OLDSMOBILE, CADILLAC ET CAMIONS GM
POUR LIVRAISON IMMÉDIATE
BAUX DE 24 - 30 - 36 MOIS
5987, AVENUE VERDUN — VERDUN
768-2551
obar LOCATION LTÉE DIVISION DE OMER BARRÉ

COLLÈGE NOTRE-DAME
3791, chemin Queen Mary
Montréal H3V 1A8
renseignements
Tél.: 739-3371, poste 231
Cours secondaire complet
Pensionnat — Externat
Garçons, secondaire I à V
Filles, secondaire I et II

EXAMEN D'ADMISSION:
L'examen d'admission a lieu à 13h30 à la date suivante:
Le samedi 31 janvier 1981
Durée: 3 heures.
L'enfant se présente, sans rendez-vous, avec une photocopie de bulletin de l'an dernier et du bulletin de l'année en cours.

DESTINATION SERVICE
Montréal et sa banlieue
TÉLÉPHONE: 342-2060
Appelez Eaton pour la réparation rapide de téléviseurs, machines à laver, sèche-linge, cuisinières, lave-vaisselle et appareils de réfrigération. Nous réparons les appareils Viking Eaton ainsi que la plupart de ceux de marques connues. Plan d'entretien prolongé. Vente de pièces à l'unité.


EATON

découverte de soi-même
Le Centre Interdisciplinaire de Montréal Inc. (CIM) présente
UNE SESSION DE DEUX JOURS
DIRIGÉE PAR
Lucien Auger, Ph. D.
Auteur de S'aider soi-même, Vaincre ses peurs, L'amour: de l'exigence à la préférence, Vivre avec sa tête ou avec son coeur, S'aider soi-même davantage.
Comprendre les mécanismes fondamentaux des être humains. Émotion — Raison — Action. La confrontation des idées irréalistes. Amélioration des relations interpersonnelles. Vivre heureux dans un monde déraisonnable.
À Montréal, au restaurant Sambo
5666 est, rue Sherbrooke
les 14 et 15 février 1981.
cim
Renseignements et inscriptions: dépliants sur demande
5055, rue GATINEAU
Montréal, Québec H3V 1E4
Tél.: Montréal: (514) 735-6595

LA MÉTÉO

La Quotidienne 4 - 4 - 8

à Montréal

AUJOURD'HUI
Minimum: — Maximum: 6
Ensoleillé et vents modérés

DEMAIN
Ennuagement

au Québec

RÉGIONS	Min.	Max.	AUJOURD'HUI	DEMAIN
Abitibi		−9	Ensol. et vents modérés	Ennuagement
Outaouais		−6	Ensol. et vents modérés	Ennuagement
Laurentides		−6	Ensol. et vents modérés	Ennuagement
Cantons de l'Est		−6	Ensol. et vents modérés	Ennuagement
Mauricie		−7	Ensol. et vents modérés	Ennuagement
Québec		−9	Ensol. et vents modérés	Ennuagement
Lac-Saint-Jean		−7	Ensol. et vents modérés	Ennuagement
Rimouski		−10	Ensol. et pass. nuageux	Ensoleillé
Gaspésie		−10	Ensol. et pass. nuageux	Ensoleillé
Baie-Comeau		−10	Ensol. et pass. nuageux	Ensoleillé
Sept-Iles		−10	Ensol. et pass. nuageux	Ensoleillé

au Canada

	Aujourd'hui	Capitales	Min.	Max.
Colombie-Britannique	Ensoleillé	Victoria	−1	7
Alberta	Dégagé	Edmonton	−20	−7
Saskatchewan	Ensoleillé	Regina	−22	−16
Manitoba	Nuageux	Winnipeg	−26	−13
Ontario	Ensoleillé	Toronto	−7	−3
Nouveau-Brunswick	Ensoleillé	Fredericton	−18	−10
Nouvelle-Écosse	Ensoleillé	Halifax	−12	−6
Ile-du-Prince-Edouard	Ensoleillé	Charlottetown	−15	−8
Terre-Neuve	Ensoleillé	Saint-Jean	−10	−5

si vous partez...

aux États-Unis

	Min.	Max.		Min.	Max.		Min.	Max.
Boston	−9	0	Miami	12	24	Pittsburgh	−13	−2
Buffalo	−13	−4	New York	−8	3	San Francisco	8	12
Chicago	−7	0	Nlle-Orléans	12	24	Washington	−4	7

vers les capitales

Amsterdam	4	5	Hong Kong	17	19	Oslo	0	0
Athènes	1	7	Le Caire	10	17	Paris	−1	8
Berlin	−2	−1	Lisbonne	10	18	Rome	1	10
Bruxelles	5	11	Londres	2	6	Séoul	−9	0
Buenos Aires	18	27	Madrid	−3	13	Stockholm	0	3
Copenhague	3	3	Moscou	−3	0	Tokyo	2	9
Genève	−4	0	Mexico	9	24	Vienne	−6	−2

vers les plages

Acapulco	18	31	Bermudes	16	20	San Juan	21	32
Barbade	23	29	Nassau	20	29	Trinidad	20	30

la presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE LTÉE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de « LA PRESSE » et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. « Courrier de la deuxième classe. — Enregistrement numéro 1400 ». Port de retour garanti.

TARIFS D'ABONNEMENTS

LIVRAISON À DOMICILE:	
Lundi au samedi	$1.75
Lundi au vendredi	$1.25
Samedi seulement	0.75

TARIFS D'ABONNEMENTS PAR COURRIER (Surface)

Nombre de semaines*	13	26	52
CANADA			
Lundi au samedi	$37.00	$74.00	$148.00
Lundi au vendredi	$24.00	$48.00	$96.00
Samedi seulement	$13.00	$26.00	$52.00

ÉTATS-UNIS ET PAYS ÉTRANGERS

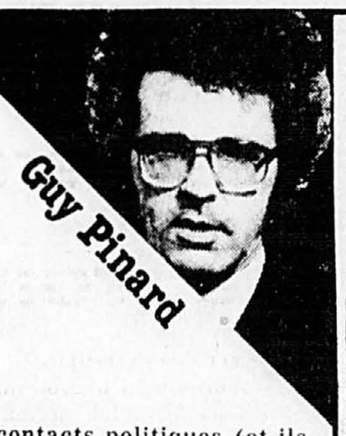
Nombre de semaines*	13	26	52
Lundi au samedi	$72.80	$145.60	$291.20
Lundi au vendredi	$52.00	$104.00	$208.00
Samedi seulement	$20.80	$41.60	$83.20

*Durée minimum 13 semaines

INFORMATION GÉNÉRALE	285-7272
RÉDACTION	285-7070
PROMOTION	285-7100
RÉLATIONS DE TRAVAIL	285-7383
ANNONCES CLASSÉES	
Commandes (du lundi au vendredi 9h à 17h)	285-7111
Pour changer (du lundi au vendredi 9h à 16h30)	285-7205
GRANDES ANNONCES	
Détaillants	285-7202
National, Télé-Presse	285-7306
Vacances, voyages	285-7265
Carrières et professions, nominations	285-7320
COMPTABILITÉ	
Grandes annonces	285-6892
Annonces classées	285-6901

Pour vous abonner, nos bureaux sont ouverts de 7h à 18h (samedi: 7h à 15h) 285-6911

Le père Sablon, 30 ans au service de la jeunesse



Guy Pinard

J'avais toujours eu l'impression qu'au Québec (et dans les milieux sportifs partout au Canada), le père Marcel de la Sablonnière était plus connu que bon nombre de politiciens et de dirigeants d'entreprises. On ne peut pas consacrer 30 années de sa vie à oeuvrer pour la jeunesse et à déambuler dans les corridors poussiéreux du sport amateur sans avoir laissé ses empreintes digitales jusque dans les moindres recoins du Québec, pour ne pas dire du pays tout entier.

Mais, quand j'ai vu récemment le père Sablon s'approcher d'un groupe de bambins de deux à trois ans et susciter chez eux une joie de l'apercevoir qui dépasse tout entendement, j'ai compris. Pendant que les enfants attroupés dans l'encadrement de la porte levaient les bras (pendant que les miens me tombaient...) vers le père pour qu'il les prenne, ne serait-ce qu'un moment, j'ai compris la profondeur de l'enracinement du dévouement du père pour la jeunesse.

Et, plus tard, quand il me dira, au cours de l'interview, en portant la main à son coeur, que la plus lourde conséquence de son choix (la prêtrise) demeure le fait qu'il ne pourra jamais avoir d'enfants bien à lui, j'ai bien failli lui répondre qu'il était beaucoup plus riche que d'autres pères puisqu'ils sont des milliers, et de tous les âges, à le considérer comme leur père, leur confident.

En fait, même si certains lui reprochent son goût de la publicité (cette chronique n'a pas été sollicitée par le père, incidemment), le père Sablon, c'est quasiment une légende au Québec.

Et tout a commencé quelques semaines avant l'ouverture du centre Immaculée-Conception, en septembre 1951. Comme tous les Jésuites à l'époque, le père Sablon s'était présenté devant le Provincial afin de connaître l'endroit où il irait pratiquer son ministère. Son supérieur, ayant sans doute remarqué son engouement pour les loisirs et la jeunesse, lui demanda d'assumer la direction générale du CIC dont on parachevait la construction sur un terrain adjacent à l'église de l'Immaculée-Conception.

«Je lui ai alors souligné, disait récemment le père Sablon, que j'aimerais y rester 20 ans pour faire quelque chose de valable (on sait que chez les Jésuites, la stabilité du ministère était plutôt rare). Et 20 ans, ça me paraissait le bout du monde. Pourtant j'y suis depuis 30 ans déjà, et j'y suis enraciné parce que j'ai toujours le sentiment d'y être utile.»

Sorti de terre à une époque où les centres de loisirs étaient plutôt l'exception que la règle, le CIC a connu une histoire bien remplie. En plus d'alimenter l'élite sportive dans certaines disciplines, l'édifice de la rue Papineau s'imposait comme un havre de soulagement de la misère humaine pour les centaines de familles défavorisées de la paroisse et du quartier. Contre toute logique administrative, le père Sablon les accueillait, à rabais sinon gratuitement, et leur offrait l'opportunité de faire du sport pour oublier un tant soit peu l'ingratitude de la vie à leur égard.

Remarquez bien que le père Sablon n'est pas meilleur administrateur qu'il ne l'était. Les revenus de l'entreprise ne sont pas proportionnels à sa générosité, de sorte que le père Sablon doit s'en remettre à sa campagne annuelle de souscription, à ses contacts politiques (et ils sont heureusement nombreux)... et à ses prières pour parvenir à boucler le budget.

Il faut dire que le centre de la rue Papineau a fait des petits depuis son ouverture il y a 30 ans. Sont venus s'ajouter la Base de plein air «Le p'tit bonheur», le camp «Jeune-Air» et le «Gite familial», de sorte que l'empire dirigé par le père Sablon vaut maintenant au-delà de $3.5 millions. Mais, à Montréal comme au lac Quenouille, les tarifs continuent d'être abordables même s'ils entraînent des déficits comblés à chaque année par la campagne de souscription... ou la largesse des gouvernements, qui en viennent parfois à combiner leurs efforts pour concrétiser un projet (exemple le «Gîte familial», subventionné à 60 pour cent par le fédéral, et à 40 pour cent par le provincial).

Le père Sablon n'est plus jeune. Il avoue d'emblée ses 62 ans bien révolus. Mais, fervent adepte de ce qu'il prêche, la pratique du sport-loisir, il n'est pas de ceux qui coûtent une fortune à l'Etat par le biais de l'Assurance-santé.

La retraite? Il dit y penser, même si ce n'est pas pour le moment où il atteindra l'âge de 65 ans, et même s'il dit croire que la relève est suffisamment préparée pour le remplacer au pied levé.

Simple pressentiment? Conviction qu'il ne saurait pas faire autre chose parce qu'il aime tellement ce qu'il fait (ses yeux brillent quand il parle de la chaleur humaine «vécue» à chaque week-end au «P'tit bonheur»)? Je ne sais guère, mais j'ai l'impression que le père Sablon, comme le capitaine qui refuse d'abandonner son navire, n'abandonnera jamais le CIC et ses filiales. Il serait tout simplement incapable de faire autre chose.

la presse

photothèque La Presse
Roland Bourget

photothèque La Presse
André De Luca

photothèque La Presse
Le directeur Vignola

VIGNOLA REVIENT SUR SA DÉCISION

L'état-major policier ne sera pas remanié

Le directeur de la police de la Communauté urbaine de Montréal a pris ses hommes par surprise hier en révélant qu'il ne procéderait pas à l'important remaniement de son état-major, dont les grandes lignes avaient été rendues publiques en novembre dernier.

MICHEL AUGER
(collaboration spéciale)

M. Henri-Paul Vignola a, en effet, fait savoir à LA PRESSE qu'il avait décidé de ne pas modifier, pour le moment du moins, l'organigramme du service comme il l'avait envisagé l'automne dernier. «Il n'est pas opportun de procéder actuellement à des changements d'importance», a-t-il déclaré.

Toutefois, même si officiellement chacun des officiers supérieurs de la CUM conserve son titre et son poste, le grand perdant de cette aventure est le no 2, M. André De Luca, qui a laissé quelques plumes dans tout le brasse-camarade qu'a entraîné ce projet.

Même si M. Vignola ne l'a jamais avoué, l'objectif réel de la réforme envisagée visait entre autres M. De Luca. C'est un secret de polichinelle parmi les 5,000 policiers de la CUM que les deux hommes avaient des divergences de vues à cause de certaines prises de position personnelles de M. De Luca.

Pour plusieurs policiers l'abandon du projet de remaniement de l'état-major n'annonce rien de bon pour le service et ne fera qu'empirer les conflits au sein de la direction, principalement entre les adjoints immédiats du directeur, MM. De Luca et Roland Bourget.

A long terme, les policiers estiment que M. Bourget sortira grand vainqueur de cette affaire. Quant à M. De Luca, il semble qu'il ait compris le message. Bourreau de travail, il ne passerait plus de longues soirées à la police préférant plutôt regagner son foyer à des heures plus régulières.

M. De Luca, un homme énergique, est loin de s'être fait des amis depuis qu'il occupe le poste de chef des opérations. C'est lui qui a eu la responsabilité de l'application de la plupart des grands changements qu'a connus la police de la CUM depuis l'arrivée du directeur Vignola. Décrit comme un officier qui a une «main de fer dans gant de velours», il se considère lui-même comme un dur.

Il y a quelques semaines, lorsque les premières rumeurs concernant son «déplacement» avaient commencé à circuler, il avait déclaré qu'il avait presque réalisé tous ses objectifs. Il avait aussi manifesté son estime pour son collègue Bourget en déclarant que ce dernier ne pourrait le remplacer «puisqu'il en était tout simplement incapable.»

Structures

Outre des considération concernant le personnel, il semble que M. Vignola ait réalisé que le nouvel organigramme qu'il voulait implanter contenait plusieurs erreurs au niveau des structures.

Avant d'implanter son projet, le directeur avait consulté les quelque cinquante officiers supérieurs de la police en plus de certains observateurs extérieurs. Ce serait à la suite de cette consultation qu'il aurait décidé de surseoir à son projet.

Une autre raison qui aurait incité le directeur Vignola à repenser les structures du service de police: la publication l'été dernier du rapport de l'enquête Laplante sur l'augmentation des vols à main armée sur le territoire de la CUM. Sévèrement blâmée à ce sujet, la direction du service tenterait d'apporter certaines améliorations en ce domaine, mais il semble qu'à ce chapitre, le tout se ferait en douce.

LE NOUVEAU CÉLIBAT: UNE FAÇON DE VIVRE

ATELIER DE DÉVELOPPEMENT PERSONNEL POUR PERSONNES CÉLIBATAIRES, SÉPARÉES, DIVORCÉES

Objectifs: — explorer les expériences de vie spécifiques aux personnes non engagées dans un couple.
— développer des moyens de rendre ce style de vie plus enrichissant.

Dates: Fin de semaine du 20, 21 et 22 février

AUSSI: Programmes sur le stress, la relaxation et la communication. Consultations psychologiques.

Pour renseignements complémentaires ou inscriptions, téléphonez au (514) 845-6427
Centre de Psychologie Humaniste Enr.
6 est, boul. Saint-Joseph
Montréal H2T 1G8

PERSONNE N'A JAMAIS REGRETTÉ UN VISON CANADIEN DE QUALITÉ MAJESTIC*
Georges Pouliot fourrures inc.
MANUFACTURIER
4435 rue de La Roche
TÉL.: 527-9664

HYPNOTHÉRAPIE
Traitement de problèmes psychiques: dépressions, angoisses, peurs, phobies, etc...
Le grand Robert
(30 années de pratique)
SUR RENDEZ-VOUS 845-6901
Écrire: **C.P.I. Station Youville Montréal H2P 2V2**

Agence «Detec of Canada Ltée»
PIERRE D.-MASSUE
DÉTECTIVE
«Autorisé sous l'Acte concernant les agences de détectives du Québec».
Licencié par la Cité de Montréal
- INVESTIGATION
- SURVEILLANCES
- FILATURES
- TOUTES PREUVES POUR LA COUR
- INFIDÉLITÉ CONJUGALE

CONFIDENTIEL — DISCRÉTION ASSURÉE
387-8757

RENCONTREZ L'ÂME SOEUR
De plus en plus de gens font appel à notre organisation pour trouver la personne idéale qui enrichira leur vie. Laissez naître programme de rencontres personnelles vous venir en aide. Que votre but soit l'amitié ou même le mariage, nous pouvons répondre à vos besoins.
APPELEZ POUR VOTRE BROCHURE GRATUITE OU UN RENDEZ-VOUS.
849-9291
Le Club
2015, Drummond, suite 912
Montréal, Québec H3G 1W7
LE CLUB Le Centre de rencontre distingué.
Lundi au vendredi 1 h p.m. à 9 h p.m.

SERGE PARENT, PROPRIÉTAIRE
chez CLOUTIER
384-4990
1221 est, rue FLEURY 2595, DE SALABERRY

Serge Parent, pharmacien
1221 est, rue Fleury — Ouvert de 9h à 23h
2595, de Salaberry — Ouvert de 9h à 22h
Service de livraison 7 jours par semaine

Un outil indispensable pour faire un choix judicieux parmi les régimes d'épargne-retraite

Le Guide 81 des régimes d'épargne-retraite

Fiducie du Québec

Cette nouvelle brochure vous présente de façon encore plus approfondie tous les renseignements pertinents, relatifs à l'épargne-retraite et vous propose un choix judicieux de régimes offerts par la Fiducie du Québec, avec un tableau comparatif pour une bonne vue d'ensemble de leurs caractéristiques.

Vous y trouverez:
Les régimes enregistrés d'épargne-retraite... ce qu'il faut en savoir
- *qu'est-ce que c'est?*
- *combien ça rapporte?*
- *comment ça fonctionne?*
- *c'est pour qui?*
- *sont-ils tous pareils?*
- *comparer pour décider.*

Venez ou téléphonez.

Les régimes enregistrés d'épargne-retraite de la Fiducie du Québec:
- *Dépôts garantis*
- *Fonds Desjardins*
- *Gestion autonome*
- *Obligations d'épargne*

Le régime collectif d'épargne-retraite

Le régime enregistré d'épargne-logement

Le régime de participation différée aux bénéfices

La rente à versements invariables

Nos conseillers se feront un plaisir de vous offrir gratuitement le nouveau Guide des régimes enregistrés d'épargne-retraite et de vous fournir plus d'informations à ce sujet.

MONTREAL
Complexe Desjardins:
281-8840
De l'extérieur, sans frais
1-800-361-6840, poste 8840

LAVAL
Place Val des Arbres:
668-5223
De l'extérieur, sans frais
1-800-361-3803

UN CHOIX JUDICIEUX

Fiducie du Québec

desjardins

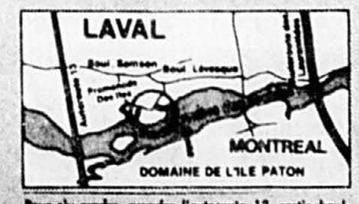
LE NOUVEAU CONDOMINIUM

Le Versailles

Caractéristiques:
- Des appartements superbement luxueux
- Un confort incomparable
- Piscines intérieure et extérieure
- Sécurité maximum
- Air climatisé et génératrice d'urgence
- Vue splendide sur la rivière Des-Prairies

Réservez dès maintenant
OCCUPATION OCTOBRE 81

L'ART D'ÊTRE PROPRIÉTAIRE
sans problème



Pour s'y rendre, prendre l'autoroute 13, sortie boul. Samson ou encore l'autoroute des Laurentides sortie boul. Cartier jusqu'à la Promenade des Îles.

DOMAINE DE L'ILE PATON
Bureau des ventes
4520, Promenade Paton
Île Paton, Québec Tél.: 688-8440

photo: Pierre McCann, LA PRESSE

Le témoin important, André Larivée.

Larivée envoyé à son enquête

■ C'est dans un climat de vive indignation qu'a comparu, hier matin, au palais de justice de Saint-Jérôme, devant le coroner Rock Héroux, M. André Larivée, 54 ans, considéré comme témoin important relativement au meurtre du petit Jean-Yves Demers.

A cause de l'exiguïté de la salle d'audience, le coroner Héroux a permis l'accès seulement aux représentants des média d'information. A peine le prévenu avait-il pris connaissance du motif de son arrestation que le coroner fixait à vendredi prochain, 14 heures, la tenue de son enquête publique.

Ces quelques minutes passées dans la boîte des témoins ont toutefois semblé une éternité pour le quinquagénaire qui, menottes aux poings et encadré de deux policiers de la Sûreté du Québec, a dû affronter la mitraille des «flashes» des photographes et des caméramen présents. A un certain moment, il a même failli éclater en sanglots.

Tête basse, les yeux fermés et marchant d'un pas lent comme si ses jambes avaient peine à le supporter, Larivée s'est ensuite laissé emmener par ses gardiens qui ont évité la foule attendant à l'extérieur, en empruntant un autre corridor.

La soixantaine de personnes, pour la plupart des gens du voisinage immédiat de la résidence des Demers, ont quand même pu l'apercevoir une fraction de seconde à travers des portes vitrées, ou encore à sa sortie de l'édifice pour monter à bord d'une auto-patrouille de la police. Dans les deux cas, insultes et quolibets ont résonné.

Adossée à un mur, une jeune tante du petit Demers est restée muette. Elle était d'ailleurs la seule personne proche de la famille présente au palais de justice. Le père, M. Claude Demers, avait préféré suivre le conseil des policiers en demeurant à la maison.

Un résidant de Ste-Thérèse, le témoin important, André Larivée, est marié, mais n'a pas d'enfant.

photo: Pierre McCann, La Presse

«C'est un très grand soulagement pour toute la famille, mais ça ne nous redonnera pas notre Jean-Yves...», a déclaré le père de la victime, M. Claude Demers. Il est accompagné ici de la cadette de ses trois autres enfants, Annie, âgée de 4 ans.

Le père du petit Demers: oublier pour que la vie reprenne son cours

■ Grand soulagement hier à Saint-Jérôme, à la suite de l'arrestation du présumé meurtrier du petit Jean-Yves Demers. Ce sont des expertises scientifiques qui auraient permis de faire débloquer l'enquête de la police.

ANDRÉ CÉDILOT

D'après les informations de la police, c'est en effet un examen poussé des vêtements de la victime par les spécialistes du laboratoire médico-légal qui a amené les enquêteurs de la Sûreté du Québec et de la police municipale de Saint-Jérôme à diriger leurs recherches vers l'usine de recyclage de métaux Liberté Smelting, où travaillait le suspect, à titre de gardien de sécurité pour le compte de la compagnie Barnes.

«Chapeau aux policiers», s'est exclamé le père de l'enfant, M. Claude Demers, lorsque rencontré à son domicile par LA PRESSE. «La situation était devenue invivable dans la maison depuis les tragiques événements; les trois enfants ne dormaient plus, étant continuellement dans un état d'extrême nervosité. Même ma femme n'osait plus mettre le nez dehors. C'est un très grand soulagement pour toute la famille, même si la capture d'un suspect ne pourra jamais réparer l'injustice d'avoir perdu notre Jean-Yves...»

M. Demers, dont les traits tirés témoignent des pénibles moments qu'il a eu à vivre ces deux dernières semaines, n'espère plus maintenant qu'une chose: «Que la population redouble de vigilance, mais qu'elle cesse de parler de l'affaire pour que mes enfants, tout autant que ceux du voisinage et de toute la ville, reprennent goût à jouer à l'extérieur comme avant».

Selon lui, St-Jérôme était devenue littéralement une «ville fantôme» depuis l'assassinat de son fils, le 15 janvier. «Il n'y avait pratiquement plus d'enfants dans les rues, après sept heures le soir», de préciser M. Demers, corroboré dans ses dires par plusieurs parents également interrogés par LA PRESSE. Tout le monde était à la fois inquiet et indigné par le meurtre de Jean-Yves Demers. On craignait que le maniaque ne se manifeste à nouveau. La situation était d'ailleurs à ce point tendue que la police elle-même, dans son communiqué émis pour annoncer l'arrestation du suspect André Larivée, laissait entendre que les gens pouvaient maintenant mieux respirer.

C'est le 15 janvier, on s'en rappellera, qu'on avait fait la découverte du cadavre du garçonnet de 8 ans, près du centre commercial Carrefour du Nord, peu après qu'il eut quitté le domicile d'un copain de son âge pour rentrer chez lui.

Or, d'après l'enquête policière, le jeune garçon n'avait pas fait mille pieds lorsqu'il aurait été interpellé par un automobiliste, angle Saint-Georges et Sainte-Paule. Celui-ci l'aurait ensuite reconduit à l'usine de recyclage de métal, avec le résultat que l'on connaît.

L'autopsie pratiquée sur le corps du bambin a indiqué qu'il était mort par asphyxie. Il portait des marques à divers endroits, notamment aux poignets, comme s'il avait été attaché. Même si rien dans les examens pathologiques ne permet de le confirmer, on a toujours cru à un acte sexuel pour expliquer ce crime.

Au cours de l'enquête, qui avait démarré très lentement pour progresser à pas de géants en début de semaine, les policiers ont interrogé plus d'une centaine de personnes d'un peu partout dans St-Jérôme et la région.

Importante rafle policière chez les trafiquants des Laurentides

■ Une vérification de routine de deux policiers de la CUM vient de permettre l'arrestation de deux individus soupçonnés d'appartenir à un important réseau de trafiquants de narcotiques volés dans les pharmacies.

ANDRÉ CÉDILOT

Les deux suspects, Constantin Tzimokas, 28 ans, et Mojze Papier, 34 ans, devaient comparaître, hier, en Cour des sessions de la paix de Joliette sous des accusations d'introduction par effraction et de possession de stupéfiants.

Le duo avait été interpellé vers 4 heures, jeudi matin, en face du 1445 de la rue Fort, dans l'ouest de Montréal, par les agents Pierre Vézeau et Robert Lamarre, du poste 25 de la CUM. Ces derniers s'étaient montrés intrigués par un sac que l'un d'eux avait en main et qui, vérification faite, était bourré de divers contenants de drogues disparus des étalages d'une pharmacie de la région de Rawdon.

Référant l'affaire à la Sûreté du Québec, qui a juridiction là où le vol a été commis, des équipes d'hommes étaient alors mobilisées pour effectuer des perquisitions dans deux logis du centre-ville où l'on devait découvrir pour quelque $250,000 (valeur de revente sur la rue) de morphine, codéine, héroïne, percodan, opium et barbituriques.

Toutes ces drogues, croit la police, provenaient de vols commis dans les six derniers mois dans une vingtaine de pharmacies de la région de Montréal, de même que dans les Cantons de l'Est et les Basses-Laurentides.

La GRC frappe aussi

Entretemps, une opération d'agents doubles entamée l'été dernier a abouti, hier matin, à l'arrestation de 38 petits trafiquants faisant affaires justement dans la région des Laurentides. Six autres sont actuellement recherchés.

En tout, pas moins de 91 chefs d'accusations pour trafic de stupéfiants seront portés contre ces individus. Huit d'entre eux sont des adolescents de 16 et 17 ans, et leur cas a été référé au directeur de protection de la jeunesse. Quant aux autres, ils sont tous âgés d'au plus 25 ans.

C'est la deuxième râfle d'envergure du genre qu'exécutent les policiers fédéraux du détachement de la région des Laurentides au cours des trois dernières au niveau de ces revendeurs de la rue. Tous, à un moment où l'autre, ont transigé avec l'un des quatre agents doubles mobilisés pour l'occasion.

Dans les six mois de l'enquête, les policiers ont ainsi acheté de la marijuana, du haschisch, du PCP (la pire drogue sur le marché, estiment les enquêteurs), du LSD et de la cocaïne.

Pour la plupart, ces drogues ont été achetées dans des brasseries ou discothèques. Notamment à Lachute, à Sainte-Thérèse, Saint-Eustache, Sainte-Adèle, Saint-Sauveur, Saint-Jérôme et Deux-Montagnes.

Selon le sergent Gilles Desbiens, qui supervisait l'opération avec son officier supérieur, le sergent d'état-major Réjean Linteau, la région des Laurentides est particulièrement touchée par le commerce des drogues. «Il s'agit surtout d'une région de villégiature fréquentée en général par des gens assez fortunés, de sorte que de nombreux trafiquants y voient là une cible de choix», a expliqué le sergent Desbiens.

A elle seule, la brigade des stupéfiants de la GRC, dans les Laurentides, a saisi près de 30 livres de cocaïne d'une pureté presque parfaite d'une valeur marchande de quelque $10 millions. Les plus gros coups de filet ont évidemment été effectué à l'aéroport de Mirabel.

Chronique de l'arrière-pays (I)

Pierre Foglia

Prenez une corne de vache, remplissez-la de bouse donnée par cette même vache, enfouissez le tout à deux pieds sous terre au début de l'hiver. Au printemps, déterrez la corne et émiettez-la ainsi que son contenu dans une bassine d'eau, brassez dans le sens des aiguilles d'une montre, puis dans l'autre...

Cette potion magique mélangée au fumier que vous étendrez dans votre jardin ou dans vos champs vous donnera les plus belles carottes, les plus beaux choux, les plus belles céréales, les plus beaux légumes de la province. Succès garanti. Important: il faut absolument que la vache qui a donné sa corne et sa bouse ait moins de deux ans et n'ait vêlé qu'une fois.

Vous souriez? André Pedneault aussi s'est beaucoup amusé en me donnant cette recette. Il trouve ça aussi drôle que vous et moi, mais ça ne l'a pas empêché au début de l'hiver d'enfouir dans son jardin une corne de vache pleine de bouse... Et vous pouvez rire tant qu'il vous plaira, les légumes d'André font l'envie de toute la région. «Je sais bien que ça ressemble à de la sorcellerie, mais ce n'est pas ça. C'est de l'anthroposophie, de la culture bio-dynamique si tu aimes mieux, ça débute aux Etats, ça a rapport avec l'énergie cosmique. Si la lune et le soleil ont une influence sur nous, pourquoi pas les autres étoiles et le reste de l'univers? Moi aussi je suis sceptique, moi non plus je ne sais pas trop comment et pourquoi ça marche, mais ça marche. Qu'est-ce que tu veux que je te dise, ça marche...»

Le discours n'est pas neuf. C'est à quelques variantes près, celui que tiennent tous les freaks du granola-power. Et d'habitude, quand j'entends parler de cosmos, d'énergie, je deviens bleu, je sacre et je mors. Si j'ai gardé toute ma sérénité chez André Pedneault c'est, d'après lui, parce que pour aller le voir j'ai dû marcher un demi-mille en raquettes à travers le bois. Parce que ça ne lui suffisait pas de s'être retiré dans un des villages les plus «creux» de la province, il a encore fallu qu'il se bâtisse maison loin de la route, en un endroit accessible seulement à pied ou à cheval: «Quand les gens marchent pour venir te voir, ils ont meilleure mine quand ils arrivent, ils sont moins speedy».

Marche tant que tu voudras, je n'étais pas plus prêt que d'habitude à recevoir la Bonne Parole universelle. Ce qui a tout changé, c'est que justement André Pedneault, contrairement aux freaks à graines que je connais, ne prêche pas et ne brandit pas la grande vérité cosmique en dehors de laquelle nous sommes tous damnés et cancéreux. Il parle de ses petites vérités à lui, bien pratiques... D'ailleurs il n'a pas besoin de parler, il suffit de voir sa maison, sa grange qui abrite chèvres, poules et cheval, son solarium où poussent en plein hiver céleri, persil et salade. Un peu partout dans la maison, des germinations, des plantes... Un seul poêle pour chauffer les deux étages et il était même pas allumé quand j'étais là. A travers les grandes vitres thermos du solarium, le soleil suffisait largement à notre confort. Eclairage à lampe à l'huile, pas d'électricité... quand on oriente toute sa vie autour de la recherche de l'énergie, l'Hydro-Québec est une solution un peu facile.

C'est d'ailleurs l'énergie qui a amené André Pedneault là où il est, dans ce village loin de tout et dans ce bois loin du village. Il a 30 ans, un bac en biologie, et aussi bien les fonctionnaires du Bien-Être social de Cabano que ses voisins les cultivateurs d'Auclair se posent la même question: Pourquoi? Pourquoi vivre du Bien-Être quand il pourrait gagner $20,000 ou $30,000 par année dans un quelconque ministère? Pourquoi se faire entretenir par la société plutôt que d'y contribuer?

Parce que, répond André, quand je faisais des analyses d'urine et de sang à l'hôpital, je travaillais deux heures par jour et je me pognais le cul le reste de la journée pour gagner $24,000 par année. J'étais alors, semble-t-il, utile à la société.

Aujourd'hui, mes champs, mon jardin, mes bêtes, mes recherches en agriculture m'accaparent du lever au coucher du soleil. Jusqu'à récemment, je recevais $100 par mois du Bien-Être social, je coûtais $1,200 par année à la société... Je sais que j'étais plus malhonnête vis-à-vis tout le monde et moi-même à $24,000 par année.

À l'Université du Québec à Rimouski on commence à s'intéresser à l'agriculture biologique. André Pedneault et d'autres sont souvent désignés comme personnes ressources, on les visite, les consulte parfois, et le temps n'est pas loin où on va leur offrir des charges de cours. Serait-ce que dans le fumier de leurs serres sont en train de pousser les réponses que n'ont apportées ni la mécanisation de l'agriculture ni les engrais chimiques? André Pedneault n'a pas la prétention d'apporter ces réponses, il se contente de vivre en accord avec ce qu'il croit. S'il embarquait dans un programme universitaire, il lui faudrait composer avec la «réalité objective» et abandonner ses expériences sur les cornes de vache de moins de deux ans qui n'a vêlé qu'une fois. Au fait, j'ai triché en commençant ce reportage sur l'arrière-pays par ma visite chez André Pedneault. Ce n'était pas le commencement, mais la fin. En sortant de chez lui je me suis sauvé. Je ne vous ai même pas dit où j'étais, ni ce que j'ai vu. Je le ferai en rentrant en ville. Deux ou trois jours et 350 milles de recul ne seront pas de trop. Le plus urgent c'était de sortir de là... avant d'avoir le goût d'y rester. J'exagère à peine, imaginez qu'il m'a fait manger des macaronis à la farine de sarrasin... et que j'ai aimé ça!

UN RAPPORT SECRET

Super-service d'urgences médicales à Montréal ?

Depuis le 15 janvier, le ministre des Affaires sociales, M. Denis Lazure, a en mains le rapport des deux hommes qu'il avait chargés, en décembre, de trouver une solution au problème des urgences médicales à Montréal. Ce rapport extrêmement important n'a pas encore été rendu public. Mais LA PRESSE en a cependant obtenu copie hier de manière inattendue.

HUGUETTE ROBERGE

De fait, le rapport de MM. Michel Champoux (représentant du MAS dans l'équipe de travail et Michel Dorval (représentant du Conseil de la Santé et des Services sociaux de la région Montréal métropolitan) n'a pas encore été accepté par le ministère qui procède, depuis son dépôt, à des consultations à huis-clos avec les grands organismes directement impliqués (CSSSRMM, CLSC de Montréal, Fédération des médecins omnipraticiens du Québec...), chez qui il semble loin de faire l'unanimité. En principe, seules les instances officiellement liées au dossier des urgences ont pu prendre connaissance de ce document tenue secret.

Pourtant ce document est parvenu, le diable sait comment et de quel «homme de confiance» du ministre, à Simon Bédard, le directeur du service d'urgences Télé-Médic... qui s'est empressé de l'offrir à LA PRESSE.

Visiblement ennuyé par cette fuite dont il cherchait la source première, le MAS n'a pu faire autrement que d'authentifier le document qu'il qualifie de «document de travail».

Triple mandat

Intitulé «Proposition d'implantation d'un système de coordination des urgences médicales dans la région du Montréal métropolitain», le rapport Champoux-Dorval recommande, dans ses conclusions générales, au ministre de confier au Conseil régional (CSSSRMM) tous les mandats nécessaires pour amorcer l'implantation, au coût de $2 millions, du super-service public d'urgences médicales à Montréal.

- mandat d'implanter une centrale de coordination et de répartition des cas de détresse médicale sur le territoire du Montréal métropolitain;
- mandat de négocier une entente de services avec la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ) pour assurer la disponibilité de médecins pouvant effectuer des visites à domicile dont la nécessité aura été déterminée par la centrale de coordination;
- mandat de négocier avec les compagnies privées d'ambulances les ententes nécessaires à la coordination des transports ambulanciers sur le territoire du Montréal métropolitain.

Selon un porte-parole du cabinet du ministre Lazure, il serait inopportun, voire dangereux, de présenter une analyse détaillée du rapport Champoux-Dorval, puisqu'il ne constituerait encore qu'un «document de travail» sur les recommandations duquel le MAS n'a arrêté aucune décision ferme.

LES RUES DE MONTRÉAL

FERME,
rue de la (1856)

Voie ainsi nommée en souvenir de la ferme Saint-Gabriel (propriété des Sulpiciens) à travers laquelle elle fut ouverte avant d'être offerte à la ville. Axe nord-sud à partir de Wellington, une rue à l'ouest de Bridge.

FORBIN-JANSON,
rue de (1911)

Jadis connue sous les noms de **rue Cherrier** et **rue Nicholas-Viel**, cette voie honore Charles-Auguste-Marie-Joseph, comte de Forbin-Janson (1785-1844), évêque de Nacy, missionnaire au Canada, fondateur de l'oeuvre de la Sainte-Enfance et d'une société de tempérence. Axe est-ouest à partir de Taillon, au nord de Sherbrooke.

FERRIER,
rue (1947)

En souvenir de James Ferrier, financier et le maire de Montréal. Axe est-ouest croisant Décarie, au sud du boulevard Métropolitain.

FORBES,
rue (1922)

Ce nom rappelle une famille canadienne-française, et on présume qu'il s'agit des Forbes, Guillaume (1865-1910), évêque de Joliette et archevêque d'Ottawa, et Jean (1864-1926), qui fut évêque en Ouganda. Axe est-ouest croisant le boulevard Saint-Germain, au nord de Salaberry et à l'ouest de l'autoroute des Laurentides.

FORT,
rue du (avant 1880)

Cette voie conduisait au fort construit par les Sulpiciens sur le flanc du mont Royal, et cédée à la ville par ces derniers le 17 mai 1880. Axe sud-nord à partir de Dorchester, à l'est d'Atwater.

GROUPE DE THÉRAPIE GESTALTISTE
LE MARDI SOIR À MONTRÉAL
RENSEIGNEMENTS: **JEAN GAGNON,** *PSYCHOLOGUE*
514-526-4827
(entre 9h et 13h du mardi au vendredi)

GROUPES DE THÉRAPIE EMOTIVO-RATIONNEL
«Une psychothérapie par la raison»
Cours débutant le 3 février 1981 (groupe limité 12 personnes).
- Si tu ressens le besoin de mieux te comprendre, ou d'améliorer la qualité de ta vie.
- Si tu as participé à des cours de personnalité ou de relations humaines et que tu voudrais approfondir.
- Si tu fais face à des problèmes émotifs, culpabilité, anxiété, timidité, insécurité, communication avec les autres, etc.

CONSULTATION PERSONNELLE SUR RENDEZ-VOUS
Téléphone: **728-8076**
aider
Ateliers d' Initiation au Développement Emotivo Rationnel

CENTRE du RASOIR "FINE LAME"
CLINIQUE D'AIGUISAGE
CISEAUX: LONGUEUR MAXIMUM 20 cm (8'')
CISEAUX DENTELÉS: 1.25$
COUTEAUX: LAME MAXIMUM 25 cm (10'')
79¢
20% DE RABAIS SUR COUTEAUX ET CISEAUX EN MAGASIN.
SPÉCIAUX DE FÉVRIER
CENTRE du RASOIR 'FINE LAME' — 17 BOUTIQUES

DERNIERS 5 JOURS
Profitez des tarifs modiques de 1980.
Faites vite
VIC TANNY
ÇA MARCHE !
«J'AI PERDU 44 LB»
Vic Tanny me plaît énormément, mais depuis quelque temps, j'ai vraiment insisté sur les exercices au sol... Je trouve que les exercices pour les jambes sont très bons pour le ski. Je me sens comme neuve!
Gail Poirier
Gail Poirier
Les membres de Vic Tanny peuvent témoigner que ça marche... Certains perdent jusqu'à 10 livres, et d'autres jusqu'à 5 pouces, en aussi peu que 14 jours. Vous pouvez en faire autant! Vic Tanny vous accorde une attention particulière.
Vous le remarquerez dès l'instant où vous passerez votre test d'évaluation physique et vous l'apprécierez en suivant les conseils des instructeurs de Vic Tanny tout au long de votre programme individuel.
FAITES-EN LA PREUVE
OFFRE GRATUITE
Les tarifs modiques de 1980 se terminent bientôt. Faites vite ! Appelez maintenant ! Doublez votre plaisir
2 POUR 1
(2 abonnements pour le prix d'un seul)
VIC TANNY
Profitez des tarifs modiques de 1980. *FAITES VITE!*
VIC TANNY
MONTRÉAL
PLACE BONAVENTURE 866-3992
CENTRE ROCKLAND 341-3810
MAIL WEST ISLAND 683-2130
LASALLE 366-8080
CHOMEDEY 687-1916
COTE SAINT-LUC 482-7415
BOURASSA 326-8240
QUÉBEC
SAINTE-FOY 659-1775
LIMOILOU 626-6216

ANNONCE

La Presse, 27 janvier

LA SOCIÉTÉ D'HABITATION ET LOTO-QUÉBEC

UN RAPPORT PARLE DE NÉGLIGENCE FLAGRANTE

un rapport interne de la Société Québec, les collabora... dent de l'or... D.A-1

Rectificatif — Rectificatif — Rectificatif

L'édifice n'appartient plus à Loto-Québec

La Presse, 28 janvier — page A-4

Loto-Québec a cédé en 1978 l'édifice sis à l'angle des rues Ontario et Saint-Denis, à Montréal, à la Société d'habitation du Québec et n'est donc en aucune façon mêlée de près ou de loin à quelque contrat que ce soit, avec quelque firme que ce soit, dans l'affaire de la rénovation de cet édifice. Loto-Québec n'est maintenant propriétaire que d'un seul édifice à Montréal, sis au 2000 rue Berri. LA PRESSE regrette d'avoir publié dans son édition d'hier un titre et un texte qui portaient à confusion entre les deux édifices, et s'excuse auprès de Loto-Québec d'avoir par erreur associé son nom à un édifice qui ne lui appartient plus.

Les soulignés sont de loto-québec.

Publié par LOTO-QUÉBEC

ÉDITORIAL

PAUL DESMARAIS
président du conseil d'administration

la presse

ROGER LEMELIN
président et éditeur

ROGER-D. LANDRY
vice-président exécutif et directeur général

JEAN SISTO
éditeur adjoint

YVON DUBOIS directeur de l'information
MARCEL ADAM éditorialiste en chef

La solution ne peut venir de Londres

La réaction passionnée du Premier ministre Trudeau au rapport du comité parlementaire britannique des Affaires étrangères et les propos colériques du ministre Chrétien à l'endroit de ce comité montrent qu'Ottawa ne prend pas à la légère les derniers développements londoniens.

On sait que ce prestigieux comité, qui étudie depuis plusieurs semaines le projet de rapatriement de la constitution canadienne et d'enchâssement dans celle-ci d'une charte des droits et libertés, publiait hier un volumineux rapport dont la conclusion peut se résumer ainsi: Le gouvernement britannique ne devrait pas donner suite à la requête du Parlement canadien parce qu'elle ne traduit pas le désir clairement exprimé du Canada en tant qu'entité fédéralement structurée, faute d'un accord provincial suffisant et significatif.

Le président de ce comité, M. Anthony Kershaw, a dit que le Parlement tiendra compte de ce rapport, mais il pense qu'il aura surtout pour effet d'alimenter le débat aux Communes anglaises et de retarder l'adoption du projet Trudeau.

Les propos de M. Kershaw confirment l'embarras des parlementaires britanniques et, par la force des choses, du gouvernement anglais lui-même, qui se voient sollicités par le gouvernement canadien d'intervenir de manière beaucoup plus considérable dans les affaires intérieures du Canada que ce qu'ils prévoyaient.

Ce n'est pas le rapatriement comme tel qui les gêne. Parce qu'il est voulu en principe par toutes les parties concernées au Canada, les Britanniques s'acquitteraient volontiers de cette formalité. Mais leur demander d'inclure dans la constitution canadienne une charte des droits et libertés à l'encontre de la majorité des provinces qui n'en veulent pas et des citoyens qui réprouvent ce procédé, c'est confier à un pays étranger une opération que le Parlement canadien n'a pas le droit de faire, et d'imposer l'odieux de prendre parti dans une querelle qui divise profondément le Canada.

Devant ces derniers développements M. Trudeau crâne. Parce que l'opinion d'un comité parlementaire ne lie pas un gouvernement, le Premier ministre rappelle la promesse de Mme Thatcher et la coutume qui, selon lui, oblige la Grande-Bretagne à donner suite à une requête du Parlement canadien. Mais personne n'est dupe. Les embûches se multiplient sur sa route. Il atteindra peut-être son but — ce qui est de moins en moins sûr — mais ce sera contre une majorité de provinces et de Canadiens, au prix de l'amertume d'une partie croissante de son caucus québécois, de l'amitié de la Grande-Bretagne et peut-être de l'humiliation du Canada sur la scène internationale.

Les opposants au projet Trudeau trouveront un grand réconfort dans les nouvelles qui leur parviennent de Londres. Mais si ce projet devait échouer, il ne serait pas bon que Londres en soit directement la cause parce qu'alors M. Trudeau reculerait pour mieux sauter.

Ses mises en garde adressées jeudi et vendredi aux Britanniques comportaient des menaces plus ou moins voilées très instructives sur ce qui pourrait se passer si Londres lui faisait des difficultés. Prenant prétexte d'une prétendue ingérence extérieure dans nos affaires intérieures, invoquant le droit du Canada à l'indépendance et à l'affranchissement de ses liens coloniaux, M. Trudeau pourrait exploiter à fond le thème de la fierté nationale pour reconquérir cet appui populaire qui lui fait défaut et dénaturer davantage notre fédéralisme.

Dans les paroles et le ton de M. Trudeau se révélait l'homme qui voit venir une crise majeure et décisive, mais donnant davantage l'impression de l'anticiper que de l'appréhender. Dans l'état actuel des choses, comment renverser autrement le cours des événements et redonner au moins une apparence de légitimité démocratique à un projet qui n'en a plus?

Aussi les provinces, les partis et les groupes qui s'opposent au projet Trudeau ne devraient pas trop compter sur la Grande-Bretagne pour résoudre un problème qui ne peut être bien résolu qu'au Canada.

Depuis plusieurs mois le processus démocratique fait son oeuvre. Si la crise doit s'aggraver, il est préférable que ce soit à la suite de la discussion publique et d'une prise de conscience démocratique des Canadiens, qu'à la suite d'un lobby des provinces à Londres. Dans le premier cas ce serait peut-être salutaire, dans le second ce serait sûrement néfaste pour la fédération canadienne.

La seule solution canadienne à l'impasse actuelle n'exige-t-elle pas la convocation d'une conférence constitutionnelle dans les plus brefs délais? Plusieurs provinces la réclament depuis un certain temps. Le Québec commence aussi à la réclamer et, fait à souligner, paraît enfin prêt à faire un compromis au sujet du rapatriement. Même M. Trudeau — si je ne m'abuse — paraît ces jours-ci envisager l'idée avec moins de répugnance.

Khrouchtchev écrivait à Kennedy durant la crise des missiles: «Si nous ne cessons pas de tirer sur la corde il sera impossible de délier le noeud.» Les deux hommes l'ont compris à temps. Aurons-nous cette sagesse au Canada?

MARCEL ADAM

Le cours d'éducation sexuelle: les parents avant les enfants

Le programme d'éducation sexuelle prévu par le ministère de l'Éducation n'est presque pas connu; et pourtant, à la suite de quelques fuites probablement tactiques, quelques jours après leur parution dans les journaux, on entend un peu partout des réactions très vives. Ce n'est pas demain que le fameux programme sera facilement accepté dans toutes les commissions scolaires.

En général, on peut dire que la majorité des parents serait en faveur d'une éducation sexuelle à l'école; les commissions scolaires aussi et les professeurs aussi. Mais il vaut la peine de scruter les chiffres de plus près.

Le printemps dernier, le ministère de l'Éducation a effectué une enquête auprès des 250 commissions scolaires du Québec pour connaître le sort de l'éducation sexuelle dans leur milieu. Première surprise: seulement 70 pour cent des commissions ont daigné faire parvenir une réponse. Autre surprise: 50 pour cent de ces commissions ont déjà un programme d'enseignement dans ce domaine.

Ce qui signifie que d'un côté, en certains milieux, on évite même de parler du sujet; et en certains autres, on le croit assez important pour se donner un programme local. On sent déjà l'opposition qui existe au sein même du monde scolaire.

Parfois, l'opposition devient encore plus radicale.

Par exemple, une enquête menée à la Commission scolaire catholique de Sherbrooke a démontré, cette semaine, que le personnel des écoles refuse, à 88 pour cent, que l'éducation sexuelle soit faite par des sexologues. De leur côté, les sexologues semblent bien convaincus qu'un enseignement valable ne peut venir que des spécialistes, au moins à certains niveaux.

Mais à quels niveaux faut-il offrir cet enseignement? Les sexologues disent qu'il faut commencer dès la maternelle; les professeurs acceptent cette hypothèse dans une proportion de 65 pour cent; et les parents, eux, la refusent dans une proportion de 57,3 pour cent.

Qui sera entendu? Qui sera écouté? Il ne faut pas oublier que, pour une foule de raisons, le débat se déroule passionnément, que l'on touche non seulement à un système de valeurs mais aussi à un certain droit des parents, et que les parents ont exercé leur droit à l'éducation sexuelle de leurs enfants de façons très variées. On est loin du consensus.

Ce qui démontre que même si une majorité de parents et d'éducateurs sont d'accord sur le principe, il faut s'attendre à de sérieux désaccords sur son application. Les uns trouveront toujours une raison pour éviter cette mise en pratique; d'autres continueront à combattre le principe lui-même avec autant d'acharnement que de conviction.

Avant de présenter un programme aux étudiants, le ministère devra entreprendre une campagne de sensibilisation des parents au problème de l'éducation sexuelle, avant tout ce que cela comprend de véritable éducation à l'intérieur d'un système de valeurs.

Les auteurs du programme du ministère reconnaissent, comme un a priori, que l'éducation donnée à l'école ne fait que compléter celle qui est reçue à la maison. Il est donc important de trouver, à la maison, chez les parents, une volonté commune de collaboration appuyée sur une vision semblable de ce type d'éducation.

On dit, à Québec, que le programme sera proposé avec prudence. La première prudence serait peut-être de rejoindre les parents avant les enfants.

JEAN-GUY DUBUC

Droits réservés

Nouvelle réplique de quatre intellectuels à M. Trudeau

Suite à la réponse que leur servait récemment le premier ministre Trudeau, les quatre intellectuels impliqués, soit MM. Paul Chamberland et Denis Monière, Mmes Michèle Lalonde et Hélène Pelletier-Baillargeon, nous ont fait parvenir leur réaction. Leur texte vise à démontrer qu'ils sont loin d'être coupés du peuple. Nous en reproduisons ici de larges extraits. D'autres suivront lundi.

Entre le politicien et l'intellectuel, il y a fréquemment conflit de légitimité et c'est précisément l'enjeu de l'actuel débat entre M. Trudeau et les intellectuels québécois.

M. Trudeau voudrait, au nom de la force du nombre, écraser la force de l'esprit de contestation. Il oppose sa légitimité à celle des intellectuels et, pour paraître moins odieux, il utilise la tactique de l'amalgame en associant les intellectuels au Parti québécois. Il cherche ainsi à enfermer le débat sur la scène électorale. Non seulement fausse-t-il la réalité en faisant abstraction des inégalités de pouvoir entre un gouvernemet provincial et le gouvernement central, mais encore, il voudrait évacuer l'opinion publique comme lieu de débat. En réduisant celui-ci à des querelles de partis, il pense être justifié de récuser le bien-fondé de la parole des intellectuels, puisque, selon lui, ceux-ci n'ont pas de soutien électoral. Comme il ne peut dissimuler sa partisanerie libérale, il fait passer les autres pour des partisans péquistes. (...)

La légitimité du politicien est fondée sur la délégation du pouvoir à travers des mécanismes plus ou moins démocratiques de représentation. C'est une légitimité provisoire qui varie selon les conjonctures électorales. C'est une légitimité dépendante, en ce sens qu'elle est fonction des diverses médiations et outils que sont les partis politiques concrets et les intérêts socio-économiques qui les soutiennent. Le discours politicien s'évertuera souvent «au nom du peuple» à défendre les intérêts économiques particuliers de ceux qui, dans les coulisses, dirigent réellement la société. Le politicien est soumis à des forces qui ne relèvent donc pas nécessairement de la «volonté populaire...». (...)

Tout autre est l'aune à laquelle se mesure la légitimité de l'intellectuel: la légitimité de l'intellectuel est d'abord culturelle et morale. Elle est fonction de la résonance universelle de son discours et de sa capacité à dévoiler les contradictions. Son influence ne repose donc pas sur le pouvoir mais sur la maîtrise du savoir, sur ses connaissances philosophiques, historiques, sociologiques ou encore sur sa capacité imaginative et prophétique. (...)

Ces deux formes de légitimité peuvent coexister pacifiquement lorsque les sociétés sont ouvertes aux changements, comme ce fut le cas durant la Révolution tranquille au Québec et depuis qu'il y a un gouvernement souverainiste au pouvoir. Mais lorsque la gouverne collective n'obéit pas aux mouvements sociaux, lorsque, pour défendre les intérêts dominants elle résiste au changement en utilisant la censure et la manipulation, alors la force morale entre en conflit avec le pouvoir politique comme ce fut le cas sous le régime Duplessis et sous le régime Trudeau. (...)

Comment (...) peut-on prétendre parler au nom du peuple québécois lorsque seulement 43% des inscrits ont donné leur appui au parti de M. Trudeau, alors que celui-ci ne demandait aucun mandat constitutionnel précis? (...)

Comment, en outre, peut-on prétendre rapatrier unilatéralement la Constitution au nom de l'intérêt des Canadiens alors qu'il n'y a qu'un seul et unique député libéral survivant à l'Ouest de l'Ontario?

De quelle autorité peut-on se réclamer lorsqu'on bafoue les principes du fédéralisme en passant outre aux volontés d'une majorité de provinces?

Quelle crédibilité peut-on avoir lorsqu'on prétend représenter la volonté générale et que tous les sondages démontrent qu'il y a une majorité de Canadiens qui s'opposent au projet de rapatriement unilatéral proposé par le gouvernement Trudeau?

À quelle mascarade assiste-t-on lorsqu'au nom de l'anticolonialisme on demande, dans un premier temps, à un Parlement étranger d'amender notre constitution et que, dans un deuxième temps, on cherche à conserver simultanément le principe monarchique? (...)

De qui se moque-t-on en ce pays? De qui doit-on se méfier? Des intellectuels ou des politiciens? (...)

M. Trudeau nous a toujours présenté le fédéralisme comme une garantie des libertés démocratiques en présupposant que les Québécois, totalitaires par tempérament, ne pouvaient assumer par eux-mêmes cette responsabilité. (...)

Or nous ne nous sentons pas en sécurité dans le régime fédéral. La totale liberté d'expression dont nous jouirions, selon le Premier ministre, a connu des accrocs. M. Trudeau a sur ce sujet, des pertes de mémoire douteuses. Les libertés démocratiques ont été violées par ordre de ce chef d'État en 1970 et des centaines de Québécois, intellectuels ou non, ont été détenus sans motifs. On a interdit la diffusion à la télévision du film «Un pays sans bon sens». «L'Acadie l'Acadie» a été charcutée. Le fait que la situation soit «pire» pour les intellectuels sous d'autres cieux et d'autres régimes, ne saurait dispenser qui que ce soit de rappeler ces «tendances» et ces «précédents» inquiétants.

Dans quelque régime que ce soit, la liberté ne nous est pas donnée. Les libertés qu'on nous permet ne sont pas gratuites. Elles sont concédées en raison du rapport de force. (...)

Le Québec de 1981 où les francophones commencent à peine à occuper la place qui leur revient, n'est pas un «cadeau» du fédéral! Il est le produit direct des luttes menées depuis plus de vingt ans par les militants nationalistes de la première heure, par le RIN d'abord, par le Parti québécois ensuite. (...)

Un référendum n'est qu'une étape dans l'histoire d'un peuple. C'est une procédure de consultation qui permet de saisir l'état de l'opinion à un moment donné. Certaines sociétés, le Jura suisse notamment, ont dû y recourir plus d'une fois avant d'atteindre leur objectif. Les résultats d'une telle consultation ne reflètent pas seulement les principales tendances idéologiques qui s'affrontent dans une société, ils traduisent aussi le rapport de force sur le plan matériel. La campagne référendaire ne fut pas un combat d'idées à armes égales, même si une législation provinciale a tenté de garantir l'égalité des chances entre les deux camps en présence. Au mépris des règles du jeu, le gouvernement Trudeau a violé systématiquement la loi québécoise régissant les dépenses publicitaires.

Quoi qu'il en soit le gouvernement du Québec n'a pas obtenu le mandat demandé et s'est conformé à la volonté exprimée en négociant de bonne foi la réforme constitutionnelle, alors que le fédéral sabotait de façon délibérée la négociation. Qui respecte la démocratie en ce pays?

M. Trudeau voudrait faire croire que les intellectuels sont coupés du peuple parce qu'ils sont souverainistes et que «le» peuple a voté «NON» au référendum. Or la réalité est plus complexe. D'une part l'option des intellectuels est partagée par plus de 40% de Québécois et par la moitié de la population francophone du Québec (peut-être sont-ils tous des intellectuels?). D'autre part la logique trudeauiste suppose une conception étriquée de la démocratie qui est, par essence, un débat permanent. La démocratie s'accommode mal des absolus et des solutions finales. C'est un processus qui, par définition, suppose le changement. Si les intellectuels des années 50 s'étaient conformés au formalisme de l'analyse trudeauiste après chaque défaite électorale aux mains de Duplessis, il est probable que l'Union nationale serait encore au pouvoir! (...) L'affirmation politique du Québec a une légitimité historique et repose sur les forces vives de la société. Cette tendance ne s'évanouira pas parce qu'une première consultation référendaire n'a pas été concluante. Enfin, quand M. Trudeau rappelle les onze défaites en ligne des péquistes aux mains des libéraux provinciaux, il feint d'oublier qu'en termes de suffrages exprimés, le PQ connaît une progression constante depuis sa fondation. (...)

Le progrès continu d'une formation politique qui passait, il n'y a pas si longtemps, pour un groupuscule dans les beaux discours de ses opposants n'a pas pu avoir lieu sans profonde nécessité et la longue courbe statistique n'est pas sans ressembler à une vague de fond. Pourquoi dès lors les intellectuels ne feraient-ils pas confiance au peuple québécois? En suivant la logique de M. Trudeau, il faudrait conclure que les intellectuels québécois sont de moins en moins coupés du peuple. L'histoire en jugera.

PLEINS FEUX SUR L'ACTUALITÉ

LA PRESSE, MONTRÉAL, SAMEDI 31 JANVIER 1981

LA DIPLOMATIE AMÉRICAINE

Une stratégie agressive, directe et autoritaire

■ Le secrétaire d'Etat Alexander Haig s'habille en civil mais sa réthorique est celle du général à quatre étoiles qui, l'an dernier, revenait des quartiers généraux de l'OTAN pour mesurer en Amérique ses chances à la présidence des Etats-Unis.

JEAN PELLETIER

(de notre bureau de Washington)

Les «vicaires» de la politique étrangère du président Ronald Reagan, depuis son arrivée à Foggy Bottom (le nom du secrétariat d'Etat) il y a dix jours, ont eu vite fait d'effacer tous les vestiges de la diplomatie tranquille et secrète Vance-Muskie, au profit d'une stratégie agressive, directe et autoritaire.

Finies les politesses

Finies les politesses entre Moscou, le Tiers-monde, l'Amérique centrale ou Cuba, Washington dorénavant entend dire ce qu'il pense et agir sans hésiter. Résultat: on remplace les droits de l'homme par la défense et la protection des intérêts vitaux de l'Amérique dans le monde, l'aide extérieure par le soutien du (FMS) Foreign Military Sales aux pays du Tiers-monde qui luttent en première ligne contre Moscou, et le vocabulaire feutré de la détente a cédé la place à la dénonciation du terrorisme international que pratique Moscou à travers le monde.

Depuis deux semaines, l'ambassadeur soviétique à Washington, M. Anatoly Dobrynin, est forcé d'entrer au département d'Etat par la grande porte et non plus en secret par le garage souterrain, et le nouveau porte-parole, M. Dyess, n'hésite pas à renchérir lorsque les journalistes lui réclament plus de détails sur les conspitations soviétiques dans le monde. À preuve les commentaires de M. Dyess jeudi matin.

«L'Union soviétique, dit-il, pratique une politique consciente de terrorisme à travers le monde. Elle finance et entraine l'Organisation de libération de la Palestine. Par l'entremise de Cuba et de la Libye elle fournit des appuis colossaux à plusieurs organisations terroristes. Par des outils de propagande très élaborés elle prête son secours à divers mouvements de libération à travers le monde. Tout au long de la crise des otages en Iran, Moscou a soutenu ce dernier par des propos mensongers sur les intentions américaines et enfin, au Salvador, Moscou incite les mouvements de gauche à la révolte armée pour déstabiliser l'ensemble de l'Amérique centrale.»

Réplique du général Haig

Qu'entend faire le secrétariat d'Etat devant pareil danger? Le général Haig réplique sans hésiter: «Mettre un terme aux actes de terrorisme international constituera une priorité plus urgente que la défense des droits de l'homme car, explique-t-il, le terrorisme constitue l'abus ultime des droits de l'homme».

En pratique, une telle politique se traduira par une reformulation de la détente. L'administration Reagan ne négociera avec Moscou qu'en tenant compte des politiques de cette dernière dans le Tiers-monde: en Amérique latine et en Afrique plus particulièrement. Au lieu de miser sur la carte centriste au Salvador, il n'est pas exclu, de souligner le général Haig jeudi, que les Etats-Unis accroissent leurs exportations d'armes vers ce pays minuscule déchiré par une guerre civile sanglante. Ainsi donc, en début de semaine, l'ambassadeur américain au Salvador, M. Robert White, fut rappelé pour consultation. Il fait peu de doute que la Maison-Blanche le remplacera sous peu par l'un des siens, un diplomate plus soucieux de contrer l'influence de Cuba que de comprendre les aspirations d'une paysannerie opprimée à la fois par l'extrême gauche et l'extrême droite.

Sur les grands dossiers, les accords Salt II, le Moyen-Orient et l'aide américaine au Tiers-monde ainsi qu'aux organismes internationaux, le virage ne pourrait être plus prononcé. Les négociations sur le désarmement feront d'abord l'objet d'échanges préliminaires qui ne compromettront pas la production d'armes aux Etats-Unis. Au Moyen-Orient, pas question de reconnaître l'Organisation de libération de la Palestine. Quant à l'aide extérieure enfin, un rapport du contrôleur du budget propose une réduction draconienne de son volume, sujette à l'alignement des pays pauvres aux objectifs poursuivis par Washington. «Pourquoi fournirions-nous de l'aide à des pays qui «flirtent» avec Moscou?» de déclarer à LA PRESSE un officiel du département d'Etat nouvellement promu au septième étage. «Il faut être réaliste» mentionne-t-il. «L'argent des contribuables américains doit d'abord servir les intérêts américains dans le monde». Il s'ensuit que des organismes comme l'**Unesco, l'ONU** et la Banque mondiale se verront soumis au même régime d'amaigrissement aligné sur Washington.

Le président Reagan, le 20 janvier dernier, n'avait pas encore eu le temps d'enlever son habit de cérémonie, que le général Haig lui remettait un rapport de 20 pages établissant clairement son autorité sur la conduite globale de la politique étrangère des Etats-Unis. Fort des conseils de ses parrains, MM. Kissinger et Nixon, le nouveau secrétaire d'Etat ne tolère pas que le Conseil national de sécurité s'immisce dans l'orientation et la gestion de la politique étrangère. Jusqu'à preuve du contraire, la Maison-Blanche entend se plier aux désirs de l'ancien général.

Jeudi après-midi le président Reagan, à l'occasion de sa première conférence de presse, a repris les attaques belliqueuses de son secrétaire d'Etat. M. Carter aurait utilisé le même langage contre Moscou qu'il aurait fait la première page des journaux. Il n'en fut rien hier dans le cas du nouveau président. Le compromis habile, le langage feutré, l'accommodement, sont des stratégies du passé, la diplomatie américaine est entre les mains d'un général.

Téléphoto UPI

Alexander Haig s'habille en civil mais sa rhétorique est celle du général à quatre étoiles.

Le pari de Reagan: une politique économique tout à fait neuve

Marie-Josée Drouin

collaboration spéciale

■ D'ici quelques semaines, le président des Etats-Unis, Ronald Reagan, dévoilera à la Chambre des Représentants et au Sénat américains le programme économique qu'entend poursuivre son gouvernement. Déjà l'orientation économique qu'avait proposée M. Reagan au cours de la campagne électorale suscite de nombreuses controverses tant aux Etats-Unis qu'ailleurs dans le monde. Peut-on en même temps couper de façon massive les impôts et réduire les dépenses fédérales et le déficit budgétaire et corriger le déficit budgétaire et corriger le problème de stagnation qui affaiblit depuis près de dix ans la santé économique des Etats-Unis?

Il ne faudrait tout de même pas répéter l'erreur de plusieurs journalistes qui continuent d'associer étroitement le plan Reagan à la politique économique, essentiellement monétariste, du premier ministre britannique Margaret Thatcher. Tout en s'appuyant sur une politique monétaire restrictive Reagan propose une approche fort différente, ni purement monétariste, ni étroitement keynsésienne dans le sens où les gouvernements ont interprété Keynes depuis 25 ans. Le président Reagan s'inspire de ces deux écoles de pensée mais il choisit, par contre, de mettre l'accent sur la production plutôt que sur la consommation, sur l'offre de biens et services plutôt que sur la demande. D'où l'expression maintenant fort répandue aux Etats-Unis de «supplyside economics». En plus d'exprimer une préoccupation plus grande pour l'offre, cette nouvelle orientation économique incarne aussi une perception différente du rôle de l'Etat dans l'économie moderne. Ces théories s'inspirent de Jean-Baptiste Say et ont vu jour suite aux travaux, entre autres personnes, d'Arthur Laffer en Californie, de Norman Ture, de Paul Craig Roberts et de Jude Wanniski. Depuis les derniers jours plusieurs de ces économistes ont accédé à des hauts postes dans l'administration Reagan et leur influence risque de se propager au fil des mois.

Il ne faut pas non plus lire dans les propos du président Reagan les théories du laissez-faire chères à Adam Smith. M. Reagan ne propose pas d'abolir l'économie de bien-être mais plutôt d'en améliorer la gestion. Loin de s'opposer au «New Deal» de Roosevelt M. Reagan met plutôt l'accent sur l'efficacité économique. En 1976, lors de sa campagne à la candidature présidentielle, M. Reagan avait démontré une opposition trop vive à l'économie de bien-être ou au New Deal. Il a depuis rajusté son tir.

En 1981, son programme semble s'appuyer d'abord sur une réduction des impôts. S'inspirant du projet de loi Kemp-Roth, on s'attend à ce que le président propose une coupure des impôts des particuliers de 10% et ce, possiblement pendant trois ans. Cette mesure s'accompagnerait de déductions d'amortissement plus généreuses pour les entreprises.

La théorie économique traditionnelle voudrait qu'une telle mesure stimule la consommation en accroissant le revenu disponible. Selon les économistes qui ont inspiré le projet de loi Kemp-Roth, les coupures d'impôt n'auraient pas d'effet immédiat sur le revenu disponible et sur la consommation. Ils prétendent que pour chaque dollar d'augmentation du revenu disponible il s'ensuivrait une réduction d'un dollar dans le revenu disponible des citoyens qui reçoivent l'aide du gouvernement ou dans celui des acheteurs d'obligations qui auraient été vendues pour financer le déficit. Les effets sur la demande seraient neutralisés.

Par ailleurs du côté de la production, on prétend multiplier aussi les incitations à travailler et à investir. S'appuyant sur les taux marginaux d'impôt, on maintient qu'au-delà d'un certain revenu l'Etat en gruge une part trop grande et réduit l'attrait de revenus plus élevés. En réduisant les impôts, on pense par exemple que les travailleurs seraient encouragés à faire du temps supplémentaire ou que les investisseurs investiraient plutôt que de courir les abris fiscaux. En outre, on prétend même que cette stimulation de l'activité économique générerait des revenus additionnels suffisants pour compenser la baisse des impôts. Cette dernière hypothèse est évidemment optimiste puisque même si les coupures d'impôts devaient raviver l'économie, l'augmentation des revenus de l'Etat accuserait un retard certain.

Programme de réduction des dépenses

Voilà la raison pour laquelle des conseillers du président, plus particulièrement son adjoint personnel Martin Anderson et le Secrétaire au Trésor, Donald Regan, l'ont convaincu d'assortir ses coupures d'impôt d'un programme de réduction des dépenses fédérales. Le président a déjà gelé l'embauche de fonctionnaires. Il demandera au Congrès d'éliminer certains programmes gouvernementaux et même d'abolir certaines prestations sociales. Les choix politiques seront durs. Il entend aussi s'attaquer aux offices de réglementation et aux diverses agences dont les dépenses ne sont pas comprises dans le budget fédéral. Bref, il promet de corriger, en peu de temps, une situation qui s'est développée depuis les vingt dernières années. Les droits acquis, le marché politique seront ses plus grandes embûches.

Les solutions économiques traditionnelles ont été inefficaces pour solutionner la stagflation et adapter l'économie américaine au contexte international changeant. L'équipe de M. Reagan propose des mesures fondamentalement différentes et dans ce sens prend un pari sur une politique économique tout à fait neuve. Il serait illusoire d'attendre des solutions rapides. Il serait aussi surprenant que le président Reagan réussisse à mettre en application toutes ces nouvelles idées sans devoir se soumettre à des compromis politiques importants. Mais s'il réussit au cours de son mandat à relancer l'économie américaine tout en ralentissant la poussée inflationniste, il aura servi une leçon importante à tous les pays industrialisés.

PLEINS FEUX SUR L'ACTUALITÉ

LA PRESSE, MONTRÉAL, SAMEDI 31 JANVIER 1981

LE BUDGET ÉLECTORAL S'EN VIENT

On peut prévoir une baisse de l'impôt et du déficit

Le temps des vaches grasses semble être bien révolu au sein du gouvernement du Québec et ce n'est pas cette année que la grenouille va prétendre devenir aussi grosse que le boeuf. Dans sa boule de cristal, le devin Jacques Parizeau ne voit que des gens maigres et l'on n'entend plus prononcer sur la colline parlementaire que les mots: resserrement, restriction, compression, etc...

CLAUDE-V MARSOLAIS

de notre bureau de Québec

Aux oreilles des contribuables, ces paroles peuvent provoquer tout aussi bien des sentiments d'inquiétude qu'une impression de satisfaction en pensant que le gouvernement se prépare probablement à alléger son existence en diminuant les impôts au prix d'une réduction des services.

Après l'année faste du référendum qui a valu aux contribuables québécois une réduction générale de ses impôts de 3 pour cent depuis juillet et une indexation de l'exemption de base pour les personnes mariées de 12.5 pour cent, que réserve le grand argentier aux travailleurs aux prises avec la récession et l'inflation en cette période électorale? Sûrement quelques douceurs mais aussi une diminution appréciable du déficit budgétaire ($2.68 milliards en 1980-1981) puisqu'il s'y prépare depuis quelques mois.

Dès la fin de l'été dernier, M. Parizeau commençait à sonner le premier signal de la fin de la récréation en invitant les ministères à réduire le rythme de leurs dépenses. Puis, le 11 novembre, il émet une directive limitant le nombre d'effectifs autorisés des ministères à 57,784 au lieu de 61,067, interdisant le temps supplémentaire sauf dans des cas exceptionnels, supprimant les frais de voyage à l'extérieur du Québec et les frais de participation à des congrès, limitant l'engagement de professionnels ou de firmes professionnelles à l'extérieur du gouvernement, et suspendant la location ou l'achat d'édifices ou de terrains.

Cette opération visait à faire épargner à la Province quelque $400 millions de dollars en crédits périmés lesquels deviendront disponibles pour le prochain budget 1981-1982.

Depuis ce temps, diverses rumeurs ont circulé dont plusieurs ont été confirmées à l'effet que M. Parizeau s'était fixé comme but de couper jusqu'à $1 milliard de dollars dans les dépenses gouvernementales la prochaine année fiscale débutant le 1er avril. Évidemment, le premier responsable de la préparation du budget a parlé de pure spéculation sur le montant avancé mais il n'en demeure pas moins que les ministères ont été dans l'obligation de livrer une guerre de tranchées au Conseil du trésor pour qu'au moins l'accroissement de leurs dépenses reflète le taux d'inflation. En somme, on se dirigerait vers un premier BBZ (Budget by zero) québécois comme cela se pratique aux États-Unis depuis quelques années.

Dans sa boule de cristal, le devin Jacques Parizeau ne voit que des gens maigres...

D'abord le social et le culturel

En période d'austérité, les gouvernements ont tendance à sabrer dans les dépenses sociales et culturelles. C'est tout à fait logique si l'on considère que les budgets des Affaires sociales et de l'Éducation accaparent $10 milliards de dollars sur un budget total de $17.68 milliards.

En décembre dernier, dans une entrevue qu'il accordait à la Presse Canadienne, M. Parizeau avait laissé entendre qu'il était peut-être temps de changer les priorités dans le domaine social maintenant que le gouvernement s'était appliqué depuis quatre ans à perfectionner le système de sécurité sociale et qu'il avait fait construire un nombre impressionnant de HLM et de centres d'accueil.

Ce n'est pas pour rien que le bruit court actuellement voulant qu'on ait fixé au ministère des Affaires sociales l'objectif de réduire ses dépenses de $250 millions.

À l'Éducation, la réduction des dépenses se situerait autour des $200 millions. De nouveaux programmes qui devaient entrer en vigueur en septembre prochain seraient reportés d'un an, notamment celui qui vise à augmenter de 30 minutes la durée habdomadaire de l'enseignement à l'élémentaire. De même, le personnel technique et auxiliaire des commissions scolaires verrait ses effectifs diminuer de deux pour cent au cours de l'année prochaine. A la Fédération des commissions scolaires, l'on se prépare au pire en pensant que le ministère se prépare à serrer davantage le noeud de strangulation qui va empêcher toute marge de manoeuvre.

D'autres ministères moins importants se sont tous vu fixer des objectifs de réductions de dépenses. Quinze millions aux Affaires municipales, $2 à $3 millions aux Affaires culturelles, $1.7 million aux Communications, $1.2 million aux Affaires intergouvernementales, etc... Le Conseil du trésor s'est même fixé comme but de réduire de $45 millions à $41 millions les frais téléphoniques du gouvernement.

Les sommes exigées pour mettre de l'avant de nouveaux programmes ou services seront récupérées en réduisant ou en abolissant carrément d'autres services ou programmes anciens qui ne sont plus justifiés.

Inquiétude

Chez les fonctionnaires, on commence à s'inquiéter sérieusement de l'impact des mesures déjà prises, notamment au niveau de la réduction des effectifs, sur la qualité des services. Le président du Syndicat des fonctionnaires provinciaux, M. Jean-Louis Harguindeguy, signalait ces derniers jours que 5,000 nouveaux prestataires étaient venus s'ajouter depuis décembre à l'ensemble des bénéficiaires de l'aide sociale sans que l'on augmente le personnel. De nombreuses personnes qui s'étaient présentées aux bureaux de l'aide sociale jeudi pour y recevoir leur chèque ont dû rentrer bredouilles à leur foyer.

Chez les professionnels du gouvernement qui ont vu leurs effectifs diminuer de 1,500 postes sur une base annuelle, on commence à se plaindre de l'accroissement de la charge de travail. D'autres sont mécontents que les directives du Conseil du trésor soient venues mettre fin à leur espoir d'être mutés à d'autres fonctions. Même les cadres intermédiaires se plaignent qu'on les oblige à utiliser l'autobus dans leurs déplacements en province.

Pour éviter que la léthargie et l'inefficacité gagnent trop les rangs de la Fonction publique, le gouvernement sera sans doute dans l'obligation de recourir aux services d'employés occasionnels comme il le fait constamment. L'an dernier, on a embauché de 500 à 600 professionnels sur une base temporaire et de 25,000 à 30,000 fonctionnaires.

Un budget populaire

Il est tout à fait prévisible que le grand magicien des Finances prépare un budget populaire à l'intention des contribuables québécois qui seront bientôt appelés à élire un nouveau gouvernement.

Disposant d'une marge de manoeuvre supérieure au milliard de dollars, M. Parizeau pourra ménager la chèvre et le chou. Un allégement fiscal des contribuables combiné à une réduction du déficit budgétaire serait bien accueilli et rapporterait sûrement des dividendes électoraux. Depuis le temps que l'on parle de «dégraisser» ce glouton administratif...

Elections: tout est prêt pour avril

Plus rien ne peut désormais justifier le premier ministre Lévesque de retarder la tenue d'une élection générale au Québec. Il l'admet lui-même. Et explique que, «le train d'enfer de Trudeau ayant maintenant déraillé, l'obstacle en vue de la tenue d'élections est maintenant levé».

PIERRE VINCENT

(de notre bureau de Québec)

L'affaire suivra son cours devant les tribunaux, et laisse toute liberté d'action aux hommes politiques de la scène provinciale: Claude Morin est allé se ressourcer en Europe, Marc-André Bédard est parti se refaire des forces dans le Sud, Claude Charron se permet quelques escapades hors du Québec, Jacques Parizeau se consacre entièrement à la rédaction finale de son budget et René Lévesque multiplie ses activités électoralistes.

Mais, avant le déclenchement d'une élection générale, le gouvernement a déjà indiqué qu'il veut se livrer à quelques dernières grandes manoeuvres d'ici à la fin de l'hiver. Donc, point de précipitation pour aller affronter l'électorat.

Février, mois des commissions parlementaires, dont deux seront exceptionnellement télédiffusées: celle sur la Constitution de mardi, mercredi et jeudi prochains, qui devrait permettre au gouvernement de river un peu plus «le clou des contradictions constitutionnelles du Parti libéral du Québec» (les libéraux de M. Ryan ont déjà clamé leur indignation devant ce qu'ils considèrent «un exercice de propagande éhonté») et qui devrait permettre de crier encore un peu plus fort toute l'opposition du Québec au projet constitutionnel de M. Trudeau.

L'autre commission parlementaire à être télédiffusée viendra à la toute fin du mois et portera sur le plan d'équipement et de développement d'Hydro pour les dix prochaines années. Une belle occasion pour démontrer comment la plus grande entreprise québécoise assurera l'avenir économique des Québécois. Et, au même moment, dans une autre salle, une autre importante commission parlementaire permettra aux partis politiques de mieux préciser à quelle enseigne de la «social-démocratie» ils logent vraiment, puisqu'il y sera question du droit de grève dans les secteurs public et parapublic.

Pendant tout ce temps-là, partout ailleurs au Québec, les stratèges du PQ s'appliqueront à réaliser leur objectif d'avoir complété pour le début de mars la liste des candidats, et s'affaireront également à atteindre leur objectif de $3 millions pour la campagne de financement.

Mars, mois de la reprise des travaux parlementaires en Chambre. Qui ne reprendront essentiellement que pour permettre à M. Parizeau de déposer son budget. Un budget qui baignera, il va sans dire, dans une épaisse sauce électorale. Dans les milieux gouvernementaux on répète que M. Parizeau a trouvé les moyens pour réussir le miracle de réduire le déficit de $3 milliards, tout en évitant d'augmenter les impôts des contribuables dont les revenus ne s'approchent pas de trop près de $30,000 par année.

Le ministre des Finances va procéder à d'importantes coupures de budget. La règle du «−10% dans le budget» et du «−2% dans les postes» va être appliquée avec plus de rigueur que jamais dans tous les ministères. «On ne coupera pas dans la viande, mais on va couper dans le gras, partout», explique-t-on d'un ministère à un autre. Des observateurs ont avancé que, par ces coupures, M. Parizeau pourrait ainsi récupérer un milliard de dollars. Une belle réalisation à servir aux électeurs, si tel devait être le cas!

En tout cas, une chose est certaine: au PQ, on est confiant que le budget Parizeau apportera des retombées positives, à un point tel qu'un peu tout le monde s'attend que le premier ministre déclenchera des élections quelques jours après son dépôt en Chambre, soit dans la première quinzaine de mars. La rumeur la plus persistante est à l'effet que le scrutin se tiendra par conséquent dans la première quinzaine d'avril, avant Pâques. Un des lundis 6 ou 13 avril.

L'immense majorité des péquistes se disent tout fin prêts pour ce moment-là, et estiment qu'ils prendraient ainsi un peu de court les libéraux «qui n'auront pas eu le temps de faire adopter en bonne et due forme leur programme, leur Livre rouge», ainsi que les unionistes «qui, s'ils ont trop de temps pour s'organiser, pourraient nous enlever des votes dans certaines circonscriptions francophones».

Enfin, autant les péquistes étaient moroses et défaitistes à l'automne dernier, autant ils sont redevenus confiants en leur bonne étoile. Devant quelques consuls en poste à Québec, il y a quelques jours, le premier ministre Lévesque a confié que «nos derniers sondages nous apprennent que, s'il y avait une élection générale aujourd'hui, nous serions réélus avec 70 ou 72 circonscriptions».

Décidément, plus rien n'empêche le premier ministre Lévesque de déclencher une élection générale...

Davis galope vers une majorité en Ontario

A la veille du déclenchement des élections générales en Ontario, le gouvernement conservateur minoritaire de William Davis a le vent dans les voiles et l'Opposition, qu'elle soit libérale ou néo-démocrate devra redoubler d'efforts pour s'assurer une cote d'amour auprès de l'électorat.

RHÉAL BERCIER

(de notre bureau de Toronto

Mais d'ores et déjà, à moins de scandales de dernière heure qui pourraient éclater, les libéraux et les néo-démocrates savent d'avance que leur campagne sera défensive et que le gros de leurs efforts sera consacré à «sauver les meubles».

Tous les événements jouent en faveur du PC ontarien, dont la furieuse Big Blue Machine — un véritable rouleau à vapeur redouté par l'Opposition —, créature personnelle de M. Davis, donne l'apparence d'être prête — comme jamais elle ne l'a été — à écraser ses adversaires.

En un an, les choses ont bien changé dans ce royaume conservateur âgé maintenant de 38 ans, dont 10 sous le règle de M. Davis.

Il y a eu d'abord l'élection de Joe Clark à la direction du pays, qui a été favorisé en Ontario par un désir de changement et un sentiment anti-Trudeau.

Mais le budget fédéral, qui devait lui causer sa défaite aux Communes, confirmée par l'électorat a grandi le PC ontarien qui a maintenu sa loyauté envers la formation politique fédérale tout en s'opposant à la mise en vigueur de ce budget, l'arme unique peut-on dire — en plus des fanfaronnades de M. Clark en politique internationale — qui a ramené les libéraux de Pierre Trudeau au pouvoir à Ottawa.

Vint ensuite la campagne référendaire au Québec, où le leadership du chef de gouvernement ontarien a contribué à un revirement d'attitude des Ontariens à l'égard de la «négociation économique» de l'Ontario avec un Québec politiquement souverain. Avant son excursion au Québec, une majorité d'Ontariens favorisait cette «négociation». Après son apparition-éclair au Québec, le courant contraire a prévalu. En effet, M. Davis jouit d'un ascendant très fort auprès de l'opinion publique, mais n'en abuse pas.

Par la suite, Queen's Park a maintenu envers Ottawa la politique de juste redistribution des revenus des ressources naturelles; l'émergence de l'Ouest comme force économique surtout — avant de devenir politique — réduisant l'Ontario à devenir une province pauvre au chapitre de la péréquation, même si elle demeure la plus importante province au pays. Ottawa a épaulé Toronto dans cet «justement» contenu dans son budget. Ce qui est bon pour l'Ontario est bon pour l'ensemble du Canada. Vrai ou faux, les Ontariens aiment se le faire dire et M. Davis le sait très bien.

La réforme constitutionnelle l'appui de l'Ontario au rapatriement de la constitution canadienne et le maintien du régime monarchique devait ajouter à la popularité de M. Davis.

Encore plus, son opposition à l'enchâssement des droits des minorités linguistiques dans la constitution et son refus d'accepter le bilinguisme institutionnel en Ontario ont cimenté sa base partisane en plus de répondre favorablement aux adversaires du «French power», un groupe très nombreux qui s'est surtout manifesté à l'élection fédérale qui a élu Joe Clark.

Sur le plan intérieur, le gouvernement de M. Davis doit faire face à une situation économique péréclitante. La colonne vertébrale de son économie constitue l'industrie automobile et ce secteur subit une courbe ascendante! Le Conference Board au Canada révélait cette semaine que la situation au Québec en 1981 sera plus reluisante que celle de l'Ontario à ce chapitre.

Quelques jours avant, le premier ministre de l'Ontario avait rendu public un programme d'expansion économique quinquennal de l'ordre de $1.5 milliard dans lequel on retrouve la décision de son gouvernement de donner le feu vert à plusieurs projets importants qui touchent autant de communautés. De tout pour tout le monde, pourrait-on ajouter.

L'opposition n'a jamais pu tirer ses marrons du feu. Il faut d'abord dire à leur décharge que les Ontariens considèrent que leur véritable gouvernement se situe à Ottawa et non pas à Queen's Park.

Mais, malgré cela, les libéraux de Stuart Smith de même que les néo-démocrates de Michael Cassidy n'ont jamais pu opposer de véritables alternatives, programmes ou suggestions capables d'améliorer les propositions gouvernementales. Ils sont restés au rôle de critique et non d'acteur devant un artiste qui recule ou avance, selon ce que les sondages lui dictent.

Il n'existe donc pas de véritable solution de rechange et des sondages révèlent que même si l'opposition en mettait une de l'avant, les Ontariens, dans leur majorité, sont «satisfaits» et «très satisfaits» de leur gouvernement. A une époque où l'on vote contre plutôt que pour un changement et que l'on veut que ce «changement» ne soit pas trop coûteux, dans une période d'inflation galopante, M. Davis réunit beaucoup d'atouts de même que la meilleure image.

La furieuse Big Blue Machine est la créature personnelle de William Davis.

Les dernières élections provinciales remontent au 9 juin 1977, où le leader du PC faisait élire 58 conservateurs, mais les libéraux réunissaient à conserver 34 sièges et les néo-démocrates étaient choisis pour représenter 33 circonscriptions.

M. Davis n'avait été élu que deux ans auparavant et les électeurs lui ont fait savoir que l'élection était inutile. Celui-ci a bien appris sa leçon et s'est refusé, au cours des derniers mois, à inviter les Ontariens à se rendre aux urnes.

Le NDP a tenté à plusieurs reprises de défaire le gouvernement, mais le PC a survécu avec l'appui des libéraux. Quand ceux-ci se sont aperçus que le gouvernement allait mener à bien un terme de quatre ans tout en étant minoritaire, il a présenté des motions de non-confiance, mais les néo-démocrates, sentant la soupe chaude, ont refusé d'emboîter le pas.

Un des arguments invoqués en coulisse pour ne pas défaire le gouvernement, c'est que 17 membres du NPD seraient éligibles à leur pension de député, ce qui est maintenant chose faite.

Avec un système politique de tiers partis, il est difficile de prévoir l'issue du scrutin, mais il serait prévisible de voir le PC recruter facilement cinq autres députés; ce qui lui assurerait la majorité à l'Assemblée législative.

Là où les conservateurs ne l'ont pas emporté, ils se sont classés solides deuxièmes dans 59 circonscriptions où l'on élisait 32 libéraux et 27 néo-démocrates. Le PC a bénéficié de la majorité absolue dans 26 comtés. M. Davis est le seul des trois chefs en lice à pouvoir se targuer d'avoir obtenu autant de voix dans sa propre circonscription de Brampton.

Cinq élections partielles ont été tenues depuis 1977 et les conservateurs ont retenu leurs sièges dans trois circonscriptions tandis que le NPD conservait leur représentation dans deux comtés, mais avec des majorités réduites qui ont avantagé le PC.

Quand les Ontariens seront appelés à voter très bientôt, probablement le 19 mars, il s'agira de la 32e élection générale de l'Ontario depuis le 3 septembre 1867. L'histoire note que 16 gouvernements ont choisi des mandats de quatre ans, 11 de trois ans, 2 de deux ans, 1 de cinq ans et un de sept ans. Oui.

Dans ce dernier cas, c'était durant la Dernière Guerre mondiale (1937 à 1943) et les libéraux étaient au pouvoir. Les partis ont voté unanimement pour amender la loi de la législature pour ne pas tenir de scrutin populaire durant cette période.

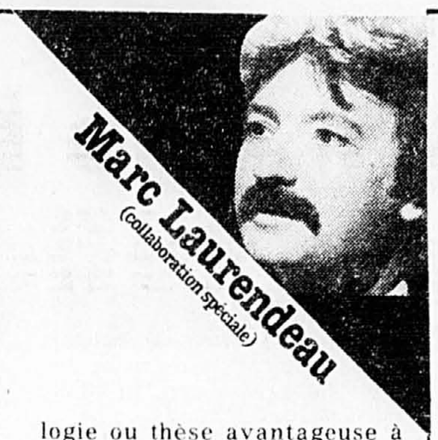
Le premier ministre d'alors, Mitchell Hepburn, devait se retirer, par la suite, de la politique active et son successeur devait aussi démissionner. Harry Nickson devenait premier ministre, peu après être élu chef de son parti par ses collègues, déclenchait des élections et les perdaient.

C'est alors que le règne conservateur a fait ses débuts en Ontario. Élu en 1943, le conservateur George Drew devait toutefois se contenter d'un gouvernement minoritaire. Défait deux ans plus tard par une motion de non-confiance, il se présentait devant le peuple pour solliciter un nouveau mandat et celui-ci lui accorda la majorité souhaitée pour mener à bien les destinées de la province.

PLEINS FEUX SUR L'ACTUALITÉ

LA PRESSE, MONTRÉAL, SAMEDI 31 JANVIER 1981

Le camouflage ne réside pas là où certains le cherchent



Marc Laurendeau
(collaboration spéciale)

■ Plusieurs événements presque simultanés ont ravivé cette semaine le débat sur la Crise d'octobre. Alors même que le gouvernement du Québec publiait la partie inconnue du rapport Duchaine, décrivant l'action de la cellule Libération et le rôle du sixième ravisseur de Cross (Nigel Hamer), l'ancien

Carole de Vault

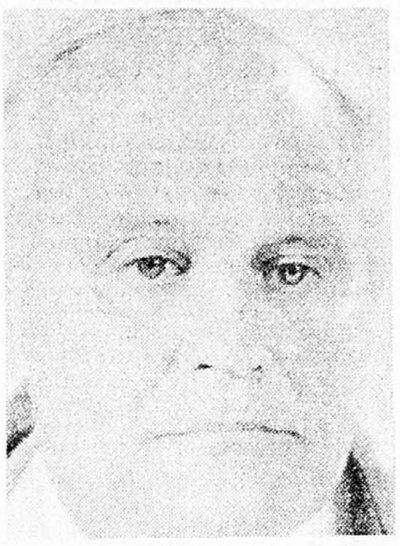
felquiste Paul Rose bénéficiait de sa première sortie sans escorte, pour assister aux funérailles de sa mère, Mme Rosa Rose. Par ailleurs, l'ex-informatrice Carole de Vault et le journaliste William Johnson contestaient, à l'intérieur d'un long article publié dans le Globe and Mail, la valeur du rapport Duchaine; celui-ci selon les coauteurs, aurait sous-estimé les effectifs des cellules Libération et Chénier. Enfin, l'ancien solliciteur général dans le gouvernement Clark, M. Allan Lawrence, accusait le premier ministre Trudeau de cacher des informations sur octobre 1970.

Dans tout cela, c'est peut être la théorie de l'ex-indicatrice Carole de Vault et du journaliste Bill Johnson qui a le plus étonné l'opinion publique. Selon ces deux auteurs, le rapport Duchaine est bourré d'erreurs de fait. Il manifeste un évident parti pris qui lui fait limiter le nombre des participants aux deux enlèvements et minimiser le rôle de divers acteurs. De cela résulte, selon Mme de Vault et M. Johnson, un camouflage involontaire de la vérité.

Le bizarre duo indicatrice-journaliste fait preuve d'un certain culot. Car, alors que le procureur spécial Jean-François Duchaine a rencontré la plupart des felquistes directement impliqués dans les enlèvements, interrogé les membres concernés des corps policiers, l'ex-informatrice ne détient que des renseignements de troisième main sur les enlèvements. Nigel Hamer racontait certaines choses à Robert Comeau, qui, à son tour, les transmettait à Carole de Vault, qui n'est d'ailleurs entrée dans le milieu felquiste qu'au début de novembre, bien après la consommation des enlèvements. Mme Devault peut certes décrire en connaissance de cause la rédaction et la distribution de communiqués qui s'effectuaient dans la cellule de soutien (Viger) qu'elle avait infiltrée, mais elle n'avait, des cellules Libération et Chénier (impliquées dans les enlèvements), qu'une perception indirecte, par ouï-dire. Le rapport Duchaine a certes ses failles et ses incohérences de détail. N'étant pas basé sur des témoignages assermentés qui auraient valeur de preuve judiciaire, il ressemble à un récit journalistique. Mais contrairement à la version de Vault-Johnson, il s'appuie sur une véritable pluralité de sources.

Mme Carole de Vault et M. Bill Johnson soutiennent que le rapport Duchaine minimise la participation de tous les joueurs, sauf ceux qui sont alliés à Cuba ou en prison, en 1970. Certes, un enquêteur rencontre ce réflexe prévisible, chez les déviants politiques, qui consiste à éviter d'incriminer des complices. Mais cela n'a pas empêché Me Jean-François Duchaine d'apprendre, de se faire confirmer et de révéler le rôle de Nigel Hamer dans l'enlèvement de Cross et dans la fourniture d'importants stocks de dynamique. À notre connaissance personnelle, les ex-felquistes se sont efforcés de limiter le rôle de soutien de Mme Louise Verrault, ex-amie de Paul Rse; le rapport Duchaine contient quand même des précisions très embarrassantes pour Mme Verrault, qui a servi de point de contact entre les ravisseurs de Cross et ceux de Laporte.

Selon le duo de Vault-Johnson, au moins 9 personnes, probablement davantage, auraient séjourné au 10945 des Récollets, lieu de détention de Cross. Mais faut-il rappeler que le témoignage de James Cross compte quelque peu dans cette affaire? Me Duchaine s'est patiemment rendu à Londres pour recueillir la version de l'ex-diplomate. Cela doit bien valoir les évaluations du tandem de Vault-Johnson. Le rapport Duchaine souligne le rôle d'une septième participante à la séquestration, une «jeune femme». Alors que le ministère de la Justice, à tout le moins, pour des raisons de preuve, n'entame pas encore de poursuites, le duo de Vault-Johnson souhaiterait-il qu'on lance des noms, comme il se permettait de le faire cet automne?



Allan Lawrence

La version de Vault-Johnson confond, dans le FLQ, les participants directs aux enlèvements et les membres du groupe de soutien. La caractéristique de ces derniers est précisément d'avoir joué un rôle très utile au FLQ mais quand même périphérique. D'ailleurs, parmi les 35 personnes qui ont déclenché les événements d'octobre (comprenant la dizaine de ravisseurs et quelque 25 auxiliaires), presque tous ont reçu des sentences de prison. L'article de Bill Johnson et Carole de Vault, dans ce contexte, apparaît comme une invitation à la chasse aux sorcières.

L'ex-informatrice et le columnist du Globe and Mail estiment que le rapport Duchaine est biaisé. Mais doit-on croire que le curieux tandem n'a aucune idéologie ou thèse avantageuse à promouvoir? Quiconque a lu attentivement les articles de l'un et suivi les témoignages de l'autre à la commission Keable les voit quelque peu venir avec leurs gros sabots. En grossissant le nombre de participants aux deux rapts, M. Bill Johnson justifie implicitement le recours aux mesures de guerre. Devant cette menace aggravée, ce péril accru, Mme de Vault, pour sa part, augmente l'importance de son rôle, salutaire comme indicatrice de police.

Or il faudrait s'entendre. Au cours de son entrevue à Télémag, l'hiver dernier, Mme Carole de Vault estimait le nombre des felquistes d'octobre 1970 à 35, y compris 5 ou 6 informateurs. Est-ce que la venue d'un livre prochain a modifié son évaluation? M. Bill Johnson, dans le Globe and Mail en octobre dernier, saluait la parution du rapport Duchaine en soulignant que le rapport était bien fait, bien aligné et à point («right on»). M. Johnson formulait cependant une réserve principale. Selon le bouillant columnist, le recours aux mesures de guerre avait été justifié, notamment par l'existence de certaines manifestations d'appui au FLQ.

Qui cache la vérité sur octobre 1970? S'il faut en croire la surprenante version du duo de Vault-Johnson, ce serait le procureur du gouvernement du Québec. Pourtant, un ancien solliciteur général, M. Allan Lawrence, qui a eu accès aux dossiers fédéraux, affirme que c'est M. Pierre Trudeau qui camoufle des informations au public sur le recours aux mesures de guerre et qui s'est même servi de diverses subtilités légales pour en bloquer la divulgation sous le régime Clark. «Il y a un tas d'autres choses à apprendre sur la crise du FLQ, un tas d'autres choses que je connais», devait affirmer l'ancien solliciteur général. Rappelons aussi que le rapport McDonald sera rendu public lorsqu'on l'aura expurgé des éléments qui affectent «la sécurité de l'Etat». Mme de Vault et M. Johnson veulent dénoncer ceux qui font du camouflage? L'étrange duo regarde peut-être, pour le moment, du mauvais côté.

Un système qui manque d'humanité

Lysiane Gagnon

■ Que faut-il penser d'un système carcéral qui ne répugne pas, pour des motifs sans rapport avec la sécurité publique, à interdire les derniers adieux d'un fils à sa mère? Ne faudrait-il pas permettre aux détenus, dans tous les cas où l'un de leurs très proches parents se trouve gravement malade — et sans nécessairement exiger que le décès soit imminent puisque cela ne se prévoit généralement pas — de leur rendre visite avec ou sans escorte policière selon les cas?

Ce problème essentiellement humain a donné aux obsèques de la mère de Paul Rose, la semaine dernière, une couleur particulièrement pathétique, car son fils, emprisonné depuis dix ans, n'avait pu la voir avant sa mort malgré ses demandes répétées.

Ainsi sera-t-il en dix ans sorti à l'air libre deux journées seulement, et les deux fois à cause d'un deuil, son père étant mort l'automne dernier.

Comme l'a bien expliqué dans ces pages notre collègue Marc Laurendeau, Paul Rose — dont il est prouvé qu'il n'était pas dans la maison de la rue Armstrong lorsque le ministre Pierre Laporte est mort, et qui a pris sur lui la responsabilité collective des gestes de la cellule Chénier — Paul Rose donc est éligible à une libération conditionnelle, que la Commission du même nom persiste à lui refuser apparemment pour une seule raison: parce qu'il refuse de renier publiquement ses anciens engagements politiques.

Sa dernière demande fut refusée le 31 décembre, et il n'eut pas droit non plus, comme 637 autres détenus l'ont fait cette année, de passer quelques jours dans sa famille durant les Fêtes.

À cette époque, sa mère était déjà malade, souffrant d'un cancer généralisé. Quand elle fut hospitalisée au Royal Victoria, dans un état tel que sa famille commença à s'alerter considérablement, Paul Rose demanda, redemanda et supplia qu'on lui permette au moins une sortie, serait-ce sous escorte, pour aller lui rendre visite. («J'y serais allé menotté et enchaîné s'il l'avait fallu», confia-t-il le jour des obsèques à un reporter.)... Les autorités refusèrent, et firent savoir cette semaine qu'on s'était fondé sur un rapport médical où l'on n'indiquait pas que Mme Rose risquait de décéder d'ici peu.

Mais si c'est sur ce genre de rapport médical que se fondent ordinairement la Commission des Libérations conditionnelles et les autorités pénitentiaires lorsqu'il s'agit de permettre à un détenu de rendre visite à un proche parent gravement malade, ces normes d'appréciation doivent changer, car elles n'ont pas de sens.

A-t-on déjà vu un médecin se risquer à évaluer, et par écrit en plus, le moment même approximatif d'un décès? A plus forte raison dans les cas de cancer, dont l'évolution précise n'est jamais entièrement prévisible? (C'est d'ailleurs d'un arrêt du coeur que Mme Rose serait décédée). Le sens commun et l'élémentaire humanité demanderaient au contraire que l'on permette à un détenu de rendre visite à tout proche parent atteint d'une grave maladie sans exiger au préalable l'assurance morbide qu'un décès est imminent.

• • •

Privé du besoin qu'il avait, cet homme, de serrer sa mère entre ses bras à l'heure où il la savait gravement malade, privé du désir qu'il avait de la réconforter comme elle l'avait toujours réconforté, lui, durant ses dix années passées en cellule, Paul Rose lui parla une dernière fois sur cassette, car Mme Rose allait si mal qu'elle ne pouvait même plus parler au téléphone. La cassette fut transmise à l'hôpital où Mme Rose mourut deux jours après.

Cette cruauté du système est bien inutile lorsqu'il s'agit, comme Paul Rose, de détenus dont on sait bien qu'ils ne s'échapperonnt pas et qu'ils ne sont pas «dangereux». Et dans ce cas très précis, quand on connaît l'étroitesse du lien qui unissait Paul Rose à sa mère — cela n'est pas un secret de famille, car leur attachement mutuel et leurs fidélités communes ont été souvent décrits dans les journaux —, le fait d'avoir empêché cette dernière rencontre a quelque chose d'infiniment triste, qui a saisi à la gorge tous ceux qui ont suivi, cette semaine, ces événements, et cela indépendamment du jugement qu'ils peuvent porter sur la crise d'octobre, à propos de laquelle d'ailleurs, Paul Rose a sans doute amplement payé, comme on dit, sa dette envers la société. (Croire le contraire, c'est s'en tenir à la loi du talion).

• • •

Et à propos de la loi du talion, justement, peut-être faudrait-il dire ici qu'on peut être à la fois horrifié(e) par le souvenir de la mort injuste et inutile de Pierre Laporte, et porté(e) à estimer que les ex-felquistes, après dix ans de détention où ils ont perdu cette chose qui ne revient pas c'est-à-dire leur jeunesse, (sans compter les traumatismes et les risques d'échecs multiples qui pèseront ensuite sur leurs vies), que les ex-felquistes donc ont droit au pardon de la société, d'autant plus d'ailleurs qu'aucun, parmi tous ceux des différentes «vagues» terroristes qui se sont succédées à partir de 1964, n'a jamais récidivé dans la moindre mesure, une fois remis en liberté.

Ainsi plusieurs lecteurs ont téléphoné à l'auteur de ces lignes pour lui reprocher violemment une chronique écrite cette semaine sur le mode émotionnel à propos des funérailles de Mme Rose. Ils ont tort de m'avoir crié, sur la ligne téléphonique, que j'étais du côté des «terroristes» et que j'avais dû applaudir à la mort de Pierre Laporte. Le terrorisme, j'ai toujours été contre — surtout au Québec où il y a d'autres façons de changer les choses, et je me souviens très clairement du choc que j'ai éprouvé, comme des milliers de citoyens, à la mort de Pierre Laporte. Mais ce n'est pas en disant «oeil pour oeil» qu'on le fera revivre... sans compter que les circonstances de sa mort n'ont jamais été éclaircies.

Un conflit d'intérêt

Puisqu'on parle de la crise d'octobre, que faut-il penser de l'attitude du Globe and Mail — dont on attendrait un sens de l'éthique plus pointilleux puisqu'il est le quotidien le plus prestigieux du Canada anglais — qui laisse son correspondant parlementaire à Québec, M. William Johnson, s'associer professionnellement avec une ex-indicatrice de police, Mme Carole de Vault, dont la Commission Keable avait eu la naïveté de faire son témoin-vedette?

Mercredi dernier, le Globe publiait sur une demi-page et sous leur double signature, une longue dénonciation du rapport Duchaine sur la crise d'octobre, et nous apprenait en même temps que Mme de Vault et M. Johnson préparent ensemble un livre sur ces événements.

Nos deux co-auteurs s'en prennent au fait que le rapport Duchaine ne dénonce pas nommément tous ceux qui, selon eux, auraient été mêlés aux cellules felquistes de l'époque. Me Duchaine a déjà répliqué à cette attaque en rappelant que Mme de Vault n'a eu de la crise d'octobre proprement dite qu'une connaissance limitée et fragmentaire, et qu'elle survalorise considérablement son rôle. On pourrait aussi ajouter que pour un journaliste, une indicatrice de police n'est pas la source la plus fiable ni la plus crédible qui soit.

Que les indicateurs soient occasionnellement utiles à la police et à la société, personne n'en doute. Mais un indicateur, c'est quelqu'un dont la carrière si l'on peut dire a été fondée sur l'abus de confiance et la trahison systématique. Quelle crédibilité peut conserver un journal qui publie les récits — car celui de mercredi n'est pas le premier — d'un journaliste dont la source principale est une proche associée qui s'est elle-même trouvée dans la mouvance felquiste et s'y est impliquée — tardivement et à la périphérie — comme agent double?... Voilà qui ressemble fort à un conflit d'intérêt.

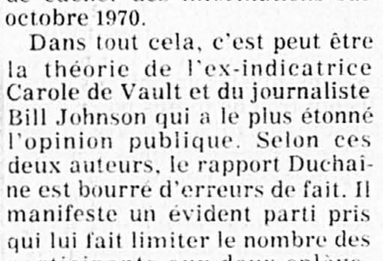
• • •

Cette chronique ne paraîtra pas en février, et reviendra au tout début de mars.

Ce phénomène de la violence qui s'attaque au bien public

■ Le saccage inouï de l'école Chomedey-de-Maisonneuve, à Montréal, la semaine dernière, remet en lumière un problème qu'on croyait en voie de rémission: celui du vandalisme dans les immeubles publics et plus particulièrement dans les écoles.

Ce phénomène de la violence qui s'attaque au bien public, les écoles en ont eu plus que leur part. Souvent situées en périphérie des villes et villages, à l'écart des regards indiscrets, elles sont une cible parfaite pour petits



MARIANE FAVREAU

malfaiteurs en mal d'émotions ou de vengeance.

Même à Montréal, en plein coeur d'un réseau urbain dense, les écoles sont plus exposées que d'autres immeubles. Et ce, non seulement à cause d'une sorte de ceinture d'isolement qui les sépare des immeubles avoisinants mais également à cause du désintéressement des citoyens.

Crainte ou manque de sens civique, il est très rare qu'un citoyen signale des mouvements suspects autour d'une école, encore moins de «jeux» bizarres (des jeunes qui montent sur les toits, lancent des objets dans les vitres, etc.).

Si bien que le vandalisme dit «de l'extérieur», qui se produit en dehors des heures de classe, est un fléau sur lequel on a encore bien peu de prise. À la CECM, on a commencé à installer des systèmes d'alarme qui permettent à la police d'être sur les lieux peu de temps après qu'un intrus se soit introduit dans l'école.

C'est ainsi que lors de l'incendie allumé à la polyvalente Pierre-Dupuy, il y a deux ans, les dégâts ont pu être circonscrits: l'alarme avait alerté la police. Toutefois, sur les 250 immeubles de la CECM, seule une centaine en sont actuellement munies.

Et l'école Chomedey-de-Maisonneuve, récemment saccagée, n'en avait pas. Si bien que ce n'est qu'au matin que les enseignants ont découvert l'ampleur du désastre.

Si ce vandalisme après les heures de classe est parfois spectaculaire, il y a une autre sorte de vandalisme qui est également fort coûteux quoique moins visible dans le public. Ce sont les dégâts que font dans l'école les élèves eux-mêmes.

Bien que les statistiques de la CECM ne distinguent pas les dépenses imputées aux deux sortes de vandalisme, celui du jour et celui du soir, on juge très élevé le coût de remplacement du matériel abîmé ou détruit pendant les heures de classe.

C'est ainsi que la réparation et le remplacement des casiers-vestiaires, rideaux diviseurs de gymnase, de vitres atteignent des montants de plusieurs centaines de milliers de dollars. On signale à la CECM que les employés de métier passent au moins 20 p. cent de leur temps à réparer le travail du vandalisme dans les écoles.

Remplacement de serrures, réparation de cloisons de salles de toilettes, dégâts de toute nature occupent ces employés. En additionnant les coûts directs et indirects du vandalisme (du jour et du soir) c'est près de trois millions que la CECM a dû débourser en 1978-79 pour remettre les choses en état. L'an dernier, la facture était de $2.6 millions.

Mais à côté des chiffres, ce qu'il y a de plus inquiétant, c'est une mentalité. On tente bien, depuis quelques années, de sensibiliser les écoles, de les amener à se prendre en charge face à cette question. Dans certaines commissions scolaires, on «paie» même les élèves pour les inciter à modérer leurs transports: un budget est mis à la disposition de l'école pour réparer les dégâts du vandalisme et ce qui n'est pas dépensé à cet effet est remis aux élèves.

Une incitation parmi d'autres. Mais qui illustre à quel point les jeunes peuvent se ficher du bien public. Serait-ce qu'ils ne font que transporter à l'école leur comportement familial? Il serait bien étonnant que les parents endurent, comme un comportement normal, la dégradation de leur salle de bain ou de leurs garde-robes, le bris de leurs vitres «pour le plaisir» ou les déchirures de leurs fauteuils.

On ne serait-ce pas plutôt cette curieuse mentalité qui veut que ce qui appartient à tous n'appartient à personne? En cette ère de restrictions budgétaires, remplacer des vitres cassées pour $659,000 comme ce fut le cas à la CECM l'an dernier, rogne sérieusement sur l'enseignement. Cet argent serait sûrement mieux placé à mettre sur pied un programme d'éducation civique.

L'école Chomedey-de-Maisonneuve, à Montréal, après le passage des vandales. photo Pierre McCann, LA PRESSE

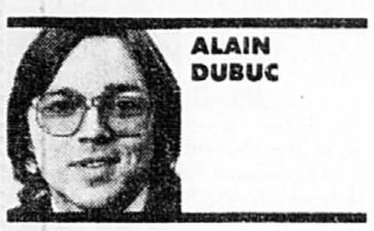
ÉCONOMIE ET FINANCES

LIGNES À SENS UNIQUE

Impossibilité pour Hydro-Québec d'importer autant qu'elle exporte

■ Même si le Québec en avait un urgent besoin, le réseau d'Hydro-Québec serait incapable d'importer autant d'électricité qu'il n'en exporte à l'heure actuelle.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, ce déséquilibre n'est pas dû au fait que les réseaux voisins n'ont pas d'énergie



ALAIN DUBUC

à vendre, mais à ce que les interconnexions entre les réseaux sont de capacité inégales, selon la direction du courant! Tandis qu'Hydro peut livrer 3,000 mégawatts, elle ne peut en obtenir que 1,200.

Toile d'araignée

Hydro-Québec est l'un des éléments d'une toile d'araignée qui associe plus ou moins directement dix partenaires, soit les six provinces canadiennes du centre et de l'est, de même que quatre Etats américains. Notre société d'Etat entretient toutefois avec ses voisins énergétiques des relations très variables et pas toujours réciproques.

Les échanges entre Hydro et ses voisins restent en effet inégaux, les interconnexions ne permettant pas au Québec de devenir un importateur.

«Nos interconnexions n'ont pas été conçues pour importer», explique-t-on à Hydro-Québec.

Cela n'est pas dû aux lignes de transport elles-mêmes, mais aux contraintes techniques que posent pour chaque réseau le fait d'être relié à un autre.

C'est ainsi que les échanges avec Pasny (Power Authority of the State of New York) ou avec l'Ontario-Hydro passent par le poste de Beauharnois. Et celui-ci ne peut absorber que 800 mégawatts des Etats-Unis, ou encore 400 d'Ontario et 400 de Pasny. Et c'est là le principal canal par lequel le Québec peut faire appel à ses voisins.

Par ailleurs deux autres interconnexions avec l'Ontario, dans l'Outaouais et dans l'Abitibi, permettent d'aller chercher 100 mégawatts chacune, tandis que la ligne nous liant au Nouveau-Brunswick ne peut absorber que 200 mégawatts.

En tout, ces diverses possibilités permettent d'obtenir 1,200 mégawatts, contre des exportations possibles de 3,000. Il faut cependant noter que, de façon générale, ce déséquilibre est peu inquiétant à court terme, puisque le Québec dispose d'importants surplus pour l'instant. A plus long terme, les investissements d'Hydro-Québec à Châteauguay permettront de corriger cette anomalie.

5 partenaires

Les relations d'un réseau à l'autre se font en effet presque toujours à sens unique. D'un côté, le Québec importe du Labrador, et de l'autre, il expédie de l'énergie à ses quatre autres voisins immédiats, soit l'Ontario, le Nouveau-Brunswick, les Etats de New York et du Vermont.

Dans un second temps, certains de ces partenaires exportent à leur tour, le Nouveau-Brunswick vers la Nouvelle-Ecosse, l'Ile - du - Prince - Edouard et le Maine, et l'Ontario, vers les Etats de New York et du Michigan.

Intermédiaires

Dans le cas des exportations de ces deux provinces, il s'agira souvent d'énergie québécoise, où Hydro-Québec exporte par réseau interposé.

Traditionnellement c'est l'Ontario-Hydro qui était, et de loin, le principal exportateur. Hydro-Québec était en effet liée jusqu'en 1978 par un contrat rigide avec la province voisine, ce qui fait que celle-ci revendait aux Etats-Unis l'énergie québécoise en faisant un important profit.

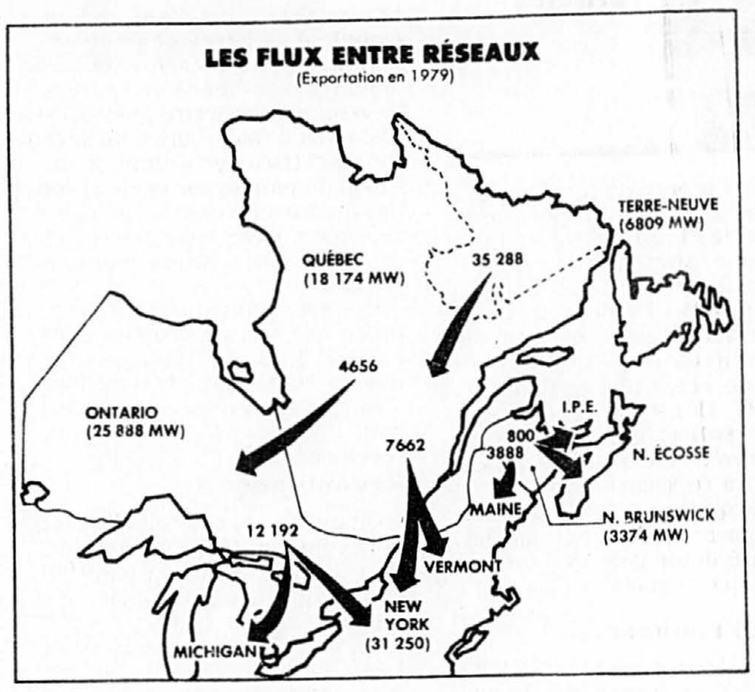
Depuis, le Québec s'est doté de sa ligne à haute tension vers Pasny ce qui lui permet de contrôler ses livraisons. L'Ontario reste néanmoins le principal exportateur, avec 12,000 MWh contre 7,600 au Québec, suivi d'assez près par les 3,800 du Nouveau-Brunswick.

On peut se convaincre que ces exportations des autres provinces sont en partie alimentées par l'énergie québécoise. Dans le cas du Nouveau-Brunswick, les livraisons au Maine sont à peu près équivalentes à ce que l'on importe du Québec.

L'Ontario, de son côté, sur les 12,000 qu'elle exporte, en tire environ 5,000 de sa propre production et le reste des autres provinces, 4,500 du Québec et environ 2,500 du Manitoba.

Ces calculs doivent cependant être sujets à caution car ils s'appliquent à une année entière: il se peut par exemple qu'un réseau soit importateur l'hiver et exportateur l'été. Par ailleurs, Hydro-Québec profite également de ces arrangements parce qu'il en profite pour exporter une énergie que ses propres lignes ne peuvent pas acheminer, quitte à partager le profit avec le réseau de transit.

LUNDI: Importance et efficacité de Hydro-Québec



EXPORTATIONS DES RÉSEAUX CANADIENS (GWh)

Province	énergie produite (GWh)	Exportations à d'autres provinces	Importations d'autres provinces	Exportations aux USA	Consommation domestique
Terre-Neuve	43,515	35,288			8,226
I.-P.-E.	151		361		512
Nouvelle-Ecosse	6,165	150	502		6,517
Nouveau-Brunswick	9,165	863	3,738	3,888	8,174
Québec	88,987	9,016	35,519	7,662	107,832
Ontario	109,080	253	7,257	12,192	104,311

1,000 EMPLOIS DE PLUS À PRATT & WHITNEY

Ottawa donne le feu vert au Dash-8 de De Havilland

■ OTTAWA — Le gouvernement fédéral a donné hier le feu vert à la production du nouveau bimoteur Dash-8 (un ADAC) de la société de la Couronne De Havilland de Toronto.

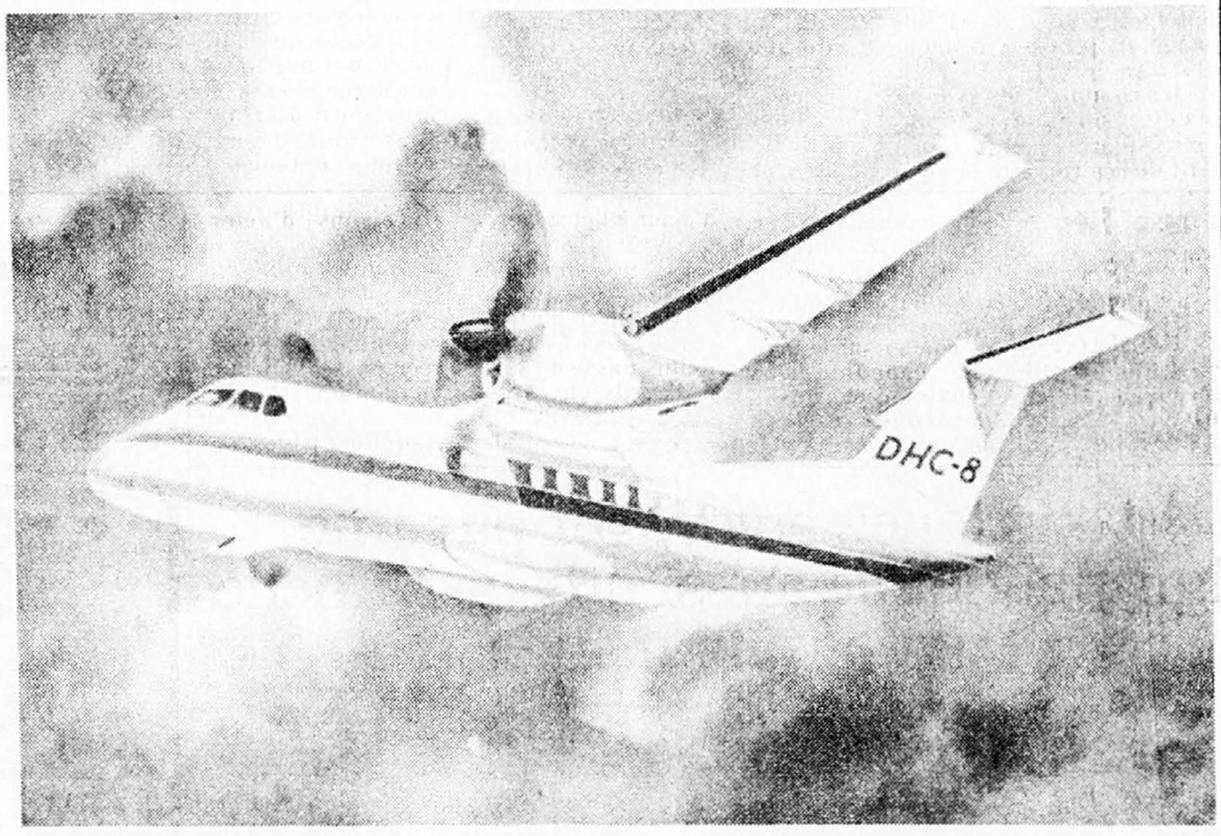
Le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Herb Gray, a annoncé que le gouvernement a endossé le projet en accordant une garantie de prêts de $450 millions à De Havilland pour ce programme, et en consentant une aide de $50 millions à la compagnie Pratt and Whitney de Longueuil, pour la production du moteur PT-7, un nouveau turbopropulseur dont sera équipé le Dash-8.

Le ministre Gray a indiqué que la production du PT-7 créera 1,000 emplois de plus à la Pratt and Whitney d'ici 1984. Il a prédit que les ventes de ce moteur au Canada et à l'étranger dépasseront le milliard de dollars pendant les 15 années qui suivront le début de la production en 1983. Pratt and Whitney, incidemment, a déjà conclu un accord avec le Brésil qui achètera le PT-7 pour un appareil du même type que celui construit par De Havilland, le Brasilia d'Ambrear.

Le Dash-8 est un avion pouvant transporter entre 32 et 36 passagers utilisé principalement pour le transport des passagers sur des vols de moins longue durée que ceux occupés par les grands appareils commerciaux. Il jouit d'un rayon d'action de 700 milles et ne requiert qu'une distance de 3,000 pieds pour le décollage. Son principal atout de vente est l'économie sur la consommation de carburant; De Havilland soutient que cette économie représente une amélioration d'environ 40 p. cent sur les modèles courants d'avions de ce genre. Sa première envolée est prévue pour 1983, et la première livraison pour septembre 1984. Jusqu'à maintenant, la compagnie a reçu des lettres d'intention d'acheteurs éventuels pour 93 appareils, dont 70 seraient destinés à l'exportation.

La garantie de prêt du gouvernement à De Havilland permettra à la société de créer une nouvelle usine de $67 millions près de ses installations actuelles à Downsview, en banlieue de Toronto. Le coût de développement de l'appareil sera d'environ $250 millions durant la période 1981-1985. De Havilland prédit que les ventes de l'appareil dépasseront les $3 milliards d'ici 1996, pour occuper 50 p. cent du marché mondial.

En ce qui a trait à la compagnie Pratt and Withney, les travaux sont déjà en cours pour l'agrandissement de l'usine nécessité pour le développement du moteur PT-7. Le nom de ce moteur incidemment a été changé à la fin de décembre par la compagnie, qui le classe maintenant dans la série des PW-100.

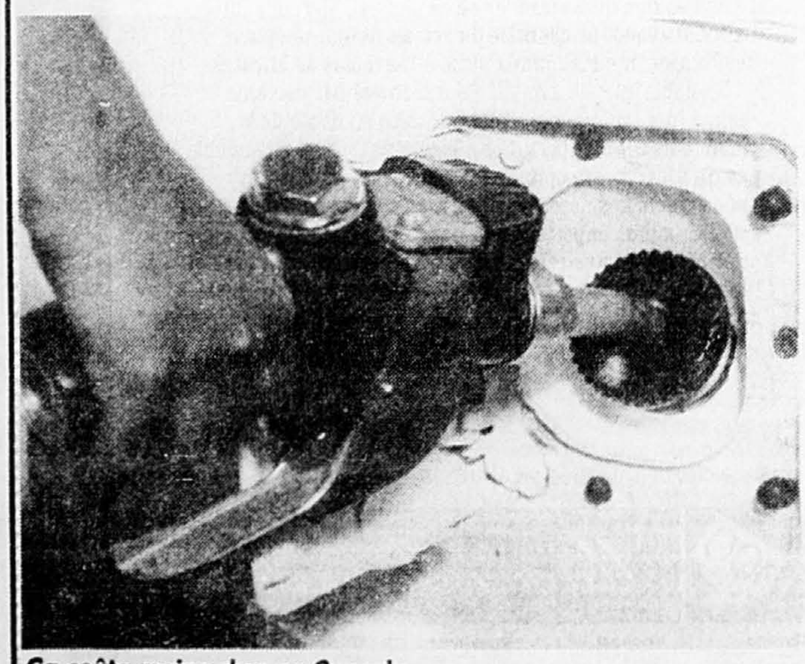


Le De Havilland plus connu sous le nom de Dash-8.

Les Américains font le plein au Canada

■ (D'après UPI) — Le nombre croissant d'automobilistes américains des régions frontalières qui viennent faire le plein au Canada pour profiter de prix plus bas a augmenté à un point tel que plusieurs stations-service américaines sont acculées à la faillite.

Le problème est considérable dans les régions où une forte concentration d'Américains vit le long de la frontière canadienne, notamment à Détroit et à Buffalo. Depuis un mois, au moins six détaillants d'essence ont dû fermer leurs portes à cause de difficultés financières, dans la région de Buffalo. Selon un porte-parole de l'association locale des détaillants d'essence, une douzaine d'autres seraient sur le point d'en faire autant; pour les quelque 250 détaillants de la région, a-t-il ajouté, il s'agit de «la pire crise depuis vingt ans».



Ça coûte moins cher au Canada

Dans la région de Buffalo, l'essence ordinaire se vend entre $1.21 et $1.26 le gallon, tandis que le prix de l'essence sans plomb oscille entre $1.31 et $1.37.

Au premier coup d'oeil, ces prix peuvent sembler sensiblement inférieurs à ceux du Canada, mais il faut savoir qu'ils sont donnés en argent américain, et pour des gallons américains. Le gallon américain ne contient que 128 onces, soit 20 pour cent de moins que le gallon impérial de 160 onces. En outre, la devise canadienne ne vaut que 83 cents par rapport au dollar américain. Cela permet à certains détaillants canadiens, situés le long de la frontière, d'annoncer discrètement aux Américains qu'ils vendent l'essence à 91 cents le gallon (91 cents américains, le gallon américain, bien sûr).

Pour l'automobiliste de Buffalo dont la voiture a un réservoir de 22 gallons (américains), par exemple, il en coûte $28 pour faire le plein aux Etats-Unis; le même automobiliste n'a qu'à franchir le pont qui traverse la frontière et à faire le plein dans la ville canadienne de Fort Érié pour épargner $8. Le trajet aller-retour représente à peine une dizaine de milles.

Petrocan-Petrofina

Les bruits d'acquisition s'intensifient

UPC, PC, AP, Reuter

■ Toutes les transactions sur les actions de Petrofina Canada ont été stoppées, hier, aux Bourses de Montréal et de Vancouver, ce qui a eu pour effet de donner plus de poids aux informations voulant que Petro Canada, société fédérale de la Couronne, prenne le contrôle de Petrofina Canada.

Les porte-parole des sociétés concernés ont tous deux refusé de commenter ces informations.

Depuis le dépôt du budget fédéral, le bruit court dans les milieux financiers que les actifs canadiens de Petrofina sont convoités par Petro Canada. D'après J. Gordon Field, analyste financier spécialisé dans les questions pétrolières chez Dominion Securities, les rumeurs d'acquisition relatives à Petrofina Canada ne peuvent viser que Petro Canada. Celle-ci a d'ailleurs déjà fait savoir, il y a quelque temps, que l'acquisition de Petrofina l'intéressait; pour la société d'Etat, il s'agit de pénétrer le marché de la vente au détail du carburant dans l'est du Canada.

Les actions de Petrofina, sur le parquet de Toronto, s'échangeaient à $87.75 au moment où les transactions ont été suspendues.

Selon diverses sources, Petro Canada envisagerait d'offrir $120 l'action, mais personne ne sait si la compagnie fédérale a l'intention d'acheter la totalité des actions, ou seulement un intérêt majoritaire de 51 pour cent. Dans le premier cas, la transaction représenterait environ $1.3 milliard, montant que Petro Canada n'aurait aucune difficulté à financer, estiment les analystes. Ceux-ci ont aussi évoqué la possibilité que Petro Canada ne se porte acquéreur que des installations de raffinage et de commercialisation de la compagnie au Canada.

La Société de la Couronne est déjà bien implantée en Alberta et en Colombie-Britannique. Le contrôle des actifs canadiens de Petrofina, solidement installée dans l'est du pays, lui donnerait une image pan-canadienne.

La compagnie est une filiale à 71 pour cent du groupe belge Petrofina SA, dont le siège social est à Bruxelles. Le groupe a incidemment déposé hier son rapport annuel, fisant état de profits nets de 9.44 milliards de francs belges (près de $350 millions canadiens), en hausse de 14 pour cent sur les résultats de l'an dernier.

Au Canada, Petrofina est engagée dans l'exploration, la production, le raffinage et la commercialisation des produits pétroliers et pétrochimiques.

Sa raffinerie de Pointe-aux-Trembles, en banlieue de Montréal, a une capacité de 95,000 barils par jour. La compagnie possède un intérêt de 10 pour cent dans la Portland Pipe Line, qui exploite l'oléoduc reliant Montréal à Portland, dans le Maine. Elle a 45 centres de distribution au Québec, en Ontario et dans les Maritimes, qui approvisionnent 1,120 points de vente au détail.

La compagnie possède aussi des intérêts dans des installations gazières albertaines, participe au développement des sables bitumineux de l'Alberta, et détient d'importants droits d'exploration gaziers et pétroliers.

Parmi ses autres filiales, citons Joseph Elie Limitée, distributeur québécois d'huile à chauffage, et Arctic Islands Resources, société qui possède à son tour quelques intérêts dans Panarctic Oils. Enfin, Petrofina Canada contrôle la société Finachem, qui manufacture et commercialise des produits pétrochimiques.

C'est le bon moment pour acheter un REER mais pas n'importe comment

La popularité des régimes enregistrés d'épargne-retraite n'est plus à faire. À la fois moyen d'épargne pour grossir sa retraite, à la fois abri fiscal ouvert à la majorité des contribuables, le régime enregistré d'épargne-retraite, connu sous son sigle REER, doit être pris avant

MICHEL ROESLER

la fin du mois de février pour être déduit de ses impôts sur le revenu de l'année fiscale 1980. C'est donc le moment d'y penser.

Selon des statistiques fournies par l'Association des sociétés de fiducie du Québec, en 1978, les Canadiens ont acheté 731,251 plans de retraite enregistrés (REER). En 1979, ce chiffre est passé à 804,001. Si on se réfère au nombre de personnes qui ont souscrit à ces plans, en 1978, on constate qu'il y a eu 354,081 Québécois pour 1,571,174 Canadiens. Les statistiques de 1979 ne sont pas encore compilées.

Un plan universel

À qui s'adressent les REER? En fait à tout le monde. À ceux qui ont un salaire ou qui sont à leur compte. Comme le souligne la Fiducie du Québec, «un régime enregistré d'épargne-retraite ne se prend jamais trop tôt. Comme les revenus s'y accumulent, le rendement final du régime sera plus intéressant si les premières contributions y ont été versées plus tôt.»

De plus un souscripteur à un REER peut faire varier le montant de ses contributions selon l'évolution de ses obligations financières. De ce fait un régime pris tôt pourra servir de véritable dépanneur, ajoute la Fiducie du Québec. Il peut servir comme garantie d'emprunt.

Pour les couples, les avantages de cette formule sont d'autant plus intéressants qu'au moment de la retraite lorsque chacun des conjoints recevra son propre revenu de retraite, le couple paiera moins d'impôts que si le même montant était perçu par un seul des deux conjoints.

La loi permet de souscrire à un REER jusqu'à l'âge de 71 ans, des montants annuels de $5,500 pour les personnes qui ne participent pas déjà à un fonds de retraite, donc en général, les personnes travaillant à leur compte. Les salariés qui cotisent déjà par l'intermédiaire de leur employé à un fonds de pension, ne peuvent souscrire que $3,500 moins leur contribution au régime de retraite de l'employeur. Ainsi si l'employeur verse $1,000 par an dans le fonds de pension de son employé, celui-ci ne pourra qu'investir $2,500 dans un REER.

Dans les deux cas, la somme totale que l'on peut verser dans un REER ne peut dépasser le moindre des montants suivants:

$5,500 dans un cas et $3,500 dans l'autre ou 20 pour cent du revenu gagné.

Revenu gagné

On entend par revenu gagné, le revenu net tiré d'un emploi. On l'obtient en soustrayant du revenu brut tiré d'un emploi toutes les déductions qui s'y rapportent, sauf les contributions au Régime de pensions du Canada, au Régime des rentes du Québec ou les contributions au régime de pension d'une compagnie.

Tous les autres revenus, pour la plupart, doivent être compris dans le revenu brut tiré d'un emploi, sauf les revenus de placements, les gains de capital imposables, les prestations d'assurance-chômage, la partie imposable des bourses d'études, les allocations familiales, les allocations à la formation des adultes et les paiements reçus d'un contrat de rentes à versements invariables. Tous ces revenus ne sont pas admis dans le calcul du plafond des contributions à un régime d'épargne-retraite, précise la Fiducie du Québec.

Il existe plusieurs sortes de REER qui sont essentiellement les comptes d'épargne-retraite, les dépôts à terme, les fonds de placement et les régimes autogérés. Les comptes d'épargne-retraite sont offerts par toutes les institutions bancaires, les sociétés de fiducie et les compagnies d'assurance-vie. Les comptes d'épargne-retraite proposent généralement des taux d'intérêt avantageux mais sujets à fluctuation. Le montant et la fréquence des versements sont libres et les fonds peuvent être retirés en tout temps. Certaines institutions financières prévoient cependant des pénalités.

FISCALITÉ

Les dépôts à terme sont offerts également par les mêmes institutions financières bien que certaines banques ne l'ont pas dans leurs programmes de placements. Ces dépôts allant de un à cinq ans sont bloqués mais offrent un taux d'intérêt garanti pour la période choisie, généralement élevé.

Les fonds de placement sont offerts par les sociétés de fiducie et se présentent sous forme d'obligations, d'actions, d'hypothèques, etc. Le capital n'est pas garanti sauf par les compagnies d'assurances qui ont une garantie de 75 pour cent. Les fonds sont disponibles et peuvent être retirés tous les mois.

REER autogérés

Enfin les REER autogérés se font par l'intermédiaire d'un courtier en valeurs mobilières et d'une société de fiducie qui fournit le contenant légal.

La Bourse de Montréal définit ainsi le régime original: «... Dans votre REER autogéré vous choisissez vos placements. Si vous optez d'acquérir par votre REER des actions de compagnies inscrites à la cote d'une Bourse canadienne, les gains en capital et les dividendes imposables reçus sur de telles actions ne seront pas imposables tant que le régime conserve son enregistrement pour fins fiscales. Si vous vendez des options sur les actions détenues par votre REER, les primes perçues ne seront pas imposées et contribueront, tout comme les gains en capital ou les dividendes, à assurer un meilleur rendement de vos placements. Si vous investissez dans des obligations, les intérêts ne sont pas imposables et viendront s'accumuler en entier dans votre REER.»

Le rendement d'un REER autogéré peut être fortement avantageux mais sa gestion exige beaucoup de temps et de compétence de la part de son détenteur. Toutefois un REER autogéré peut être transformé en REER régulier. Un bon conseil, il est préférable de verser de sa poche les frais de gestion d'un REER autogéré que de laisser son gestionnaire les retirer lui-même du REER. Seulement dans le premier cas ils sont déductibles d'impôt.

Comment acquérir un REER

L'Association provinciale des assureurs-vie du Québec conseille aux futurs acquéreurs d'un REER de poser les questions suivantes à l'institution financière émettrice:

1 Mon capital sera-t-il garanti ou non?
2 L'intérêt offert est-il simple ou composé, et à quel taux?
3 Le taux d'intérêt offert est-il garanti et pour quelle période: 1 an, 5 ans, 10 ans ou plus?
4 Quels sont les frais en cas de transfert ou de résiliation?
5 À quel âge pourrais-je toucher mon argent et sous quelle forme?
6 Quelle sera, au moment de la retraite, la solution adéquate dans mon cas particulier?
7 Mon REER est-il à l'abri de mes créanciers?
8 En cas de décès, mon REER est-il exempt d'impôt sur le revenu ou de droits successoraux?
9 À quel moment puis-je effectuer mes dépôts?
10 Quelles sont les limites de mes contributions admissibles?

À ces questions un assureur-vie, spécialiste en placement, répond: Pour la première, les sociétés de fiducie et les banques ne garantissent pas toujours le taux de réinvestissement des intérêts. Pour la deuxième question, on peut dire que l'intérêt est composé au taux initial accordé dans 90 pour cent des cas.

En ce qui concerne la troisième question toutes les possibilités sont offertes mais en règle générale, les taux sont garantis sur 5 et 10 ans, parfois 15 ans.

La quatrième question est importante. Certaines institutions financières ont des frais de transfert ou de résiliation, d'autres n'en ont pas.

Pour la cinquième, selon la loi de l'impôt sur le revenu, il faut avoir 60 ans pour toucher son argent sous forme de rente viagère. À moins de 60 ans, le seul mode d'encaissement est celui du montant forfaitaire sur une seule année. Deux solutions s'offrent alors pour éviter que le fisc ne prenne la grosse part du gâteau:

- ouvrir différents REER échelonnés sur plusieurs années pour ne pas désenregistrer la totalité du REER;
- prendre une rente à versements invariables qui permet d'étaler ses revenus et de ce fait ses impôts.

Ce qui répond aussi à la sixième question.

Protection contre le fisc

Les septième et huitième questions sont très importantes. Un REER est à l'abri des créanciers, lorsqu'on est vivant si on a indiqué, au moment de le prendre, un bénéficiaire irrévocable, le conjoint par exemple. En cas de décès, il faut qu'auparavant le détenteur ait nommé un bénéficiaire soit à l'inscription du REER, soit sous forme de testament, sinon le bénéficiaire, en l'occurrence le conjoint, devra payer un impôt sur le montant du REER qu'il se trouve à percevoir. Cela sera d'autant plus lourd que si le conjoint a d'autres revenus ce montant viendra s'y ajouter et augmentera le revenu imposable en conséquence. En réponse à la neuvième question, il est évident que l'on doit faire ses dépôts avant la fin février.

Quant à la dixième question, on y a répondu au début de l'article, les limites sont de $5,500 pour les personnes travaillant à leur compte et $3,500 pour les salariés bénéficiant déjà d'un régime de retraite fourni par leur employeur.

Économie d'impôt*

Revenu imposable	Dépôt 1 000 $	Dépôt 2 000 $	Dépôt 3 500 $	Dépôt 5 500 $
10 000$	370$	723 $	— $	— $
12 500	381	761	—	—
15 000	391	777	1 350	—
17 500	412	812	1 401	—
20 000	424	845	1 468	—
22 500	454	907	1 553	—
25 000	460	914	1 595	2 483
30 000	532	1 053	1 832	2 829
35 000	542	1 075	1 873	2 937
40 000	545	1 086	1 899	2 983

* Calculée suivant les tables de l'impôt de l'année fiscale 1980.
** Revenu imposable: le revenu brut moins toutes les déductions et exemptions permises par la loi.
Source: Fiducie du Québec

Les profits de Stelco ont baissé

TORONTO (PC) — De $155.9 millions, (ou $5.74 par action) en 1979, les profits nets de Stelco sont tombés l'an dernier à $132.2 millions (ou $4.05 par action).

Selon la compagnie, la faible demande d'acier sur le marché canadien aux deuxième et troisième trimestres l'ont obligée à vendre plus d'acier à l'étranger, à des prix concurrentiels sur les marchés internationaux.

Le chiffre d'affaires de Stelco est néanmoins passé de $2.09 milliards en 1979 à $2.23 milliards l'an dernier, tandis que les livraisons d'acier étaient de 4.1 millions de tonnes, tout comme en 1979. Stelco voit 1981 avec prudence, bien qu'elle ait reçu passablement de commandes d'acheteurs canadiens pour le premier trimestre.

Vous tenez à voyager par une ligne aérienne aussi professionnelle que vous-même.
Fiez-vous à KLM.

C'est un fait: professionnalisme, fiabilité, ponctualité, confort des passagers, tels sont les éléments sur lesquels KLM s'est bâti une réputation internationale. Les voyageurs importants les considèrent comme essentiels.

Conçu en fonction des exigences des voyageurs d'affaires, Schiphol, Amsterdam, le port d'attache de KLM est justement l'aéroport le plus professionnel au monde.

La Classe Affaires de KLM offre un comptoir particulier d'enregistrement, des places de choix et des services spéciaux à bord, tous marqués d'une touche hollandaise qui agrémente le voyage.

KLM offre encore autre chose aux voyageurs canadiens: des correspondances pratiques. Un 747 de KLM décollant de Montréal ou de Toronto peut être la liaison la plus rapide avec le Moyen-Orient, l'Allemagne, la Scandinavie ou autres destinations.

La prochaine fois, demandez à voyager sur un 747 de KLM. Pourquoi? Parce que nous sommes au service des gens d'affaires depuis plus longtemps que toute autre ligne aérienne.

(Fiez-vous aussi au fret KLM!)

KLM
La ligne aérienne hollandaise digne de votre confiance.

Que vaut notre argent à l'étranger?
CLUB MED
(Voyez notre annonce, section voyage)

NOUVEAU SERVICE

Monsieur Serge Saucier, c.a., président et Chef de la direction de Raymond, Chabot, Martin, Paré & Cie a le plaisir d'annoncer la création d'un service de fusion, acquisition et financement corporatif.

Jean C. Lavoie

Jean Hudon

Monsieur Jean C. Lavoie, ing., récemment entré à la société après de nombreuses années au service d'une importante institution financière, dirigera ce service à nos bureaux de Montréal.
Monsieur Jean Hudon, adm. a., déjà dans la société depuis plusieurs mois et possédant une vaste expérience des questions financières, assumera la responsabilité de ce service à nos bureaux de Québec.
Membre du groupe Raymond, Chabot, Martin, Paré & Associés, la société offre en outre des services de conseils en système informatique et gestion.

RAYMOND, CHABOT, MARTIN, PARÉ & CIE
Montréal
Québec
Ottawa
Chicoutimi
Thetford Mines
Hull

LA COMPAGNIE ROTHMANS DE PALL MALL CANADA LIMITÉE

DIVIDENDES DÉCLARÉS

Les dividendes suivants sont déclarés payables le 17 mars 1981 aux actionnaires inscrits à la fermeture des affaires le 2 mars 1981.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE A

Dividende trimestriel régulier n° 49 de $1,71¼ par action privilégiée de série A.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE DEUXIÈME RANG

Dividende trimestriel régulier n° 46 de $0.33⅞ par action privilégiée de deuxième rang.

ACTIONS ORDINAIRES

Dividende trimestriel de $0.35 par action ordinaire.

J.K. Strickland
Conseil juridique et secrétaire général

Toronto, Ontario
le 27 janvier 1981

La location c'est ce qu'il vous faut!
Où?
gohier
PONTIAC BUICK INC.
DIV. LOCATION
Toutes les marques GM et autres sont disponibles pour location à long terme.
(12-24-36 mois)
Appelez:
MM. René Robillard ou Hercule Bureau
3333 est, rue Jarry, Montréal
376-4220

Nous nous excusons.

Dans l'édition du 24 janvier de ce journal, Mercury International avisait sa clientèle du retrait de son comptoir de changes internationaux situé à l'aéroport de Mirabel.

Il semble que cet avis ait été interprété par certains comme une critique ou même une mise en doute de la viabilité de cet aéroport. Ces allégations ne correspondent pas du tout à notre opinion, ni à la vérité. En visitant plusieurs de nos associés à l'étranger, j'ai eu moi-même accès aux plus importants aéroports internationaux et je peux affirmer sans réserve que nous pouvons être fiers de l'aéroport de Mirabel et le considérer comme l'un, sinon le meilleur des aéroports du monde.

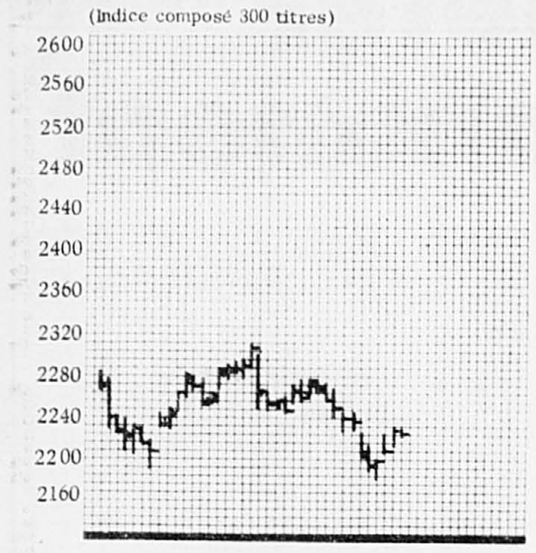
Harry J. Gruber, Président.
Mercury International.

$£ 100
Mercury International

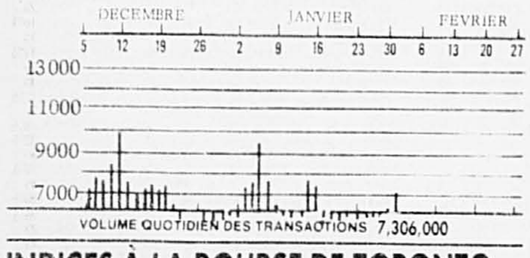
Toronto (416) 360-8022 (416) 676-3830
Montréal (514) 879-1200 (514) 631-4236
Vancouver (604) 273-8808
Ottawa (613) 521-2001
Calgary (403) 276-0778

TORONTO

(Indice composé 300 titres)



VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE INDUSTRIEL — HAUT 2229.99 — FERMETURE 2226.66 — BAS 2225.57



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS 7,306,000

INDICES À LA BOURSE DE TORONTO

	Ferm.	Var.
300/COMPOSÉ	2226.66	−1.80
SERV. FINANCIERS	1513.07	+3.62
MINES ET MÉTAUX	2172.50	+8.90
PÉTROLES ET GAZ	4467.47	−38.11
INDUSTRIELLES	1444.93	−6.70

Par La Presse Canadienne

TORONTO — L'indice composé de la Bourse de Toronto a fluctué autour de ses niveaux d'ouverture durant toute la séance de vendredi et termine en baisse de 1.80 point, à 2226.66. Six des 14 secteurs du marché ont retraité, les hydrocarbures subissant pour leur part une perte de 38.11 points à 4467.47. Les transports enregistrent le meilleur gain: une hausse de 78.73 points à 2993.89. La séance terminée, on dénombre 245 valeurs en hausse, 270 en baisse et 202 stables. Quelque 7.31 millions d'actions ont changé de mains et la valeur chiffrait $117.08 millions. Les échanges d'actions Petrofina Canada Inc. ont été arrêtés à l'ouverture, la compagnie devant faire une déclaration. Dernière cote: $87.75. Dans les industrielles, OPI Ltd perd 1⅞à $33⅝, Nowsco Well Service 1 à $24½, Newfoundland Capital B 1 à $12, Slater Steel 1 à $18¼ et Scintrex 1 à $13. Hawker Fiddleley prend 2 $25, H. Paulin A 1⅝ à $7, Cadillac Fairview 1⅜ à $25, Canadian Pacific 1¼ à $43¾ et Economic Investment 1 à $30. Dome Mines perd 2½ à $93½, United Keno Hill 1 à $36 et Tara Exploration 1 à $13. Little Long Gac gagne 2½ à $24½ à $24½ et Lake Shore Mines 1 à $27. Phoenix Canada Oil abandonne 1¾ à $19, PanCanadian Pete ¾ à $91¾ et Janger Oil ⅝ à $18¾. Conventures gagne ⅞ à $13⅞ et Sulpetro B ½ à $23¼.

A-B

Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. Net
A.G.F.M	2500	$6⅞	6⅞	6⅞	− ⅛
Abti Prce	41066	$25½	24½	25	+ ¼
Abitbi 7½p	240	$36¼	36¼	36¼	
Abitbi 10	282	$48⅞	48⅞	48⅞	
Acklands	12200	$14¼	14⅛	14½	+ ⅜
Adanac M	1900	365	365	365	− 5
Agnico E	17837	$14⅜	14	14⅜	+ ¼
Agra Ind A	2600	$9	9	9	
Albany	9500	265	251	251	− 9
Alt Energy	15115	$25¼	24⅞	25	
Alta Nat	700	$23	23	23	
Alcan	35320	$39⅛	38⅝	39⅛	+ ⅜
Algoma St	2302	$42½	41¾	42½	+ ¾
Am Eagle	42100	450	385	440	+55
Am Leduc	9000	105	102	102	− 3
Andres W A	450	$16¼	16	16¼	+ ¼
Ang CT 4½	288	$20¾	20¾	20¾	
Ang CT 290	100	$28	28	28	− ½
Ang D Gld	4008	430	430	430	+ 5
Ang U Dev	5000	240	240	240	+ 5
Aquitaine	11012	$44⅛	43¾	44¼	− ¼
Arbor C	1000	450	450	450	− 15
Argosy	1000	116	116	116	− 5
Args 250 p	225	$21¾	21¾	21¾	
Argus B pr	100	$22½	22½	22½	− ¼
Asamera	4401	$18½	18	18¼	− ⅛
Asbestos	1000	$30¼	30¼	30¼	
Asoc Porc	939	$10½	10	10	
Astral	300	425	420	420	− 25
Atco I	1560	$8⅞	8⅞	8⅞	+ ⅛
Atco II	700	$8⅞	8⅞	8⅞	+ ⅛
Atl C Coo	4100	145	143	145	
Atlas Yk	8000	173	165	165	− 5
Augmitto	1140	$6⅞	6¾	6¾	− ⅛
BC Sugar A	11550	$24½	23⅞	24	+ ½
BC Sugar P	154	$11¼	11¼	11¼	− ⅛
BP Can	18529	$40	39½	40	+ ½
Bachelor	5600	$5⅜	5¼	5⅜	
Bakerlatic	12300	142	139	140	
Banister C	200	$14⅜	14¾	14¾	− ⅜
Bank BC	151	$44	44	44	− ½
Bank Mtl	32733	$30¾	30½	30½	− ⅛
Bank N S	37298	$33¼	33¼	33¼	
Bankeno	9150	$10	9	10	+ ⅜
Barbecon	1130	$15½	15¼	15½	+ ⅛
Barex	4500	35	33	35	+ 2
Barv Expl	8900	138	125	125	− 10
Basic Res	9625	$12¼	11¾	12¼	+ ⅜
Becker B p	150	$13	13	13	
Bell Can	115794	$19⅛	18¾	18¾	− ⅜
Bell A pr	25	$56	56	56	
Bell B pr	210	$56⅜	56⅜	56⅜	
Bell 1.80	350	$18⅛	18	18⅛	− ⅛
Bell 1.96	1875	$22⅞	22⅜	22⅝	− ⅛
Bell 2.05	3675	$21⅛	20¾	21	
Beth Cop	250	$37½	37	37	
Bighart O G	1100	$6⅝	6⅜	6⅝	+ ⅛
Biltmore I	100	$8	8	8	
Biltmo A p	400	$8	8	8	
Bi Hawk	3500	78	72	78	+ 3
Black Phot	280	$31¾	31¾	31¾	
Blake Res	900	$7⅞	7¾	7¾	− ⅛
Bluesky	10600	$16	15½	15⅞	+ ¼
Bombdr A	250	$15	15	15	
Bonza O	7678	$11	10¾	10¾	− ⅛
Bonanza W	2120	440	430	430	− 10
Border C	800	430	430	430	+25
Bow Valy	41350	$21⅜	21	21	− ½
Bow Vly 7	270	$83	83	83	+ 1
Bralor Res	14900	$15	14¾	14¾	− ⅛
Bramalea	18100	$16	15⅜	16	+ ¼
Brascan A	15579	$34⅞	34¼	34¼	− ½
Brenda M	200	$26	26	26	+ ¼
Bright A	150	$16	16	16	+ ¼
Brinco	2833	$11⅜	11⅛	11⅜	
Brinco p	700	$6¾	6¾	6¾	− ⅛
Br Am Bnk	215	$65½	65½	65½	
BCFP	1461	$16	15¾	16	+ ⅛
BCRIC	411950	$6⅝	6¼	6⅛	
BC Phone	37506	$16⅜	16	16⅜	+ ⅛
BCPh 4½ p	225	$42¼	42¼	42¼	
BCPh 4¾ p	250	$45	45	45	
BCPh 1956	270	$45	42¼	42¼	
BCPh 5.15	225	$46¾	46¾	46¾	
BCP 10.16 p	200	$24½	24½	24½	
Broul Reef	7800	293	283	290	+ 15
Brunswk	6233	$14¾	14½	14½	− ⅛
Budd Can	1500	$8⅛	7⅞	7⅞	

C

Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. Net
CC Yachts	8250	435	420	435	+ 15
CAE	325	$23½	23½	23½	− ⅛
CCL Ind	4800	$7¼	7	7	− ⅜
CIL	1337	$36	36	36	− ½
CME Res	5500	415	410	410	
Cad Fw	249370	$25	23¾	25	+ 1⅜
Cad Frv A	600	$7½	7⅜	7½	+ ⅛
Cal Pow A	10101	$18⅛	18¼	18⅞	+ ⅛
Cal P 4 p	343	$48½	48½	48½	
Cal P 4½ p	100	$55¼	55¼	55¼	− 1
Cal P 7 p	230	$71½	71½	71½	
Cal P 9.80	220	$99½	99½	99½	
Cal P 2.36	125	$23	23	23	
Calvrt Dle	5600	$6½	6	6½	+ ⅛
Calvert	3600	274	260	270	+ 5
Camchib	180	$7½	7½	7½	
Camel O G	3600	$8⅞	8⅞	8⅞	
Camflo	7385	$34⅜	33½	34	− ¼
Camp RL	27035	$61¾	60½	61	+ ¼
Camp Res	650	$13¾	13¼	13¾	+ ⅛
Can Cem	5267	$13⅜	13½	13½	− ⅛
C Cem 6½	237	$13¾	13¾	13¾	
CCem 2 p	1704	$15⅝	15	15⅝	+ ⅜
CDC	2421	$14¼	13¾	14¼	+ ½
CDC pr B	215	$15⅞	15⅞	15⅞	− ¼
CDC 1980	19393	$21¼	21	21	− ⅛
Can Malt	4000	$40	40	40	− ¼
C Nor West	9100	$35¾	35	35¾	− ¼
CanP Ent	19083	$23¾	23¼	23⅝	+ ¼
C Packrs	400	$33	32½	32½	− ½
Can Perm	11362	$20	19¾	19⅞	− ¼
CS Pete	22500	$12¼	12⅜	12½	− ⅛
Can Trust	1900	$27½	27½	27½	
CTr w	200	$9¼	9¼	9¼	
C Tung	600	$38	38	38	− 1
Cdn Arrow	500	165	165	165	− 8
C Cablesv A	28830	$12¾	12¼	12⅜	+ ⅛
C Cablesv B	42300	$12⅜	12¼	12⅜	+ ⅛
C Formst	600	$13½	13½	13½	
CGE	200	$34	34	34	
CG Invest	320	$24⅜	24¼	24⅜	+ ⅛
Cl Bk Com	74583	$29⅝	29¼	29⅝	+ ⅛
C Lencour	13400	105	100	100	− 1
C Marconi	1000	$22¼	22⅛	22¼	
C Nat R	19940	$25¼	24¼	24⅝	− ¼
C Nat 8.50	300	$54	54	54	− 1½
C Ocdental	18900	$16⅜	16½	16½	− ⅛
CP Ltd	41345	$44	42⅜	43¾	+ 1¼
CPL A p	283	$8⅝	8⅜	8⅜	
C Reserve	1200	$19	19	19	
Cdn Tire	100	$33¼	33¼	33¼	− ½
Cdn Tire A	5156	$33¼	32¾	32¾	− ⅝
C Utilities	300	$23	23	23	
CU 10¼	800	$25	25	25	+ ¼
C Util 7.30	100	$17¼	17¼	17¼	− ¼
CUtil 2nd	1700	$25¾	25½	25½	− ¼
Canbra	200	$7⅞	7⅞	7⅞	+ ⅛
Candel Oil	200	$3⅓	3⅓	3⅓	+ 1
Canray	1700	300	291	291	
Canron A	24749	$18¼	18	18¼	+ ¼
Cara	1100	$8⅜	8⅛	8⅛	+ ⅛
Cara A	275	$7⅞	7⅞	7⅞	
Carl OK	3375	$8⅜	8⅛	8⅛	− ¼
Carl A p	200	$21½	21½	21½	+ ½
Carma A	3400	$16½	16¼	16¼	
Carolin M	950	$36	35½	35½	− ½
Cassidy L	300	410	410	410	
Celanese	4650	$11	10⅞	10⅞	− ⅛
Celan 175 p	400	$16	15¾	15¾	− ¼
Cent Pat	3100	$6⅜	6½	6⅜	
Chnclr	2900	$5⅜	5⅛	5¼	
Charter Ol	3000	300	295	295	− 5
Cherokee	500	$9¾	9¾	9¾	+ ¼
Chib Kay	64800	57	55	57	
Chib Kr	291038	13	11	11½	− 1½
Chieftan D	21750	$24⅜	24	24	− ¼
Chrysler	1650	$6⅜	6⅜	6⅜	− ⅛
Clarion	5100	$8½	8¼	8⅜	+ ⅛
Coin Lake	6100	130	126	130	+ 4
Cmplx	700	315	310	315	+ 5
Comiesa	100	235	235	235	− 5
Cominco	6950	$67¾	67	67¾	− ¼
Cominco A	1700	$23	22⅞	23	+ ⅛
CC Tr p	1000	$9¼	9¼	9¼	
Comrcl O G	3700	420	415	420	
Cmplg	1205	$14	13⅞	14	+ ¼
Comtech	1000	400	395	400	+ 10
Conlagas	3400	440	410	420	− 5
Con Bath A	11253	$22⅜	22¼	22½	− ¼
Con Bath p	228	$15⅜	15	15	− ½
Con Fardy	300	330	330	330	+ 5
C Durham	19700	495	460	495	+35
C Marben	2500	195	190	195	+15
Cons Pipe	600	$6¼	6¼	6¼	
Cons Prof	15433	253	242	245	− 10
C Rambler	1700	460	450	460	+ 10
C Rexspar	2200	110	105	110	− 5
Con Distrb	18100	$10	9¾	9⅞	
Conventrs	5700	$13⅞	13¼	13⅞	+ ⅞
Conwest A	230	$7⅜	7⅛	7⅜	
Cop Fields	2350	$21¼	20¾	21⅛	+ ⅛
Corby vt	100	$27	27	27	
C Flcn	140306	$15¼	14⅝	15⅛	+ ⅞
Coseka R	3550	$22¼	21⅞	21⅞	− ⅛
Coseka 7 p	2700	$12	11¾	12	+ ¼
Courvan	500	160	160	160	+ 5
Craigmt	4050	$6¼	5⅞	6¼	+ ½
Crain R L	700	$15½	15	15	− ½
Crestbrk	100	$28½	28½	28½	+ 1
C Zelrbs A	200	$29⅞	29⅞	29⅞	+ ⅞
Crush Intl	2960	$18	17⅝	17⅝	− ⅛
Cullaton	4549	$13⅜	12¾	13	− ⅛
Cuvier M	9100	115	101	102	+ 1
Cyprus	5830	$20¾	20	20⅜	− ⅛
Czar Res	9570	$15⅜	15	15	− ½

D-G

Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. Net
Dalco Pet	8400	$12	11½	11⅞	+ ⅜
Dale-R pr	400	$6⅛	6⅛	6⅛	+ ⅛
Daon Dev	16850	$12	11¾	12	+ ⅛
Daon A	1150	$6⅜	6¼	6¼	− ¼
Daon 8½ p	200	$7⅜	7⅜	7⅜	
Dejour Mn	45150	155	151	151	− 3
D Eldona	8550	274	265	270	− 5
Delhi	498850	220	194	219	+24
Denison	4140	$56	55½	55½	− ⅞
Dckn A	173825	$10½	10	10⅛	+ ¼
Dicknsn B	4625	$9½	9	9¼	
Digtech	1700	$10¾	10¾	10¾	− ⅛
Discovry	6015	420	405	405	+ 5
Dofasco A	14815	$41¾	41⅛	41¼	− ⅜
Dfs 4¾	100	$46¼	46¼	46¼	− 1½
Dfs 235	800	$23	22⅝	22⅝	− ⅜
Dofasco wt	1300	$10¼	10¼	10¼	
Doman I	1020	$10⅝	10½	10½	− ⅛
Dome Mine	10210	$96	93	93½	− 2½
D Pete	216555	$82½	80⅜	82⅝	+ ⅜
DPete A p	2000	$19¼	18⅞	19	− ½
DPete B p	2400	$18⅞	18¾	18¾	− ¾
D Bridge	2040	$20¼	19¾	19¾	− ½
D Citrus	700	470	465	470	− 10
DExplor	39050	250	220	240	+15
D Scotish p	100	$22¼	22¼	22¼	
Dom Store	3105	$23	23	23	+ ¼
D Textile	3800	$18¼	18⅛	18⅛	− ¼
Domtar	8188	$28¼	28	28⅛	+ ⅛
Dr Mc C A	2744	$11¾	11¾	11¾	− ⅛
Dunde Pal	1000	115	115	115	
Dunrale	1100	290	280	290	+15
Du Pont A	1000	$31½	30½	30½	− ⅞
Dylex Ltd	300	$15¼	15¼	15¼	+ ⅜
Dylex L A	3600	$15¼	15	15	− ¼
Dynamar	6091	$5⅝	5½	5⅝	
E L Fin	1800	$13	13	13	
Est Mirtic	2800	450	450	450	+15
East Sul	555	410	410	410	
Econ Inv	500	$30	30	30	+ 1
Ego Res	25830	228	220	222	+ 2
Elhom	4400	$13¾	13¼	13¾	− ⅛
Emco	200	$13½	13½	13½	
Energy Res	5600	300	280	300	+ 30
Equi Trust	2511	$7½	7¼	7½	+ ½
Extndcar	2255	$14	13¾	13¾	− ¼
Extd A	1044	$13¾	13½	13¾	+ ⅛
FCA Intl	19000	485	475	485	+10
Fibrg Nik	2150	$9⅝	95	95	+ 1
Fathm Ocn	2000	249	245	245	
Fed Ind A	600	$13¾	13¾	13¾	
Fed Pion	100	$46	46	46	− 1
Fidelty Tr p	100	$14	14	14	+ ¼
Finning T	200	$32	32	32	− ½
Firen Gndl	800	190	190	190	
F Calgary	1617	480	465	475	− 15
F Cty Tr B	350	$7½	7	7½	+ ¼
F Cty Tr C	100	$6½	6½	6½	− ¼
F Mar	6100	280	275	275	− 10
Foodex p	2520	$5⅛	5	5⅛	
Ford Cnda	240	$48⅝	47⅜	47⅜	
F Sea A pr	100	$7	7	7	+ ⅜
Francana	4200	$19¼	18½	18½	− ½
Fraser	400	$23⅜	23¼	23¼	− ¼
Fruehauf	700	$10½	10¼	10¼	− ¼
G&H Steel	500	275	275	275	− 5
G M Res	7400	6	6	6	− ⅛
Galveston	5300	263	260	260	− 1
Gaz Metr	270	$7⅛	7⅛	7⅛	− ⅛
Gaz 5½ p	100	$48½	48½	48½	+2½
G Distrb w	1200	7	7	7	− ⅛
GMC	1235	$55	54¼	55	+ ⅞
Genstar L	5900	$39½	39¼	39¼	
Gnstar 2.35	300	$40¼	40¼	40¼	
Gerin 1st p	200	$7	6¾	6¾	− ¼
Giant Yk	855	$20¾	20¼	20¼	+ ¼
Gibraltar	10000	$12⅞	12½	12⅝	− ⅛
Glbe Rlty p	4255	$19½	19½	19½	− ⅛
Goldale A	2548	$16	16	16	
Goldund M	17800	247	241	242	− 3
Goodyear	600	$21	21	21	
Grandma	9600	385	375	385	
Granduc	1800	345	330	330	− 20
G L Nickl	7500	152	152	152	
GL Forest	200	$70	70	70	+ ¼
GN Fin	300	$6½	6½	6½	+ ¼
GW Steel A	2600	$5¾	5½	5¾	+ ¼
G West wt	1500	150	130	150	+20
G Goose	220	$6¾	6¾	6¾	− ¼
Grevhnd C	300	200	200	200	− 25
Grevhnd	2225	$18	18	18	+ ¼
Guar Tr p	500	$15	15	15	+ ¼
Gulf C	256565	$25⅜	24⅜	24¾	− ⅞
Gulfstrem	18450	$10¾	10⅜	10⅝	+ ¼

H-L

Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. Net
HCI Hldg A	1100	$17¼	17	17	
HCI Hldg B	1010	$17¼	17	17¼	+ ¼
Halifax D	450	380	380	380	
Hardee	2035	86	86	86	
Hard Crp A	300	210	210	210	
Hard Crp C	300	195	195	195	+24
Harq A	286250	$22½	22⅛	22½	+ ⅛
Harris A	16043	$6¼	5⅞	6¼	
Harris B	8171	$6¼	5¾	6¼	+ ¼
H Wood	400	135	135	135	− 4
Hatleigh A	120	480	480	480	
Hawkr	108360	$25½	23	25	+ 2
Hayes D	356	$8⅜	8⅛	8⅜	
Heritage	900	$20	20	20	
Heritage A	210	$17¾	17¾	17¾	
Highfield A	5000	490	400	400	+ 10
Highwood	28200	455	440	455	+25
Hollinger	100	$47¼	47¼	47¼	− 13¼
H Bay Mng	395	$32⅛	32	32⅛	− ¼
H Bay Co	1384	$25¼	25⅛	25⅛	− ¼
HBC pr	393	$18	18	18	+ ⅛
HB Oil Gas	22450	$24¼	24	24⅛	− ⅛
Hu-Pam	2000	155	150	150	
Husky Oil	17320	$19½	19¼	19¼	− ¼
Hydra Ex	11120	185	180	180	
IAC	7880	$12¼	11⅞	12⅛	+ ⅛
ICG Util p	220	$12¾	12¾	12¾	
ITL Ind	900	275	275	275	− 15
IU Intl	4073	$21⅞	21⅝	21⅝	− ¼
Imasco	2450	$32¼	31¾	32¼	+ ⅜
Imasco A p	250	300	300	300	
Imp Oil A	34559	$35⅞	35½	35¾	− ⅛
Inco	24843	$23½	22¼	22½	+ ⅛
Inco 7.85	100	$19	19	19	+ ½
Indal	2000	$16	15¾	15¾	
Inland Gas	2120	$14⅛	13⅝	13¾	
Inlnd G 10p	300	$24¾	24¾	24¾	
Inter-City	9483	$16⅜	15¾	15⅞	− ⅜
Inter C A p	250	$12	12	12	
Intr C wt2	324	$12½	12½	12½	
IBM	2282	$78	75¾	75¾	
Int Mogul	1122	$11¾	11⅛	11⅜	+ ⅛
Intl Thom	3300	$8¾	8⅝	8¾	
Intpr Pipe	8335	$15⅞	15⅛	15⅝	− ⅛
Inv Grp A	1150	$21	20	20	− ½
Irwin Toy	1590	430	420	420	− 10
Island Tel	1172	$13¾	13¾	13¾	− ¼
Ivaco	1100	$24¾	24½	24½	− ¼
J Q Res	17320	211	185	211	+31
Jannock	4500	$14¾	14½	14¾	+ ⅛
Jannock 8	141	$11⅛	11⅛	11⅛	
Janock wt 2	2400	$8½	8¼	8½	− ⅛
Jorex	175300	165	128	140	+ 15
Joutel	50550	$6⅛	5¾	6⅛	+ ⅜
Kaiser Re	3238	$57⅞	57½	57¾	
Kam Kotia	4900	$6½	6⅛	6⅜	− ⅛
Kaps Tran	4700	126	122	125	+ 3
Keeprite	500	$18	18	18	
Kelsey H	300	$27⅛	27⅛	27⅛	− ⅛
Kerr Add	1345	$17½	17¼	17½	
K Anacon	4033	135	130	135	
La Luz	100	$6	6	6	− ¼
Labatt A	14451	$28⅛	27¾	28	+ ½
Lab Min	240	$50¼	50⅛	50¼	
Lacana	4681	$10	9¾	9¾	− ⅛
Lacana w	900	$6	6	6	+ ¼
Laidlaw A	4100	$9⅜	9¼	9⅜	
Laidlaw B	3050	$8⅞	8⅝	8⅝	− ⅛
LOnt Cem	700	$7¼	7⅛	7¼	+ ¼
L Shore	5600	$27½	26½	27	+ 1
Larder Res	7000	175	174	175	
Lasifr Km	200	152	152	152	− 13
Laurasia	15000	156	151	153	− 1
Lau Fin p	214	$13⅞	13⅞	13⅞	
Lava Cap	800	$8⅛	8	8⅛	+ ⅛
Leigh Inst	2020	$13⅜	13¼	13⅜	+ ⅜
LL Lac	3075	$24½	22¼	24½	+ 2½
Loblaw Co	3336	$8¼	7⅞	8	− ⅛
Lob Co pr	150	$23⅛	23⅛	23⅛	+ ½
Lob Ltd Ap	800	$15⅜	15⅜	15⅜	− ⅛
Lochiel A	8682	380	355	370	
Lochiel B	2704	365	350	350	− 10
Lochiel 9 p	400	$12	12	12	
Lumonics	9360	$14⅞	13⅞	14¾	+ 1
Lynx Can	29300	197	190	197	+11
Lytton M	4050	115	115	115	+10

M-O

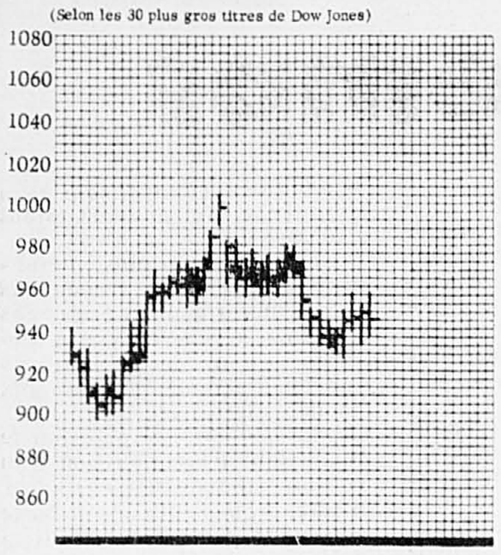
Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. Net
MDS H A	500	$14	14	14	− ¼
MDS H B p	523	$11½	11¼	11¼	
MICC	1607	$12¼	12¼	12¼	
MICC A	160	$22¾	22¾	22¾	− 2¼
Magnetics	1000	212	210	210	
Maislin I	100	440	440	440	+10
Maistc Wil	2200	470	460	470	
Malartic	300	$7½	7½	7½	− ⅛
Man Bar	5805	135	130	132	+ 1
Maritime	3534	$23	22⅜	22⅜	− ⅝
Mar T 860	200	$8⅛	8⅛	8⅛	+ ⅛
Mark Spnc	500	$9½	9¼	9¼	− ½
Mass Fer	10420	$5¾	5⅝	5⅝	
Mas F A	2050	$14	13½	14	+ ⅜
Mas F B	2400	$13½	13½	13¾	− ⅛
Matchan	4000	85	85	85	
Mc Adam	48400	108	92	105	+10
McGraw H	250	$10	10	10	
Mc Intyre	1255	$64¾	64½	64½	− ¾
McLaghlin	1000	$9¾	9¾	9¾	
McLghl 9 p	400	$20	20	20	+ ⅜
McLghl 10p	100	$11⅞	11⅞	11⅞	− ⅛
McLghl w	100	$5	5	5	− ⅜
Melcor	300	$23½	23½	23½	+ ½
Mentor	27500	$7⅛	7	7⅛	+ ⅛
Mercantil	3339	$24	23¾	24	+ ¼
Merland E	22730	$9½	9¼	9⅜	− ⅛
Merland p	3100	$25⅜	25⅛	25¼	− ⅛
Midcon	200	290	290	290	
Minrl Res	22800	299	291	294	− 5
Mitel Corp	25365	$21	19½	21	+ ¼
Molson A	9300	$29½	29	29¼	+ ¼
Mtl Trust	1000	$21¾	21¼	21¼	+ ½
Moore	16017	$40¼	39⅞	40	− ⅜
Morisn	5500	420	410	420	
Mtn States	2300	$14¼	14	14⅛	− ¼
Murphy	500	$31¼	30¾	30¾	− ⅝
N B Cook	1800	$7½	7½	7½	
NBU Mine	14600	$6⅞	6¾	6½	− ⅛
NSR Res	37300	125	116	117	− 3
Nat Bk Can	4183	$15⅛	15	15⅛	
Nat Drug	100	$16	16	16	+ ½
N Hees Ent	200	$11⅛	11⅛	11⅛	
Nat Pete	7500	350	340	350	
Neonar	1600	360	350	350	
NB Tel	840	$19¼	19⅛	19¼	
N Kelore	16000	106	100	102	− 4
N Que Regt	2600	$6	6	6	+ ⅛
N York Oil	900	255	250	250	− 5
Nfld Cap A	200	$11¾	11¾	11¾	
Nfld Cap B	3200	12	12	12	− 1
Nfld L P A

TORONTO (Revue de la semaine)

	Volume	Haut	Bas	Clôt.	Var.	1980 Haut	1980 Bas
A-B							
A.G.F.M	2500	$67⅞	67⅞	67⅞	- ⅛	71½	335
Abti Prce	162951	$25½	22⅛	25	+2	26⅞	17½
Abitbi 7½p	1290	$39	39	39	+1	44	35
Abitbi 10	798	$49½	49	49½	+ ½	52½	47
Acklands	36670	$14¾	14	14½	+ ½	17	13⅜
Acklnd 2p	100	$13⅜	13⅜	13⅜	+ ⅜	16	12
Adanac M	29000	390	355	365	- 30	734	300
Advocate	1600	180	150	150	- 5	290	110
Affon Min	2275	$46	45	45¾	- ⅜	55	22
Agnico E	200768	$15	13⅜	14⅜	- ⅞	24¼	9⅞
Agra Ind A	6600	$9¼	8¾	9		9⅝	1⅝
Ahed C	1500	95	95	95		195	75
Akaitcho	4400	210	200	200	- 15	355	140
Albany	61015	265	251	251	- 12	380	143
Alt Energy	86752	$25¼	24⅝	25	+ ⅛	26	12½
Alta Nat	2450	$23¼	22½	23	+1	26	13½
Alcan	326111	$39¼	37¼	39⅛	+1⅛	45	26¾
Algoma St	16447	$42½	39⅝	42½	+3	42½	28
Algoma St p	600	$23½	23	23½	+ ¼	26¼	20¾
Alum 3rd p	300	$23⅛	23	23⅛		26½	21½
Amcan	1200	315	300	315	+ 15	5⅛	200
Am Eagle	56500	450	365	440	+ 75	7⅞	340
Am Leduc	134566	106	100	102	- 4	185	56
Andres W A	3110	$16¼	15¼	16¼	+1⅛	17¼	9¾
Andres W B	300	$16	16	16	- ½	16¾	9½
Ang Am 6¼	225	$54	54	54		65	52
Ang CT 4½	388	$21½	21½	21½	- ⅛	27	19⅛
Ang CT 290	320	$28½	28	28	+ ⅞	33½	25⅛
Ang CT 315	370	$28¼	28¼	28¾	- ⅛	36	27⅛
Ang D Gld	26282	440	410	430	- 10	5	210
Ang U Dev	6400	240	231	240		475	220
Aquitaine	107873	$44⅛	40½	44¼	+3	70	35¼
Arbor C	4150	470	450	450	- 20	5½	97
Argosy	11700	124	116	116	- 9	160	43
Argus	125	13	13	13		23½	11
Argus 250 p	310	$23	23	23	+1	32	22
Argus B pr	835	$23½	22½	22½	- 1½	30	21
Argus C pr	1900	$6½	6¼	6½	+ ¼	8	5½
Asamera	35101	$18½	17¾	18¼	- ⅛	31½	17
Asbestos	2932	$30¾	30	30¼	+ ¼	38½	26½
Asoc Porc	20060	$10¾	9½	10	- ⅛	14	200
Astral	1900	450	420	420	- 40	5½	210
Atco A	3565	$26½	26	26¼	- ⅜	33¼	18¼
Atco I	1560	$8⅞	8⅞	8⅞		8⅞	8⅞
Atco II	700	$8⅞	8⅞	8⅞		8⅞	8⅞
Atl C Cop	5500	145	135	145	+ 15	180	75
Atlas Yk	83200	179	158	165	- 8	220	65
Augmitto	58740	$7¼	6⅝	6¾	- ½	7¾	6⅜
Ato Hard A	3100	$11½	10¾	10¾	- ½	14¾	9⅜
BBC M p	1825	$20½	20¼	20½	- ½	25½	19½
BC Sugar A	15623	$46½	22¾	24	+ ⅜	46½	16½
BC Sugar P	331	$11⅜	11¼	11¼		13¼	11¼
BP Can	37109	$40	38⅞	40	+1	57	35
Bachelor	38230	$5¾	5	5⅜	- ⅛	8¼	450
Bakertalc	48199	152	139	140	- 11	235	100
Banister C	19600	$15⅛	14½	14¾	- ¼	24½	11¾
Bank BC	1652	$45	44	44	- ½	48	27¼
Bank Mtl	105730	$31½	30⅛	30⅛	- 1⅛	34¾	22½
Bank N S	100142	$33½	32⅛	33¼	+ ⅜	37	22¼
Bankeno	23760	$10	9	10	+ ⅛	10⅛	415
Barbecon	1130	$15½	15¼	15½	+ ½	21	8⅝
Barex	26430	35	32	35	+2	45	20
Bary Expl	35900	145	125	125	- 11	275	125
Basic Res	34075	$12¼	11⅛	12¼	+ ½	21½	9¼
Bathrst p	600	$11⅛	11½	11⅜	+ ⅛	11⅜	9⅞
Baton B	2922	$19⅛	18¾	19⅛	+ ⅜	20¾	12
Bay Mills	500	$5⅜	5⅜	5⅜	- ½	7¼	5
Becker B p	1550	$13½	13	13	- ½	14½	7¾
Belding	100	275	275	275		310	220
Bell Canad	390644	$19¼	18¾	18¾	- ½	21⅛	17⅝
Bell A pr	357	57	57	57	- 1¼	61½	53⅜
Bell B pr	210	$56⅞	56⅞	56⅞		62½	54
Bell C pr	320	$23¼	23¼	23¼		28	21
Bell D pr	725	$57⅞	57	57	- 2	63¼	52¾
Bell 2.28	550	$28⅞	28½	28⅞	+ ⅜	32	26¼
Bell 1.80	9750	$18⅜	18	18⅛		21¾	16¼
Bell 1.96	3320	$23	22⅜	22⅜	- ⅜	25¼	20⅞
Bell 2.05	22546	$21½	20¾	21	- ⅛	24¼	20¾
Beth Cop	601	$37½	37	37	+ ½	40	18¾
Bighart O G	7000	$6⅜	6⅜	6⅜	+ ⅛	9⅜	6⅛
Biltmore I	600	$8	8	8		8½	5
Biltmo A p	900	$8	8	8		8¼	475
Bl Hawk	14500	80	72	78	- 2	105	35
Black Phot	2600	$32	29¾	32	+2⅜	32	12
Blackwod	1900	455	440	440	- 20	7½	425
Blake Res	10800	$8⅛	7¾	7¾	- ¼	8½	7⅜
Bluesky	58127	$16½	15⅜	15⅞	- ¼	18⅜	14½
Bluesky pr	6730	16	15⅜	15⅜	- ⅜	18	14½
Bombdr A	3176	$15¾	14¾	15	- 1	19¼	10
Bonanza Oil	47474	$11½	10¼	10¾	+ ⅛	15	8
Bonanza W	21420	470	415	430	- 20	7⅞	305
Border C	12000	430	390	430	+ 55	450	350
Bow Valy	174394	$21⅜	20	21	+ ⅜	27	11
Bow Vly 7	2495	$83	77¾	83	+4	96	70½
Brador Res	64482	$15⅞	14½	14¾	- 1¼	19	6
Bramalea	23297	$16⅜	15⅝	16	- ⅜	18	7⅝
Brascan A	35057	$35¼	34¼	34¼	- ¾	38⅞	21½
Brscn 8½	2500	$22⅜	22½	22½	- 1	27	22
Brenda M	14475	$26⅜	24	26	- ½	41⅜	18
Bright A	250	$16	15¾	16	- ½	16½	12
Brinco	37242	$11¾	11⅛	11⅝	+ ⅜	12⅞	6⅞
Brinco p	13771	$6⅞	6½	6¾	- ⅛	7¼	450
Br Am Bnk	215	$65½	65½	65½		80	43
BCFP	46236	$16⅜	15¾	16	- ⅜	18⅝	11
BC Pack B	100	$45	45	45	+2½	56	42½
BCRIC	678450	$6⅝	5¾	6⅛	+ ⅛	9	5¾
BC Phone	67243	$16⅜	16	16⅜	+ ¼	17⅝	13¾
BCPh 4½ p	425	$43	42	43	+1	52½	38¾
BCPh 4¾ p	170	$44½	44½	44½		54¾	42⅛
BCPh 1956	480	$45	43	43	- 4	57	42
BCPh 4.84	1000	$11⅞	11⅜	11⅜	- ⅜	15	10½
BCPh 5.15	225	$46¾	46¾	46¾		62	44½
BCPh 5¾ p	215	$54¾	54¾	54¾		68	52
BCPh 6 pr	210	$55¾	55¾	55¾		69	53
BCPh 6.80	752	$17	17	17	+ ¼	20½	15
BCP 7.04 p	300	$17½	17¼	17¼	- ¼	21½	16
BCP 10.16 p	770	$24½	24	24½	+ ½	28	23¼
BCP 2.32 p	100	$31½	31½	31½	- ¾	34	28⅜
Broul Reef	89200	293	252	290	- 15	465	78
Brunswk	26344	$15⅜	14½	14½	- ¾	18⅜	9⅜
Budd Can	4300	$8⅛	7¾	7⅞	+ ⅛	9¼	6¼
C							
CC Yachts	40050	435	380	435	+105	435	300
CAE	18452	$24	23	23½	- ¼	26¼	12½
CCL Ind	8300	$7½	7	7	- ½	8½	6
CIL	4869	$36½	35¾	36	+ ¼	36½	24⅝
CME Res	18900	435	410	410	- 10	5¾	220
Cad Frv	272114	$25	23¼	25	+1¼	29¼	17
Cal Frv A	1954	$7½	7¼	7½	- ½	9¾	7⅛
Cal Pow A	73076	$19⅜	18¾	18⅞	- ⅜	20⅝	13¾
Cal Pow B	250	$18⅜	18⅜	18⅜		20⅛	11⅜
Cal P 4 p	483	$48½	48½	48½		48½	48½
Cal P 4½ p	160	$55¼	55¼	55¼	- 1	56¼	53
Cal P 5 p	215	$60	60	60		60½	55½
Cal P 7 p	230	$71½	71½	71½		92	65¼
Cal P 7½ p	210	$75¼	75¼	75¼		92	65¼
Cal P 10 p	40	$100	100	100		110	93
Cal P 9.80	662	$99	98¼	99	+ ¾	108	90
Cal P 9.75	315	$96	96	96	- 3	103	88½
Cal P 2.36	1575	$23¼	23	23	- ⅛	27½	20
Cal P 8¾	240	$88½	86¼	88½		101½	81
Calvrt Dle	10300	$6½	6	6½	+ ⅛	7	240
Calvert	59000	274	245	270	+9	385	175
Camchib	2000	$9	7½	7½	+585	9	165
Camel O G	16150	$9½	8⅝	8⅞	+ ⅛	10¾	8
Camflo	63230	$34¾	32	34	- 3	51	15¾
Camp RL	164210	$61¾	56¾	61	- 1⅜	94¾	32
Camp Res	2400	$13¾	12¾	13¾	+ ¼	18½	7¼
Can Cem	45038	$13⅜	13¼	13½	- ⅜	15	10⅝
C Cem 6½	370	$12	11¾	11¾	- ½	16¼	11
CCem 2 p	5475	$15¾	14	15¾	+ ⅝	16½	13⅜
CDC	17847	$14⅞	13¾	14¼	+ ⅜	15⅞	9⅜
CDC pr B	1812	$158	153	157¼	+3¼	170	122
CDC 1980	110997	$21¾	21	21	- ⅛	21⅞	20⅛
Can Malt	10120	$40¼	39¾	40	- ¼	41½	28
C Nor West	25585	$27¾	35	35¾	- 2¼	42⅜	16⅛
CanP Ent	172308	$23¾	22⅜	23⅜	+ ⅜	33	17⅞
C Packrs	1237	$33¼	32½	32½	- ½	36	28½
Can Perm	44839	$20½	19¾	19⅞	- ¼	21½	15½
CPerm 6¾	1180	$23½	22½	23½	+ 1	25	18⅛
CPerm 8	z70	$20⅜	20⅜	20⅜		24	18
CS Pete	73100	$12¾	10⅞	12½	+ 1¾	30½	9⅝
Can Trust	72665	$28⅜	27½	27½	- ¾	28⅝	18
C Trust 7¼	10500	$20⅝	20⅛	20⅜	+ ⅜	22½	15
C Trust 7¾	143	$23	23	23		23	18
Can Trust w	300	$9¼	9¼	9¼	+ ¼	9½	6½
C Tung	1900	$40	38	38	- 2½	52	22
Cdn Arrow	2600	180	165	165	- 20	288	90
CCablesy A	58763	$13¼	11⅝	12⅝	- 1⅛	19½	5⅜
CCablesy B	182700	$13½	11⅝	12⅜	- 1⅛	17	5½
CC Man X	1100	$11	11	11	+ ⅛	13	10⅞
CC Man Y	1700	$10⅞	10⅝	10⅝	- ¼	12¾	10½
C Curtis	4000	115	115	115	+5	155	85
C Formst	1385	$13½	13	13½	+ ½	15½	5½
C Found pr	530	$10⅝	10⅜	10⅜		12	8¾
CGE	35510	$34	34	34	+2	34	26¼
CG Invest	1550	$24⅜	24¼	24⅜		25¼	19¼
CI Bk Com	297674	$29⅜	28¼	29⅝	+ ¾	29⅞	22
C Lencour	80550	105	100	100	- 9	300	29
C Manoir	14140	$5½	5½	5½	- ⅛	7½	475
C Marconi	5217	$22⅜	22⅛	22¼		25	15¾
Cdn Nat Res	187505	$26⅜	22½	24⅜	- ⅜	29	8½
C Nat 8.50	2450	$55½	51½	54		62	27
C Ocdental	57129	$16⅞	16⅛	16½		17½	11½
C Ocdntl p	1500	$24½	24½	24½		27	22
CP Ltd	329963	$44	40	43¾	+3	52⅝	34½
CPL A p	1883	$8⅝	8½	8½		9½	7¾
CPL 4 p	1000	$6¼	6¼	6¼		8¼	6
C Reserve	1626	$19⅜	19	19	- ½	24½	17¾
Cdn Tire	7370	$32⅝	30½	31¾	+ ⅜	32⅝	23
Cdn Tire A	31019	$33½	32¾	32¾	- ¼	33½	23½
C Ulities	1233	$23	22½	23	+ ½	27	18¼
CUtil 6 pr	z50	$54¾	54¾	54¾		76	52
C Util 10¼ p	2970	$25¼	24¾	25	+ ¼	27⅞	23⅛
C Util 9.24	2700	$23½	23	23½	+ ¾	26⅜	21
C Util 7.30	100	$17¼	17¼	17¼	- ¾	23½	17
CUtil 2nd	2900	$26⅛	25½	25½	- ⅜	27¾	24½
CWN G 4 pr	z50	$7¾	7¾	7¾		9¾	7
CWN 5½ p	100	$10⅞	10⅞	10⅞		12½	9¾
Canbra	400	$7⅞	7¾	7⅞	- ⅛	9½	430
Candel Oil	1264	$33⅜	32	33	- 2	37	19¼
Canray Res	13025	300	290	291	- 4	430	251
Canron A	102053	$18½	17¼	18¼		20½	12⅝
Cara	12601	$8½	8	8⅛	- ⅛	10⅛	6¾
Cara A	22076	$8¼	8	8	- ⅛	8¼	6½
Carl OK	34000	$8⅜	7¾	8⅛		12½	5¾
Carl A p	1100	$21½	21	21½	+ ½	25¼	20
Carl B p	z175	$24	24	24		30⅛	23
Carma A	15283	$16¾	16¼	16¼	- ½	17½	6
Carma 8.75	600	$16⅜	16⅜	16⅜	+ ¼	19¾	16
Carolin M	26250	$36	33	35½	- 1¼	58	11⅜
Cassidy L	400	410	410	410		475	350
Celanese	80383	$11⅜	10¾	10⅞	- ½	11¾	5
Celan 175 p	500	$16	15¾	15¾	- ¼	19	15
Cfl Est A	293	$11⅞	11¾	11⅞		13	10
Cent Pat	8300	$6¾	6¼	6⅝	- ⅛	9	275
Chancellor	15783	$5½	5¼	5¼	- ¼	7¾	425
Charter Oil	15900	300	285	295	+ 5	450	240
Cherokee	10950	$10	9½	9¾	- ⅛	16	8½
Chib Kay	269842	58	52	57	- 1	87	24
Chib Kay r	830760					19	12
Chieftan D	46036	$24¾	22	24	+2½	30½	13¼
Chimo	1125	335	305	305	- 35	450	200
Chromaco	1100	255	240	240	- 110	450	205
Chrysler	8451	$6⅞	6⅜	6⅜		13½	5⅛
CHUM B	11560	$14¾	14½	14¾	- ¼	15	10
Clarion	25184	$8⅜	8¼	8⅜		9½	6¼
Cockfield	3000	400	375	375	- 15	6¼	355
Coin Lake	26700	139	110	130	+2	190	34
Comaplex	26477	315	290	315	- 5	440	225
Comiesa	5900	245	231	235	- 11	310	231
Cominco	44057	$69⅝	67	67¾	- 1⅞	81	47½
Cominco A	3420	$23	22½	23	+ ¾	26¾	21½
ComCap T p	1200	$9¼	9¼	9¼	- ¼	11	8¾
Comrcl O G	54650	425	380	420	+ 10	5½	315
Computlog	5405	$14⅜	13¾	14	- ⅛	19½	12¾
Comtech	1700	400	390	400	+ 10	400	260
Coniagas	23000	440	395	420	- 5	6⅜	155
Con Bath A	28664	$23⅜	22¼	22½	- 1	25¾	13½
Con Bath p	2983	$16¼	15	15	- 1⅜	17¾	13¼
Con Fardy	7946	335	320	330	- 5	450	260
C Durham	78875	495	425	495	+ 30	6	176
C Marben	32200	195	170	195	+ 20	430	150
Cons Pipe	750	$6¼	6¼	6¼	- ⅛	8	5¾
Cons Prof	122034	270	231	245	- 12	425	145
C Rambler	3400	460	450	460		7½	360
C Rexspar	16933	120	105	110	+2	135	50
Consoltex	1000	$6¾	6⅛	6⅛	- ½	10	5⅜
Con Distrb	82533	$10	9½	9⅞	+ ¼	10⅞	7⅛
Con Glass	485	$18⅛	18	18	- ⅛	21	16¼
Control F	5000	450	425	450		450	300
Conventrs	30825	$13⅞	13	13⅞		21	12¾
Conwest A	1680	$7¾	6⅞	7¾	+ 1	9⅞	330
Conwest B	3600	$6½	6¼	6¼		8	425
Cop Fields	12883	$21¼	20¼	21⅛	+ ⅛	21⅜	11⅛
Corby vt	1825	$27	25⅛	27	+2	30	14
Corby B	420	$25	25	25	+ ¼	28	14
C Falcon C	320301	$15¼	13⅛	15⅛	+ 1⅞	15⅞	8¾
Coseka R	152725	$23	21½	21⅞	- ⅜	31½	11
Coseka 7 p	7600	$12¾	11½	12		13½	10⅝
Costain Ltd	8700	$10⅛	10	10		11⅜	6½
Courvan	18900	164	144	160	+5	335	103
Craigmt	14894	$6¼	5½	6¼	+ ⅜	7¼	5¼
Crain R L	6725	$15½	14	15	+1	16⅞	10
Crestbrk	1550	$29½	27½	28½	- ½	33	17
Crwn Life	1291	$93	92	92	- 2	98	62
Crwn Trst	z76	$16¾	16¾	16¾		27½	16⅞
C Zelrba A	1807	$29⅞	28¼	29⅞	+ ⅜	31	20
Crush Intl	16035	$18	17⅜	17⅝	+ ⅛	18½	11⅛
Cullaton	38344	$13⅜	12⅜	13	- ¾	16⅞	10½
Cuvier M	34300	115	93	102	- 8	149	60
Cyprus	26210	$21¾	20	20⅜	- 1½	34	15¼
Czar Res	47845	$15⅞	15	15	- ¾	21⅞	13¼
D-G							
DRG Ltd A	1500	$7¾	7½	7¾		8½	5⅛
Dalco Pet	73700	$12¼	11¼	11⅞	+ ⅜	12¾	7
Dale-R pr	400	$6⅛	6⅛	6⅛	+ ⅛	8½	5⅞
Daon Dev	61516	$12	11⅝	12	- ⅛	12⅞	480
Daon A	1600	$7	6¼	6¼	- ½	7¾	5¾
Daon 8¾ p	1000	$7¾	7⅝	7⅝	+ ⅛	9	7
Daon 9½ p	2000	$8⅜	8⅜	8⅜	- ⅛	10	7½
Deiour Mn	257650	160	136	151	- 4	250	63
D Eldona	115616	275	250	270	+7	445	151
Delhi Pac	916230	220	157	219	+ 54	220	75
Denison	39618	$58	55½	55½	- 1⅞	60⅛	35½
Dicknsn A	244243	$11	8½	10½	- ⅝	16¾	8½
Dicknsn B	49828	$10	8¼	9¼	- ½	17	8¼
Digtech	5483	$10⅞	10½	10¾	+ ¼	13½	5¼
Discovry	31665	420	350	405	+ 20	6⅜	160
Dist Tr A	200	$7	7	7	- ½	8½	6½
Dofasco A	34865	$42	40	41¼	+1⅛	43½	30¾
Dofasco B	z1	$40⅞	40⅝	40⅞		38⅝	38⅜
Dofasco 4¾	200	$46¼	46¼	46¼	- 1½	57⅛	46
Dofasco 235	7900	$23	22½	22⅝	- ⅜	24	21⅜
Dofasco wt	12340	$10¼	9½	10¼	+ ⅛	11¼	9½
Doman I	8600	$10⅞	10½	10½	- ¼	13	6⅜
Dome Mine	50917	$96	89½	93½	- 1½	154	59
Dome Pete	563515	$83¾	76½	82⅜	+5⅛	93¼	52¼
DPete A p	6550	$19⅝	18⅞	19	- ½	22	16¼
DPete B p	3725	$19½	18¾	18¾	- ½	22	16¼
Dom Ang p	z30	$41¾	41¾	41¾		43	43
D Bridge	12709	$20¾	19⅝	19¾	- ¼	23¾	14⅜
D Citrus	3600	480	460	470	+5	57⅜	435
D Dairies	z2	$27¾	27¾	27¾		23	22½
DExplor	267150	250	185	240	+ 22	350	58
D Scotish p	270	$22¼	22¼	22¼	+ ¼	27	22
Dom Store	15621	$23¾	22¾	23	- ⅜	23¾	16¾
D Textie	11857	$18½	18½	18⅝	- ⅜	19	12⅛
Domtar	40699	$28⅝	27⅞	28⅛	- ½	30¾	21¾
Domtar pr	1090	$12	10	12	+1½	12	9⅛
Dover Ind	z50	$15¼	15¼	15¼		18	12½
Dover pr	z17	$6⅞	6⅞	6⅞		7	5½
Dr Mc C A	5144	$12	11⅝	11¾	+ ⅛	12¼	10
Dunde Pal	4300	120	111	115	+5	204	70
Dunraie	41283	300	260	290		350	69
Du Pont A	7903	$32⅜	30¼	30½	- ½	34½	24½
Dustbane	1500	$8⅞	8¾	8¾		9⅞	7
Dylex Ltd	900	$15½	14½	15¼	+ ¼	15½	9
Dylex L A	23224	$15⅝	15	15	- ⅞	16	8¾
Dynamar	37403	$5¾	5⅜	5⅜	+ ⅛	6¾	315
E-L Fin	4050	$13	13	13	+ ½	14¼	11
E-L Fin p	1840	$14	13¾	13¾	- ¼	14	11⅜
Est Mirtic	12986	475	400	450	- 50	9¼	243
East Sul	3260	430	410	410	- 20	495	250
Estn Prov	2500	$23	22	23	+ ¾	23	6
Econ Inv	600	$30	29	30	+2	30½	20
Econ Inv p	z70	$23	23	23		30	23¼
Ego Res	76430	228	214	222	- 1	335	160
Electro K	500	75	75	75	- 25	150	60
Electhome	14150	$14⅞	13¼	13¼	- 1½	17½	425
Electhom p	1000	$55¾	55¾	55¾	+2¾	89	53
Emco	7445	$14	13½	13½	- ⅜	14½	10⅛
Enrgy Res	21225	300	260	300	- 5	375	155
EquiTrust	5308	$7½	6⅞	7½	+ ½	7½	340
Extndcar	9657	$14	13¾	13¾		14¼	8¼
Extndcar A	6705	$14	13⅝	13¾	- ¼	14½	8¼
FCA Intl	11700	485	470	485	- 10	5½	420
Fibrg Nik	14571	$96	90½	95	- 2½	161	79
Fathm Ocn	4900	249	240	245		295	200
Fed Ind A	8130	$14¾	13½	13¾	- 1	15¼	6⅜
Fed Pion	300	$47	46	46		51	33½
Fidelity Tr	500	330	330	330		5	330
Fidelty Tr p	300	$14	13¾	14	- 1	17¼	11¾
Finning T	785	$32½	32	32		34⅞	17
Firan Gndl	8900	195	180	190	+ 20	250	55
Fireco SA	200	215	215	215		360	175
F Calgary	28607	$5	460	475	- 25	6	227
F Calgry p	2431	$16¼	15	15½		16¼	15
F City wt4	1100	$10½	10	10½	+1½	10½	250
F Cty Tr A	300	$9½	9½	9½	- ¼	11⅞	9
F Cty Tr B	1150	$7¾	6¾	7½	- ¼	9¾	6½
F Cty Tr C	100	$6½	6½	6½	- ¾	8	6
F Mar	19400	285	270	275	- 5	385	170
Foodex p	33845	$5¼	5	5⅛	- ⅛	7⅜	5
Ford Cnda	375	$48	47½	47½	- ½	58	42¼
F Sea A pr	1350	$7	6⅜	7		8¼	6⅛
Francana	11856	$19⅛	17⅜	18½	+ ½	29	12
Fraser	6350	$23½	22¾	23¼	+ ¼	25½	15
Fruehauf	1000	$11	10¼	10¼	- ¾	13¼	9¾
G&H Steel	1300	280	275	275	- 5	296	150
G M Res	23737	$6⅛	5⅞	6	- ¼	8¾	5⅜
GSW Cl A

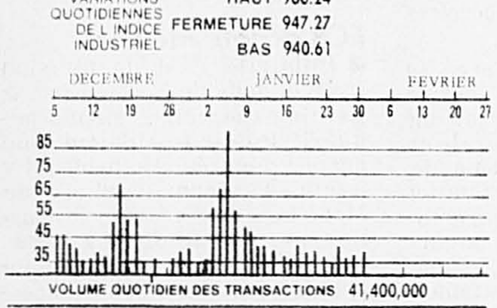
NEW YORK

(Selon les 30 plus gros titres de Dow Jones)



VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE INDUSTRIEL

HAUT 960.24
FERMETURE 947.27
BAS 940.61



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS 41,400,000

INDICES À LA BOURSE DE NEW YORK

	Ferm.	Var.
COMPOSÉ	74.27	−0.42
INDUSTRIELLES	86.53	−0.72
TRANSPORTS	74.35	+0.30
SERVICES PUBLICS	38.28	+0.23
FINANCE	68.53	−0.09

par AFP

NEW YORK — La reprise amorcée la veille à Wall Street a pris fin, vendredi, en début d'après-midi. L'indice des industrielles à clôturé à 947.21 en baisse de 1.63 point après des gains de près de 7 points. Quelque 41 millions d'actions ont été échangées. Les investisseurs sont demeurés encouragés par la poursuite de la baisse du «prime rate» bancaire. Mais de nouveaux signes de ralentissement de l'économie ont suscité des dégagements. Le taux de productivité de l'industrie américaine a chuté de 1.1 pour cent au dernier trimestre de 1980 et l'indice des principaux indicateurs économiques a diminué de 0.8 pour cent en décembre, enregistrant ainsi son premier déclin depuis mai.

Valeurs	PB	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. Net
ACF In	8	284	51½	51	51	
AMF Inc	8	727	22	21¾	21⅞	
AM Intl	50	322	13¼	12⅞	13	- ⅛
APL		19	7¼	7⅛	7⅛	- ⅛
ARA Sv	6	116	34	33½	33¾	+ ⅛
ASA Ltd		585	54¼	53	53½	- 1¼
ATO Inc	6	88	17⅞	17⅝	17¾	
Abbt Lb	16	178	55¾	55	55	
Acme Cl	7	26	25½	25¼	25¼	- ½
Aetna L	5	795	34	33⅜	33¾	+ ⅜
Aileen	7	45	3⅞	3⅜	3⅞	+ ⅛
Air Prd	11	182	44	43½	44	+ ¼
Aairb Ft	10	182	17⅞	17¼	17½	- ¼
Akzona	33	70	13⅝	13⅛	13⅜	+ ⅛
Alask In	5	294	30¾	29½	29¾	- ¾
Alberto	5	11	14¼	14	14⅛	+ ⅛
Alcan	5	535	32½	32⅛	32½	+ ⅛
Alco Std	6	20	34¼	33¾	33⅞	- ⅜
Alexdr		110	13⅜	13⅛	13⅜	- ⅛
Alleg Cp	6	65	30	29	30	+ ½
Allg Lud	5	304	38	37	37¾	+ ¼
Allg Pw	6	110	13⅞	13½	13⅞	+ ⅜
Allen Gp	7	44	16½	16¼	16¼	- ⅛
Alld Ch	6	637	51¼	49¾	50	- 1¼
Alld St	6	2380	21½	20⅝	21½	+ ¼
Allis Ch	9	45	33¾	33⅛	33¾	
Allr Au	11	7	15⅞	15⅝	15⅝	
Alph Pr	10	1	14½	14¼	14½	
Alcoa	5	362	61⅜	60⅛	61⅞	+ ⅝
Am Sug	9	52	52⅛	51¼	51½	+ ⅛
Amax	5	559	42⅜	41¾	42⅜	+ ¾
A Hess	6	1671	38¼	36	36⅝	- 1¼
AmAir		282	10⅛	9⅞	9⅞	- ⅛
AAir wt		179	3⅜	3¼	3¼	
A Brnd	5	129	76¼	74⅜	74⅝	- 2⅞
ABC	5	695	28⅝	28⅛	28⅜	+ ¼
Am Can	6	72	29⅞	29½	29¾	+ ¼
A Cyan	9	1949	30½	29⅝	30¼	+ ⅞
A DisTel	9	49	26⅛	26	26⅛	
Am EIP	7	619	17¼	17	17¼	+ ⅛
Am Exp	8	2190	44⅛	42¾	43½	+ ⅜
A Gnins	7	115	38	37½	38	+ ½
Am Hoist	6	54	21⅛	20⅞	20¼	- ⅝
A Home	11	939	30¼	30	30⅛	+ ⅛
Am Hosp	14	661	46¾	45½	45½	- 1¼
AMI	18	134	39⅜	38⅞	39⅜	+ ¼
Am Mot		259	4¼	4	4⅛	
ANat R	9	181	46¾	46¼	46½	- ¼
Am Std	6	162	32⅜	32	32	- ¼
A Steril	9	130	8¼	8	8	- ⅛
Am TT	6	5640	52⅜	51⅞	52⅛	+ 1
Amfac	5	179	28⅛	27¾	27¾	- ¼
Amp In	13	359	47¼	46⅜	46⅜	- ⅝
Ampco	6	6	30⅛	30¾	30⅝	+ ⅛
Amrep	10	22	9½	9⅜	9⅜	
Am'Star	4	149	26¾	26⅜	26½	- ⅛
Analog	25	6	34⅜	34⅛	34⅜	- ⅛
Anchr H	6	97	17⅜	17	17¼	
Angelica	9	125	12¾	12	12	- ⅛
Anheus B	9	712	u32⅞	32¼	32¾	+ ⅜
Anixter	12	112	29¼	28¼	28¼	- ¾
Apache	22	124	30¼	29⅜	29¾	- ⅛
Apld Mg	16	140	18	17¾	17⅞	+ ⅛
Arcat C	9	86	29¾	29⅛	29⅜	+ ⅜
Arch D	9	960	33	30¾	31¾	- 1⅛
Arct E		61	2⅜	2⅛	2⅜	+ ⅛
Ariz PS	6	341	16⅞	16½	16⅞	+ ⅛
ArlnRty		124	2½	2¼	2⅜	- ⅛
Armco St	8	140	35¾	34¾	35⅝	+ ⅝
Arm R		145	u25	23¾	24⅞	+ ⅞
Arm Win	8	491	15¼	14⅝	15	+ ⅜
Asarco	4	396	39⅜	38½	38¾	- ¼
Ashld O	6	156	31⅞	31⅛	31¼	- ⅜
Asd Drg	7	630	25⅜	25¼	25¼	- ⅛
Atl Rich	9	1808	60⅝	58¼	58¼	- 1½
Atlas C	21	8	16¾	16⅝	16⅝	- ¼
Auto Dat	18	94	48	47½	47⅝	+ ⅜
Avco Cp	4	725	27⅜	27	27⅛	- ¼
Avery In	8	879	21¾	21⅜	21½	+ ¼
Avnet	9	368	44⅞	44	44¼	- ½
Avon	8	493	34	33⅜	33⅞	+ ⅛
Bache	6	52	21	20⅜	20½	- ½
Bakr Int	18	441	44⅞	43⅜	43⅜	- 1
Bald U	7	61	38⅞	38⅜	38⅝	+ ⅛
Ball Cp	5	30	25½	25½	25½	
Bally	9	595	18⅝	18⅜	18⅜	
Bandag	10	693	22	21¼	21⅜	- ⅜
Bangor P	6	36	32¾	32⅜	32½	
Bk of Va	6	18	13¾	13½	13⅝	- ⅛
Bnk Am	6	2629	27½	27	27	- ⅛
Banner	10	25	10¼	10⅛	10⅛	+ ⅛
BardCR	14	103	23⅞	23⅛	23⅜	- ⅛
Bas Re	24	75	6⅞	6⅝	6⅝	- ⅛
Bausch	11	1001	50¾	50	50	
Baxt Tr	15	179	51	50⅜	50⅝	- ¼
Beat Fd	6	345	18⅛	17⅞	17⅞	- ⅛
Beckmn	21	335	37	36½	36½	- ¼
Bect Dic	15	133	48¼	47⅜	47⅜	- ½
Belco Pt	9	89	62	61⅛	61⅛	- ½
Beldn H	7	7	5⅝	5⅝	5⅝	- ⅛
Bel How	8	39	26⅛	25⅞	26	- ⅛
Bell Ind	7	202	12⅜	11⅝	12⅛	+ ½
Bendix	8	2219	61⅞	61¼	61⅝	+ ⅜
Bentl Cp	7	2421	21	19½	20¼	- ⅝
Benguet	7	726	7⅞	7⅜	7⅜	- ⅛
Berkey	8	51	4⅜	4¼	4⅜	+ ⅛
Beth Stl	9	624	26	25½	25⅞	
Black D	8	677	18½	18⅛	18⅛	- ¼
Blair Jhn	6	221	17¼	17	17	- ¼
Bliss L	6	1	15¼	15¼	15¼	
Block H	13	40	33¼	32¾	33	- ¼
Blue Bel	7	4937	33⅞	31¾	33⅝	+ 1⅞
Bob Brk		11	3⅝	3¼	3¼	- ⅜
Boeing	7	1240	40¼	39⅝	39¾	- ¼
Bois Cas	7	247	34½	34¼	34½	+ ⅛
Borden	6	578	26¾	26¼	26½	
Borg W	7	77	41¼	39¾	40⅛	- 1⅛
Bos Edis	5	37	20½	20¼	20⅜	+ ⅛
Braniff		701	4¼	4	4⅛	
Brist My	12	576	49¼	48½	49¼	+ ½
Brit Pet	4	90	39⅛	38⅝	38¾	- ⅛
Brkwy Gl	6	85	15½	15⅜	15½	
Bwn Shp	6	4	26¾	26¾	26¾	
Bwn Gp	5	4	31	31	31	
Brwn Fr	14	892	27⅛	27	27	
Brnswk	11	4717	14⅞	14	14⅛	- ⅛
BrushW	10	85	32⅜	32⅛	32⅜	+ ⅛
Bucy Er	9	973	21¾	20⅞	21¼	+ ⅜
Buf For	10	307	29¼	27⅜	29¼	+ 1¼
Bunkr H		7	15⅞	15⅞	15⅞	
Bunk Ra	10	49	40¾	40½	40⅝	+ ¼
Burl Ind	6	56	18⅞	18½	18½	
Brl Nr	9	2087	68¼	65¼	67⅞	+ 2⅝
Burndy	11	20	39⅝	39¼	39⅝	+ ⅜
BrnsRL	16	237	7¼	7	7	- ⅛
Burrghs	25	635	50⅞	50	50⅛	- ½
Butte	13	66	24¾	24⅜	24⅜	- ⅛
CBI Ind	17	68	57	56	56	- ⅝
CBS	8	250	50¾	50⅛	50¾	+ ⅝
CCI	7	452	11¼	10½	10⅞	- ¼
CLC	9	63	16¼	14⅝	16¼	+ 1¼
CNA Fi	4	59	15¼	14⅝	14⅝	+ ¼
CPC Int	7	168	60¼	59½	59⅝	+ ⅛
CSX		1595	u53	51½	52½	+ 1¼
CTS Cp	10	28	23	22⅞	22⅞	- ⅛
Cabot	6	724	28⅝	27½	27½	- 1⅛
Cadenc	5	8	8⅞	8¾	8¾	- ¼
Caesars	8	637	12¼	11⅞	11⅞	- ⅛
Callahn	7	82	24⅝	23⅞	23⅝	- 1¼
Camp RL		104	51½	50½	50⅝	
Camp Sp	8	111	32⅞	32⅜	32¾	- ⅛
Cdn Pac		699	36¾	35⅞	36¾	+ 1½
Can PE		123	19¾	19⅜	19¾	+ ⅜
Cap Cit	12	65	62¼	60¾	61¾	+ ¾
Cap Hld	6	352	19⅛	18¾	18¾	
Carling		80	7	6⅞	6¾	- ⅛
Carnat	7	49	27¾	27½	27½	- ¼
Carr Gn		30	13⅜	13⅛	13⅛	- ½
Cart Hw	8	288	20¼	19½	19½	- ⅛
Cart W	9	770	u12½	11¾	12¼	+ ½
Castl Ck	18	166	12½	11⅝	12⅛	+ ⅜
Catrp T	8	263	55¾	55⅛	55½	+ ⅛
Celanse	8	102	64¾	64½	64¾	- ¼
Cenco	15	536	10	9¼	9⅜	- ⅛
Centex	7	153	38	37¾	37¾	
Cen SW	5	469	12⅞	12⅝	12⅞	+ ⅛
Cn Soya	6	96	16¼	15⅝	15¾	- ¼
Cen Tel	7	99	25	24¾	24¾	- ⅛
Cessna	15	244	27½	26½	27¼	+ ⅝
Chmp I	8	454	23¾	23⅛	23½	+ ⅜
Chmp S	8	168	9	8¾	8⅞	
Chart Co	2	402	17⅛	16⅝	16⅝	- ⅜
Chase M	4	367	44¼	43½	43⅞	
Chlsea	8	8	7¾	7¾	7¾	- ⅛
Chm NY	4	461	46	45¾	45⅞	- ⅛
Ches P	11	375	33¼	32⅝	32¾	
Choc FN	8	11	6⅞	6¾	6¾	
ChrisCft	7	212	31¾	29⅞	31¾	- ¼
Chroma	8	332	22¼	21⅜	21⅜	- ⅜
Chrysir		941	5⅞	5⅜	5⅜	- ⅛
Cin Mil	13	594	30¼	29½	30¼	+ ½
Cificrp	6	2149	23¼	22⅜	22⅞	
Cities Sv	8	1210	46	43¼	44¼	- 1¼
City Inv	6	580	22⅝	21¾	21¾	- ⅞
Clark Eq	8	31	35⅜	35¼	35⅜	- ⅛
Clark Oil	4	137	25⅞	24⅝	25	- ⅞
Clev Clf	11	681	36¼	35	35½	- ⅝
Clev Ef	7	715	14⅞	14½	14¾	+ ¼
Clorox	7	681	10⅜	10¼	10⅜	- ¼
Cluett P	6	450	u11¼	10½	11⅛	+ ⅜
Coast Cp	9	1145	36⅞	35⅛	35⅝	- 1¼
Coca Btl	18	809	9¼	9¼	9¼	
Coca Col	10	346	33⅝	33¼	33¼	- ½
Cldw Bk	10	12	24½	24	24	- 1
Cole Nt	11	22	20	19½	20	+ ½
Coleco	4	151	7⅜	7⅛	7¼	- ⅛
Colg Pal	7	830	14⅞	14⅝	14⅝	
Col Aik	8	30	9¼	9	9	- ⅛
Col Penn	4	187	16¾	16½	16⅝	+ ⅛
Colt In	6	47	47⅜	46½	46½	- ½
Col Gas	8	252	39⅛	38	38⅛	- ¾
Col Pic	8	183	40⅜	40	40	- ⅜
Cmb En	13	238	42½	41¼	42½	+ 1
Com Ed	6	1145	18¾	18¼	18⅜	- ¼
Comsat	10	190	44½	43¾	44	- ⅛
Cmpugrp	25	118	25⅜	24⅜	25	+ ⅜
Comp S	11	105	20¼	20⅛	20⅛	
Conoco	7	740	61⅝	60	60	- 1⅞
Con Ed	5	315	24¼	24⅛	24½	- ⅛
Con Fds	6	258	25	24½	24⅞	+ ¼
Con Frt	8	99	26⅜	26⅛	26½	
Con NGs	9	108	53⅜	52¾	52¾	- ¼
Con Pow	6	325	16⅞	16⅛	16⅞	+ ⅜
Cont Al		247	10	9¾	9¾	
Cntl Cp	5	208	25¾	25	25¼	- ⅜
Cont Gp	6	178	33⅜	33	33	- ½
Cont Tel	7	537	15½	15	15⅜	+ ⅜
Con Dat	8	851	65½	63¾	63¾	- 1¾
Cook Un	45	154	5⅞	5⅝	5⅞	+ ⅛
Coop In	11	501	49¼	47½	47¾	- 1¾
Coop Lb	8	230	34¾	32¼	33½	- 1⅝
Copw Cp	8	3	27	26⅞	26⅞	- ⅛
Cordura	21	412	11	10⅝	10⅞	+ ⅛
Core In	12	53	23⅜	23⅜	23⅜	
Corn Gl	10	89	60	59⅜	59⅞	
Cowles	17	1	29	29	29	+ 1⅛
Cox Br	16	26	56½	56	56	- ¼
Crane	10	160	40½	40¼	40¼	- ⅛
Crock N	5	79	36⅞	36⅝	36¾	+ ⅛
Crom K	6	8	21¼	20¾	21	+ ⅛
Crou Hl	14	364	35¾	34¼	35	- ¾
Cr Crk	7	133	32¾	32¼	32¼	- ⅜
Cr Zell	13	340	46⅛	46	46⅛	+ ⅛
Cum En		534	34⅛	33⅝	34	+ 2¾
Curt W	10	1027	44½	43⅞	44⅛	+ ¼
Curt WA		13	49	48½	49	- ¾
DPF	4	28	6⅜	6¼	6⅜	+ ⅛
Damon	26	151	9	8⅞	9	+ ⅛
Dan Riv	5	126	18	17¾	17⅞	+ ⅛
Dana Cp	12	194	24⅞	24½	24½	
Dart Kft	6	193	43½	42⅜	43¼	- ¼
Data G	10	157	51¾	50⅝	50⅝	- ¼
Data T	25	498	14⅛	13⅞	14⅛	
Davco	8	122	13¼	12⅜	12⅝	+ ⅛
Dayt Hud	8	185	45½	45	45⅜	
Dayt PL	7	92	13½	13¼	13¼	
Deere	11	1054	42¾	42	42¼	
Delm P	6	81	11⅜	11¼	11½	+ ⅛
Delta A	10	1499	u66½	65½	65⅝	+ ⅛
Delton		44	12⅜	12¼	12⅜	- ⅛
Den Mf	7	63	17½	17	17	- ½
Denny	10	49	22⅛	21⅞	21⅞	- ¼
Dentply	12	24	16½	16¼	16½	+ ⅛
De Soto	6	7	13⅞	13⅝	13⅝	- ¼
Det Ed	7	227	11½	11¼	11½	+ ¼
Dexter	10	26	29⅜	29¼	29¼	
Di Gior	7	51	9	8¾	8⅞	
Diam Int	11	23	33⅜	33½	33⅜	+ ¼
Diam S	9	539	33½	32¾	32⅞	- ⅜
Diebold	14	162	50½	49⅛	49⅜	- 1⅛
Digital	15	2608	88	86½	86½	- ⅞
Dillingh	7	365	19⅜	19⅛	19¼	+ ⅜
Disney	13	714	53	52¼	52¼	
Diver I	5	267	5	4¾	5	+ ⅛
Dr Pepp	9	164	11⅞	11⅜	11¾	+ ⅛
Dome		281	79⅞	77½	78½	- 1⅝
Donald	15	2	20⅞	20⅞	20⅞	
Donnely	9	1156	34⅜	33½	33½	- 1⅛
Dorsey	7	48	20½	20¼	20¼	
Dover	14	122	56⅛	55¾	56	- ⅛
Dow Ch	8	2774	34¾	34¼	34¼	
Dravo	16	27	40	39⅞	40	+ ⅛
Dress I	14	1148	47½	46	46	- 1⅜
duPont	9	3712	45⅜	44⅛	45⅜	+ 1⅜
Dun Brd	17	48	59¾	59	59¾	+ ¾
Dug Lt	7	144	12⅞	12⅜	12¾	
Dyn A	5	54	9¾	9⅝	9¾	+ ⅛
EGG	19	234	37⅝	36¼	36¼	- 1
E Sys	23	40	43⅜	43¼	43⅜	- ⅛
Eastn A		300	7¾	7⅝	7⅝	- ⅛
East GF	10	493	25⅜	24¾	25	
Eas Kod	10	693	70¾	69½	69⅝	- ½
Eaton	4	164	29¼	28½	29	+ ⅜
Echlin	28	107	13⅞	13⅜	13¾	+ ⅛
Eckrd J	11	174	33⅜	32⅜	32⅞	+ ¼
ElPaso	14	742	23⅜	22½	22⅝	- ½
Elec A	11	50	7⅜	7⅛	7⅛	- ⅛
ElMeMg	12	123	6⅜	6	6⅛	
Emer E	10	756	37¼	36¾	37⅛	- ⅛
Emery	12	103	14⅞	14⅜	14½	
Emhart	6	47	31⅜	30¾	31¼	+ ⅝
Engl MC	6	703	47½	46⅛	46¾	+ ⅜
Ennis B	6	1	15⅝	15⅝	15⅝	+ ¼
Envrtec		23	13⅜	13¼	13⅜	
Equimk	5	13	9¼	9¼	9⅜	
Esmark	20	70	51⅞	51¼	51¾	+ ½
Ethyl	6	49	29¼	28⅞	28⅞	
Evans P	7	161	20¼	19⅝	19⅝	- ⅜
ExCelO	8	336	37⅞	37⅜	37⅝	- ¼
Exxon	6	5221	78½	77¼	77¾	+ ¼
FMC Cp	7	537	31⅛	30⅛	30¾	- ½
Fabrge	20	273	22¾	22	22½	+ ⅛
Fairch Ind	7	353	26¼	25½	25½	- ⅛
Far WFI	5	6	13	13	13	
Farah	11	98	7	6⅞	6⅞	
Feders		3012	u 8¾	7⅜	8¼	+ ⅝
Fed NM	44	1377	10¾	10⅜	10½	
Fed Signl	12	107	u28⅛	27⅜	28⅛	+ 1
Fed DStr	6	585	32¼	31⅜	31⅝	
BFerro	6	81	22¼	21¾	21¾	- ⅜
Fieldcst	7	72	u34⅞	34¼	34⅝	+ ⅝
Fin Fed	51	43	35⅜	35⅛	35⅝	+ ⅜
Fireston		419	10⅜	10⅛	10⅜	+ ¼
Fst Chrt	11	627	14¾	14⅝	14⅝	- ⅛
Fst P		122	4¼	4⅛	4⅛	
Fishr Sc	9	17	35⅞	34⅝	34⅝	- ⅛
Fleet En		254	9¾	9½	9¾	+ ⅛
Fla Pw	8	194	13⅝	13⅜	13½	
Fluor Cp	19	1204	54	51	51¾	- 2
Ford		1278	20⅛	19½	19¾	- ¼
For McK	10	108	35⅜	35	35⅛	+ ⅛
Fos Wh	14	381	22⅞	22	22¼	- ½
Four P	20	53	21½	21¼	21¼	- ⅜
Foxbro	15	23	49¼	49	49⅛	- ¼
Frnk M	10	282	25⅝	25½	25⅝	+ ⅛
Frpt M1	14	896	67⅞	64½	64½	- 2¾
Fruehf		8	64	24	24½	
Fuqua b	3	167	13¾	13¼	13½	
GAF Cp	11	154	13⅞	13⅜	13¾	+ ⅛
GCA Cp	18	4034	53¾	49	49	- 13⅜
GDV		8	93	13¾	13½	13¾	+ ⅜
GF Ecp	10	32	5	4¾	4⅞	- ⅛
GK Tec	6	575	35¼	34¾	35¼	+ ⅜
Gannett	14	579	37¾	37⅛	37½	+ ½
Gearhrt	26	56	45½	44¾	44¾	
Gn Dyn	9	712	34⅞	34¼	34⅜	- ⅝
Gen Elec	9	1138	61⅞	61⅛	61¼	- ¼
Gn Food	7	432	31⅞	31¾	31⅞	+ ⅛
Gn Host	3	6	18⅛	18	18	
Gn Inst	11	204	79⅝	77¼	78	- ⅞
Gen Mills	7	277	28⅞	28⅝	28¾	+ ⅛
Gn Mot		2400	46⅜	45⅝	46⅛	+ 1⅛
Gn Port	5	50	20¾	20¼	20¼	
GPU	8	398	4⅜	4¼	4¼	
Gen Sig	11	244	44	43⅜	44	+ ⅝
Gn Stl	11	147	u10½	10¼	10½	+ ⅛
GTel El	9	1512	26½	26	26¼	+ ¼
Gn Tire	13	248	21⅝	21	21½	
Genesco	65	340	6⅞	5⅞	5⅞	- ⅛
Genstr	8	82	33	32⅞	32⅞	
Gen Pts	12	58	28⅜	28½	28⅝	
Ga Pac	12	2170	28⅜	27	28	+ 1¼
Gerber	8	76	28¼	28	28¼	+ ¼
Getty	8	744	85⅞	81¾	81¾	- 4⅜
Gib Fi		99	7⅛	7	7⅛	
Gid Lew	7	63	34	33⅜	33½	
Gillette	7	2397	27⅞	27½	27¾	
Glob Mar	19	266	63	60½	60½	- 1⅞
Goodrch	7	48	22¾	22½	22¾	+ ⅛
Goodyr	6	1719	17⅞	17½	17¾	+ ¼
Gould	9	444	26⅞	26¼	26¼	- ⅜
Grace	9	x239	52½	52⅛	52⅜	+ ⅛
Granitv	5	73	12⅞	12⅝	12¾	
Gt AP		119	5⅜	5⅛	5⅛	- ¼
GTW Fin	10	1730	16⅝	16	16⅝	+ ⅝
Grevhd	5	523	14½	14⅜	14⅜	- ⅛
Gruman	10	51	23½	23	23⅜	+ ¼
Guard In	8	34	22⅛	22⅛	22⅛	- ⅛
Gulf Wn	4	410	15¼	15	15⅛	- ⅛
Gulf Oil	5	2895	40⅛	39⅝	39⅝	- ½
Gulf Res	8	246	19⅜	19¼	19¼	- ⅛
Gulton	8	43	16⅜	16	16⅜	
Halbrtn	19	1774	75	73⅜	73½	- ⅜
Hamr P	6	99	28⅜	27⅞	28⅛	- ⅛
Hndlmn	9	80	15	14⅜	14¾	+ ⅛
Handy	11	19	23¼	22⅞	22⅞	- ⅛
Hana M	7	352	34¾	34	34¼	- ¼
Harnist	26	154	14⅜	14	14	- ⅛
Harris C	14	875	47⅛	44½	44⅝	- 2⅛
Hart SM	6	65	17	16⅞	16⅞	- ⅛
Haztrn	9	13	24¼	24	24¼	
Hecks	6	23	15¼	14⅞	14⅞	- ⅜

Dow Jones hier:

947.27 — 1.62

Warrants and Rights

Gascm r	43400	15	13	13	- 3
Canbc w	1000	25	25	25	
Conar w	2000	36	35	35	
Dora w a	2000	25	25	25	
Eaglet w	5700	80	75

PUBLICITÉ SUR LA CONSTITUTION

Ottawa n'a pas perdu de temps

Ottawa n'a pas perdu de temps pour orchestrer sa campagne publicitaire sur la Constitution, après la victoire du «Non» au référendum québécois.

Six semaines après le référendum, et presque trois mois avant que le premier ministre Trudeau annonce son intention de rapatrier unilatéralement la Consti-

CLAUDE PICHER

tution, le Centre d'information sur l'unité canadienne (CIUC, organisme du gouvernement chargé de promouvoir le fédéralisme) a déjà en main un programme publicitaire détaillé pour le Québec.

Mis au point par une importante agence de publicité québécoise, le projet (dont LA PRESSE a obtenu copie) est présenté au CIUC à la mi-juillet, au moment même où les projecteurs de l'actualité étaient braqués sur les travaux préparatoires à la conférence constitutionnelle de septembre.

La rapidité de l'action fédérale dans le dossier lui permet de prendre une bonne avance sur le Québec: au cours de l'été, le Québec (comme les autres provinces) est inondé de publicité exposant le point de vue fédéral sur la question constitutionnelle.

La riposte québécoise vient à la fin d'août. Mais après la fin de la campagne fédérale, le gouvernement québécois continue seul sa campagne, qui se poursuit toujours. Entretemps, Ottawa a mis au point une nouvelle réplique; avec un délai de quelques jours, le fédéral est prêt, à n'importe quel moment, à lancer sa contre-offensive publicitaire, possibilité plusieurs fois évoquée (y compris par le premier ministre lui-même) au cours des derniers jours.

Sommes impressionnantes

Les sommes en cause sont impressionnantes: la campagne publicitaire québécoise, qui devait à l'origine s'appuyer sur un budget de $600,000, est maintenant évaluée à plus de $1 million.

La campagne fédérale de l'été dernier a nettement plus d'envergure: $9 millions pour l'ensemble du Canada, dont le tiers au Québec. En fait, $9 millions ont été accordés en contrats publicitaires, mais le CIUC affirme que seulement $6 millions ont été dépensés.

Quoi qu'il en soit, on aura une bonne idée de l'importance de la campagne fédérale en disant qu'elle a coûté, en quelques semaines, une somme comparable au budget publicitaire québécois de General Foods (Maxwell House, Sanka, Brim, Mellow Roast, Jell-O, Dream Whip, Shake 'n Bake, Kool-Aid, Tang, Gaines Burgers... entre autres) pour une année complète!

Le CIUC a été mis sur pied par Ottawa peu après la victoire électorale du Parti québécois, en novembre 1976, et était doté d'un budget de $10 millions. Cette somme a été triplée en septembre dernier. En plus de la campagne fédérale sur la Constitution, le CIUC a dépensé $3.3 millions pendant la campagne référendaire au Québec. Le gouvernement québécois s'était abstenu de faire dela publicité à ce moment, et ce sont principalement les fonds du Parti québécois qui ont financé la campagne en faveur du «Oui».

Le projet soumis au CIUC à la mi-juillet correspond, dans ses grandes lignes, à la campagne qui a suivi.

Échéancier

L'échéancier est bien pensé: la campagne s'étale du début d'août au début de septembre, c'est-à-dire pendant le «temps mort» qui sépare les travaux préparatoires à la conférence de septembre, et l'ouverture de la conférence, le 8 septembre.

Le budget publicitaire proposé dans le document de travail ($1.2 million) a été dépassé.

On a aussi mis de côté le thème proposé («La Constitution au pouvoir») mais on a conservé la même approche: fierté de posséder une Constitution, protection des droits individuels. Une note écrite en marge indique que le CIUC aurait pensé, à un moment donné, reprendre le thème de «La Constitution au pouvoir» lors d'une deuxième campagne, d'octobre à décembre 1980 (campagne qui n'a finalement pas eu lieu).

Il est significatif de noter que les auteurs du document identifient quatre obstacles au bon déroulement de la campagne: le manque d'intérêt de la population, la presse, les gouvernements provinciaux, et le temps limité. Finalement, il s'est avéré que ce sont les partis d'opposition aux Communes qui ont livré la bataille la plus farouche contre les dépenses publicitaires fédérales.

Relations publiques

Un ambitieux programme de relations publiques devait compléter l'effort publicitaire fédéral. Ce programme, qui n'a jamais été entièrement réalisé, prévoyait la mise sur pied d'un module de liaison avec les media, relevant du CIUC.

Le document cite en exemple la conférence préparatoire de Montréal (début juillet), «généralement bien couverte par les media», mais où, déplore-t-on, la diffusion journalistique a donné plus d'importance aux revendications québécoises qu'à l'option fédérale.

«Un module de liaison avec les media, oeuvrant dans le sens de support à la presse, aurait pu avantager l'image générale et gagner la sympathie du monde journalistique avec du matériel informatif et promotionnel d'appui; ce faisant, il aurait pu forcer la direction de l'information des media à utiliser certaines pièces de ce matériel promotionnel informatif en complément ou en cadre aux articles commandés», écrit-on.

Le module devait notamment «inonder les salles de presse des media écrits et électroniques de matériel relatif à la réforme constitutionnelle, engendrant en peu de temps un forum national «guidé» (les guillemets sont dans le document) dans le sens de la démarche du gouvernement canadien».

Des techniques plus connues sont aussi exposées: recours aux lignes ouvertes, aux pages des quotidiens réservées aux lecteurs, envoi de caricatures «parfois carrément drôles» aux hebdomadaires, etc.

On parle aussi d'approcher le réalisateur d'une émission bien connue du réseau CTV, «afin d'obtenir que l'émission ne porte que sur des données constitutionnelles lorsqu'elle reviendra à l'horaire, en septembre».

FCB achète Mediom

Publicité FCB, la division francophone de Foote, Cone & Belding au Québec, vient d'acquérir Publicité Mediom, une agence montréalaise fondée il y a sept ans. Parmi les clients de Mediom, il faut nommer le courtier en immeubles Le Permanent, la société de location d'automobiles Budget, et le concessionnaire Mercedes-Benz DK Automobiles. L'acquisition porte la facturation totale de FCP à $3.5 millions. Claude-Michel Morin, président de Mediom, devient vice-président de FCB, responsable de la direction des services de création. Philippe Dorget, vice-président et directeur général de FCB, continuera de diriger les opérations du bureau de Montréal.

PUBLICITÉ-MARKETING

rapports financiers express

Compagnies	Profits (pertes) ($000) COURANT	L'AN DERNIER	VARIATION	Revenus bruts ($000) COURANT	L'AN DERNIER	VARIATION
PINE POINT MINES (mines) Vanc. C.-B.	25,400	43,200	−41%			
année 31 déc.	5.62	9.57		111,245	148,000	−15%
WESTGRON MINES (mines) Vanc. C.-B.	11,400	27,700	−59%			
année 31 déc.	2.70	6.55		77,600	89,700	−13%
COMINCO LTD. (mines) Vanc. C.-B.	169,300	203,700	−17%			
année 31 déc.	9.44	11.52		1,460,000	1,290,000	+13%
AMERADA HESS CORP. (Petroles) N.Y., N.Y.	540,242	507,116	+7%			
année 31 déc.	6.44	6.08		7,955,490	6,813,201	+17%
TWENTIETH CENTURY FOX (cinema) Los Ang. Cal.	54,567	57,303	−5%			
année 31 déc.	4.89	5.19		221,251	182,166	+21%
DOMTAR (pates et papiers) Mont. Qué.	96,600	97,900	−1%			
année 31 déc.	5.78	6.57		1,650,000	1,500,000	+10%
C-I-L LTD. (prod. chimique) Mont. Qué.	51,500	36.300	+42%			
année 31 déc.	4.60	3.11		1,000,000	800,000	+14%
FALCONBRIDGE NICKEL (mines) Tor. Ont.	71,400	110,600	−35%			
année 31 déc.	13.04	21.01		804,900	828,800	+3%
SHELL CANADA (petroles) Tor. Ont.	355,000	259,000	+37%			
année 31 déc.	3.34	2.42				
SHERRITT GORDON MINES (mines) Tor. Ont.	28,100	41,000	−31%			
année 31 déc.	2.19	3.20		359,900	304,600	+18%

TITRES AU COMPTOIR (Revue de la semaine)

Valeurs	Ventes	Haut	Bas.
Abino	4000	70	70
Abitibi Copper	13000	30	25¼
Abitibi Price	4000	$26⅛	24¾
Aggressive Mng	14000	45	40
Albermont Mns	2800	75	60
Aron Gold	36000	60	40
Audome	500	300	300
Bend Ore	8000	162½	100
Bimp Bk Comm	48200	$25¼	24¾
Black Cliff	1500	262½	250
Belgium St	200	100	100
Belleterre	1500	85	85
Brominco	8254	600	400
Brosnan Cdn	69000	215	187½
Bombardier	375	$16	16
Calgary Power	7500	$21	20½
Cane Cons	11000	140	115
Canuc	4500	190	185
Canwest Fin	1275	$25⅜	25
Carvern	1000	137½	137½
Captain Mns	24500	30	25
Carma Dev	11350	$20	19¾
Cartier Res	15126	110	75
Cartier Res rts	1146	10	10
Comstack	5000	110	105
Cincinnati Porcup	2000	108	108
Cassiand	2000	150	150
Cda N Aust	1000	56	56
Carling Copper	10000	55	50
Castlebar	3000	90	90
CombinedLarder	1000	55	55
Derlak	7500	50	40
Despina	4100	45	35
Delhousie	500	95	95
East Bargold	15600	60	50
Exxeter	2200	200	200
Family Life	1000	50	50
Gaspesie	10000	40	38
Gold Hawk	2000	60	38
Gordon Lebel	2000	22	22
Holey	1400	$5⅞	5¾
Holmergold	500	$11½	11½
Int Systcoms	100	80	80
Island Tel	500	$12½	12½
Langis Silver	1500	43	33
Macdonald	1200	300	237½
MacMillan B	3250	$25	24¾
Mindamar	3000	150	125
Mandarin	2000	120	120
Mareas	2000	100	100
Mistango	17800	30	25
Mt Pleasant	3000	40	40
Mt Wright	2000	25	25
N Athona	2000	55	55
N Bidlamaque	200000	33	32
Newcrest	25300	110	70
N Lorie	5600	28	22
N Domensicn	2400	125	120
N Ungava	18700	120	100
N Pascalis	600	300	275
N Amer Comb	233	350	350
Nickel Offset	2000	140	140
Northumberland	8000	212½	200
Odynu	6900	175	150
Parquet	4000	85	80
Peinaglo-Larder	500	60	60
Polycom	800	200	200
Que Gold Belt	3000	125	125
Rand Malartic	13500	130	101
Redruth	3000	65	65
Rochelom	17500	65	60
Ste-Lucie	11000	40	35
Saintifore	20700	375	350
Santa Maria	6500	130	120
Satellite	3000	15	15
Sheldon Larder	2000	125	100
Silver Rock	11000	75	70
Sogevex	5000	70	65
South Dufault	4000	21	21
System H	100	$10¾	10¾
Tamagami	7000	28	25
Tectonic	5300	462½	437½
Tectonic wts	2000	250	250
Tex-Sol	1000	65	65
Twin Gold	100	$6½	6½
Union Mng	2000	95	95
Urban Québec	2333	30	25
Vedron	1500	95	95
Textrovix	400	487½	487½
W Dufault	17800	50	35
Dufault	1000	290	275
W Quebec	6100	325	275
Yorbeau	22500	60	55
Young Davidson	4000	155	125

L'ARGENT

Les courtiers londoniens ont haussé hier le prix de l'argent de $0.215 cents américains par rapport à l'ouverture de la veille.

VENDREDI: $13.170

MONTRÉAL — Handy & Harman's évaluait le prix de l'argent canadien à $16.005 l'once troy.

NEW YORK — Handy & Harman's évaluait le prix de l'argent américain à $13.40 l'once troy.

L'OR

Le prix de l'once d'or hier à Londres, était coté en dollars américains à $506.75 — à Paris à $550.85 — à Francfort à $508.51 — à Zurich à $504.50 — à Hong Kong à $506.69.

L'once d'or hier à la fermeture était cotée en devise canadienne à $598.35 à l'offre comparativement à $608.60 à la demande par la **Fiducie Guardian** et l'argent à $15.85 à l'offre comparativement à $16.77 à la demande.

TITRES AU COMPTOIR

Valeurs	Ventes	Haut	Bas
Abino	4000	70	70
Abitibi Copper	12000	30	25¼
Arlon	7000	45	40
Band-Ore	1000	100	100
Belgium	200	100	100
Black Cliff	1000	262½	250
Brominco	1525	450	400
C.P.W.	360	$20½	20½
Cdn Imp Bk Com	8200	$25⅛	24¾
Cane Cons	5000	140	135
Carvern	100	137½	137½
Canwest	275	$25⅜	25⅜
Cornation Gold	200	205	205
Despina	100	40	40
East Bay	1000	55	55
Gaspesie	10000	40	38
Macdonald	500	237½	237½
N Athona	2000	55	55
N Bibliamaque	1000	33	32
Newcrest	1000	90	90
N Lorie	6000	26	22
N Ungava	5500	100	90
Odynu	600	150	150
R Malartic	1000	101	101
Rochelon	6500	60	60
Sheldon	1000	100	100
South Dufault	3000	21	21
Ste-Lucie	2000	35	35
Tagami	1000	26	26
Tex Trouix	400	487½	487½
W Dufault	16000	50	45
Yorbeau	7500	60	55
Young Davidson	2000	155	155

LES OBLIGATIONS

Prix Rend. Chang.

GOUVERNEMENT DU CANADA

Canada 8½ Feb 1-81	99.90	19.70 - -
Canada 8 Oct 15-82	92.30	13.15 - -
Canada 11¾ Dec 15-82	97.80	13.09 - -
Canada 4½ Sep 1-83	83.30	11.72 +10
Canada 13¾ Mar15-83	101.20	13.06 - -
Canada 10 Jun 1-84	91.62	13.17 +12
Can 13¾ Mar15-85-90	104.00	12.47 - -
Can 13 May 1-85-90	101.37	12.69 +37
Canada 13¾ Mar15-00	102.50	13.37 + ¼
Canada 13 May 1-01	98.38	13.22 + ¼
Canada 9½ Oct 1-01	75.50	12.92 + ⅜
Canada 11¾ Feb 1-03	90.00	13.15 + ½
Canada 10½ Oct 1-04	81.50	13.04 + ½

PROVINCIALES

BC Hyd 10 Jan 2-00	76.00	13.55 + ¼
Manitoba 10 Dec 5-99	74.75	13.78 + ¼
NB Ele 10¼ Dec 21-03	76.00	13.70 + ¼
NfldLabHy 10 Jun27-03	74.50	13.67 + ¼
Nfld 13⅜ May 15-86	99.50	13.50 + ¼
NS Pow 9⅜ Jan 10-03	70.00	13.73 + ¼
Ont Hy 13¼ Mar 15-85	99.75	13.31 + ¼
Ont Hy 10 May 10-09	74.75	13.49 + ¼
Ont Hy 13¼ May 14-10	97.00	13.66 + ¼
Que Hy 11 Oct 15-04	80.75	13.76 + ¼
QueHy 14 Apr15-85-90	103.00	13.03 + ¼

INDUSTRIELLES

Bell 11 Oct 15-04	80.75	13.76 + ¼
Fst Cdn 11½ Aug 15-85	93.00	13.62 + ⅜
CIBC 10.10 Jun 15-84	91.00	13.51 + ⅜
Cons Gas 10.45 May 1-99	76.25	14.10 + ⅜
J Labatt 11⅛ Oct 1-99	80.50	14.10 + ⅜
Shell 9⅜ Mar 15-03	69.50	14.23 + ⅜

LE DOLLAR

MONTRÉAL — Le dollar américain par rapport à la devise canadienne était en baisse hier de 3-100 à $1.1947 et la livre sterling de 4 7-100 à $2.8207.

NEW YORK — Le dollar canadien par rapport à la devise américaine était en hausse de 1-50 à $0.8370 et la livre sterling en baisse de 3 7-20 à $2.3610.

ALBERTA

Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. Net
Acroll	503	165	155	155	- 10
Am Chro A	5400	$6	5⅜	6	+ ⅛
Am Chro B	5250	$6	5½	6	+ ⅛
Aquarius	1300	$6½	6¼	6½	+ ¼
Ashlu	2700	425	420	425	+25
Audax	32200	130	125	130	+15
Baretta	21400	$9⅞	9¼	9⅜	- ⅛
Barons	6100	179	175	176	+1
Bonn	100	235	235	235	
Calais	50300	100	95	100	+3
Canadex	4900	255	250	255	+5
Cdn Aran	1675	85	75	85	+11
Cdn Bashaw	2000	200	181	200	+1
Cdn Pioneer	2200	480	480	480	- 20
Ceres	5500	460	440	450	+20
Chipman	2000	210	210	210	
Cimmarron	7000	$5⅜	485	485	- 35
Cinnabar P	58350	380	310	375	+65
Claude	3500	145	141	145	+5
Clarepine	6000	110	109	110	+1
Clearport	1500	215	210	210	- 10
Concept	4410	$15	14¾	14¾	- ⅛
Cultus	64350	122	115	116	- 4
Duke	3500	85	80	85	+5
Edmonton	3400	340	340	340	- 10
Flag	1300	345	340	345	- 10
Ft Norman	1000	300	300	300	
Gane	7150	410	390	400	- 5
Gascome	- -	310	310	310	- 5
Gen Energy	2200	475	470	470	- 10
Gold Lk	3400	$7¾	7⅜	7¾	
GoldenBriar	6900	255	240	254	+22
Gulch	4185	$5⅞	5¾	5⅞	- ⅛
Halmac	32400	200	181	199	+4
Ibex	4800	225	216	225	+9
Intl Tika	2500	300	300	300	
Jupiter	4000	190	176	190	+14
Kelvin	1400	425	420	420	- 10
Kintla	2700	325	315	325	
Kt Res	10500	125	115	125	+3
Lk Res	3600	425	425	425	- 5
Lobell	22601	135	129	135	+5
Macquest	1000	$5⅜	5	5⅜	+ ⅜
Madison	1000	64	63	64	- 1
Madre	3775	325	315	325	+10
Major	1500	170	170	170	- 10
Matrix	8500	80	75	80	+2
Medcon	1600	425	415	425	
Mideast	1500	195	195	195	
Missi	700	130	127	130	
Mt Jaime	6000	174	161	174	+9
Nahanni	4700	135	135	135	
N Dominion	2300	145	142	142	- 8
N Gateway	800	$5½	5½	5½	- ½
N Pass	5600	108	100	104	- 1
N Port	7500	335	320	330	+5
Norminco	3800	120	115	120	+4
Norfex	4000	160	150	150	- 10
North Conti	19500	40	36	40	+3
Orbit	3300	$7¼	7⅛	7¼	
Orion	1050	440	440	440	
Paramount	800	$5½	5½	5½	
Parkland Ind	100	290	290	290	- 10
Penstar	7500	145	143	143	+2
Peregrine	1140	460	440	440	- 10
Poco	3700	300	295	295	- 5
Portage Av	1200	120	120	120	- 3
QCTV	1000	$19¼	19¼	19¼	+ ¼
Radial	17600	$5½	480	5½	+ ¾
S K Pet	7900	$5⅞	5¾	5⅞	+ ⅛
Scimitar	1800	$7⅜	6¾	7⅜	+ ⅝
Sastex	1000	66	66	66	+1
Savanna	2750	215	205	210	+10
Seagull	1050	$6⅛	5⅞	5⅞	- ¼
Sparrow	23000	225	210	215	- 4
Strand	7750	$9½	9⅛	9½	
Strom	2200	320	300	320	- 10
Sungate	1500	295	285	295	+20
Sunmist	3400	180	175	175	- 10
Surf	31380	$6¾	6⅜	6¾	+ ⅜
Tanner	1600	144	130	144	+11
Tiber	4400	440	430	440	
Tiverton	2500	$5⅝	5½	5⅝	+ ⅛
Tobe	1000	95	91	91	- 9
Trapper	1100	475	475	475	- 15
Troy	200	$8	8	8	+ ½
Twinrich A	2300	$8⅛	7⅞	8	
Twinrich B	2950	$8⅛	8	8	
Univ Ex	4700	340	330	330	- 10
Windjamr	7300	380	365	365	- 15
XRG	24300	$8¼	7⅞	8⅛	- ¼
Yvanex	2400	$6	6	6	
Zephyr	600	475	475	475	
Zenmac	4068	125	120	120	- 5
Aquarius wt	1600	145	130	130	- 15
Audax wt	7400	22	20	22	+2
Bearcat wt	1900	210	210	210	
Claude wt	1000	35	35	35	- 15
Gascomer1	92700	17	13	14	- 2
Nahanni wt	8500	60	60	60	- 5
Nimrod rt	47800	4	3½	3½	- 1½
Northlnd wt	400	$5	5	5	- ½
Beaufort En	100	$14	14	14	
Beauft en pf	100	350	350	350	+1½
Blackgold	4800	175	170	175	
Jagor	600	110	110	110	- 5
Killucan	400	375	370	370	- 5
Newcan	2700	175	170	170	- 5
Silverton	550	$5¾	5½	5¾	+ ¼

LES AURIFÈRES

Fermeture

Afrique du Sud (Adr's $U.S.)

	Offre	Dem.
Anglo. Amer. Gold	82½	84
Blyvooruitzicht	15¾	15⅝
Bracken	3	3¼
Buffelsfontein	36¼	36¾
De Beers Consl	8¼	8⅜
Doornfontein	14¾	15¾
Duban Deep	16½	18
East Driefontein	27¾	26
E.R.P.M.	16½	18
Elsburg	2½	2⅝
Free State Geduld	44¾	45½
Grootvlei	7¾	7¼
Harmony	14¼	15¼
Hartebeestfontein	58	61
Kinross	12¾	12¾
Kloof	32¼	32¾
Leslie	2¾	2¾
Libanon	14¾	15¾
Loraine	3½	3¾
Marievale	3½	3⅝
President Brand	40	40½
President Steyn	36½	37¼
Randfontein	58	61
Rustenburg Platinum	5¼	5⅜
S.A. Land	4¾	5¼
St. Helena	37	38
Southvaal Holdings	29	30½
Stilfontein	16½	17⅛
Vaal Reefs	75	76
Venterspost	9¼	10¼
Welkom	14¾	14⅜
W. Driefontein	67	67¾
W. Rand-Cons.	2⅝	3¼
West Areas	5¾	5¾
West. Deep	49¾	50
West Holdings	66¼	67¼
Winkelhaak	25	26½
Wit Nigel	1⅜	1⅝

par F.H. DEACON, HODGSON INC.

DENRÉES AGRICOLES

(PC) — Cours des denrées transmis par le ministère fédéral de l'Agriculture:

Beurre: Commission canadienne de l'industrie laitière, prix d'achat, No 92, $3.676 le kg; No 93, $3.63 le kg; prix de vente, $3.63; prix de gros moyen aux détaillants, $1.72-$1.83.

Fromage cheddar: blanc, $1.696; coloré, $1.699.

Poudre de lait écrémé: No 1, sacs de 25 kg, $2.20 le kg, pour nourrissage, $1.40 à $1.45 le kg; lait de beurre en poudre: $1.75 à $1.85; pour nourrissage: $1.10 à $1.15 le kg; petit lait en poudre: $0.37 à $0.40 le kg; petit lait de nourrissage: $0.30 à $0.33 le kg; lait évaporé: 48 sachets de 385 ml, non disponible.

Oeufs: prix moyens des grossistes aux détaillants, boîte d'une douzaine, A-extra-gros, $1.26⅝¢; A-gros, $1.19⅝¢; A-moyens, $1.08⅝¢; A-petits, $0.84⅜¢.

Prix de gros aux distributeurs, établis par la Fédération des producteurs avicoles du Québec: A-extra-gros, $1.24; A-gros, $1.17; A-moyens, $1.06; A-petits, $0.82; A-très-petits, $0.39.

Pommes de terre, prix de gros: Québec, $6.50 à $6.75 les 50 lb; I.P.E., $7.25 à $7.75 les 50 lb; $3.50 à $3.75 les 20 lb; $1.80 à $1.90 les 10 lb N.-B., $6.50 à $7.00 les 50 lb; $3.10 à $3.20 les 20 lb; $1.60 à $1.75 les 10 lb.

L'OR À TERME

MARCHÉ DE WINNIPEG

Cotes des contrats à terme de l'or, en dollars américains, à la Bourse des denrées de Winnipeg. Contrats de 100 onces:

	Ouv.	Haut	Bas	Ferm.
Mars 81				506.50
Juin 81				525.00
Sept. 81				544.00
Dec. 81				565.00
Mars 81				586.00

Volume de jeudi: 7 contrats

LES FAITS SAILLANTS DE LA BOURSE

MONTRÉAL

Volume:

Vendredi	978,000
Jeudi	1,068,000

Faits saillants:

	Vendredi	Jeudi
Actions trans.	156	169
Gains	56	48
Pertes	55	48
Inchangées	45	55
Hauts 81	13	12
Bas 81	10	28

Valeurs les plus actives

Volume	Valeurs	Ferm.	Var
83,571	Bell Cda	18¾	−¼
43,394	Gulf Cda	24¾	−¼
42,884	Imasco	31¾	−¼
20,572	Hi Wal	27½	+¼
20,386	Cp Ltd	44	+1⅜

Mines et pétroles

Volume	en cents	Ferm.	Var.
59,900	Que Ex.	1.60	+ .05
54,700	Cod Ex	8¼	+⅛
47,200	Dynamic	1.20	+ .05
27,700	Ladubora	1.67	+ .02
23,000	Nor A Ra	50	+ .04

TORONTO

Volume:

Vendredi	7,306,000
Jeudi	6,221,000

Faits saillants:

	Vendredi	Jeudi
Actions trans.	717	706
Gains	245	256
Pertes	270	219
Inchangees	202	231
Hauts 81	11	9
Bas 81	6	7

Valeurs les plus actives

Volume	Valeurs	Ferm.	Var.
411,950	B C Res	6⅛	inch
286,250	Harl.	22⅛	+⅛
256,565	Gulf Cda	24¾	−⅞
249,370	Cod F	25	+1⅜
216,555	Dom P	82½	+⅛

Mines et pétroles

Volume	en cents	Ferm.	Var.
498,850	Del P	2.19	+ .24
175,300	Jorex	1.40	+ .15
173,825	Dick A	10½	+¼
140,306	Fal Cop	15⅛	+⅞
144,850	Pannat	4.15	+ .20

NEW YORK

Volume:

Vendredi	41,400,000
Jeudi	38,380,000

Faits saillants:

	Vendredi	Jeudi
Actions trans.	1,886	1,908
Gains	724	774
Pertes	774	702
Inchangées	388	422
Hauts 81	47	25
Bas 81	17	11

Indices Dow Jones:

	Ouv.	Haut	Bas	Clôt.	Var.
30 ind.	950.77	960.24	940.61	947.27	−1.62
20 Trp.	398.10	405.86	396.34	402.22	+4.18
155 pu	112.85	113.95	112.01	112.82	+0.08
65 Co	369.91	374.70	366.87	370.38	+0.93

Indices Standard & Poor's:

	Haut	Bas	Clôt.	Var.
400 Ind	149.40	145.39	146.88	−0.98
20 Trans.	24.67	24.07	24.40	+0.20
15 Serv. P.	51.49	50.55	51.05	+0.15
40 Fin.	13.49	13.22	13.34	+0.02
500 Comp.	131.65	128.61	129.55	−0.69

FONDS MUTUELS

Institute Members

AGF Group	
Amer Gwth	9.99
Cdn Gs Egy	10.48
Cdn Sec Gth	12.36
xdCn Trsteed	3.86
Corp Invest	8.59
Corp Inv Stk	16.47
Gwth Equity	6.93
Japan	19.70
nMMF 17.03p	10.00
Option Equity	4.81
Special	11.33
Bolton Tremblay	
Cda Cumul	13.09
Income Fnd	9.46
Internatnl	11.66
Pld Resourc	12.73
Taurus	15.92
Calvin Bullock Gr	
Acrofund	3.04
vBanner Fd	6.72
CIF	6.45
CIF Income	9.51
Central Group	
vCam Gwth	7.65
vCompound	8.70
vDividend	9.51
vFund 4000	6.01
vIntl Energy	2.85
vIntl Gwth	6.19
vIntl Income	3.99
vNat Res Gth	6.24
vNorthn Egy	5.31
vRevenue Gth	4.28
vUnivest	6.94
CSA Mgmt Gr	
Goldfund	5.47
Goldtrust	5.81
Confed. Group	
Dolphin Eqty	6.49
vDolphin Mtg	4.85
Cundill Group	
vSecurity	9.41
Value	8.14
Dynamic Group	
vnDyn Amer	6.68
xdvnDyn Fd	15.46
vnDyn Incom	5.52
Eaton-Bay Group	
Commwth	23.03
Dividend	5.23
Growth	8.35
Income	3.51
Internatnl	8.32
Viking	9.92
Guaranty Trust Gr	
vninv Equity	13.58
vninv Income	3.69
vnMortgage	9.54
Guardian Group	
Enterprise	1.26
Grouped Inc	5.89
vGwth Fund	24.17
North Amer	6.61
Mutual Acu	6.13
Sec Income	10.

IRSST

Yves Martin
Directeur général

M. Robert Sauvé, président de l'Institut de recherche en santé et en sécurité du travail (IRSST), est heureux d'annoncer la nomination de M. Yves Martin au poste de directeur général de l'Institut.

M. Martin occupe depuis 1975 le poste de recteur de l'Université de Sherbrooke. Il exercera ses nouvelles fonctions à temps plein le 1er juin prochain.

Le président de l'Institut se réjouit de compter dorénavant parmi les siens cet homme de science québécois d'une valeur inestimable.

Hausse des tarifs de Québécair

Comme les autres transporteurs aériens, Québécair augmente ses tarifs passagers de $3.00 à compter du 1er février 1981 sur l'ensemble de son réseau.

Cette augmentation, autorisée par la Commission canadienne des transports, permettra au transporteur québécois de récupérer les frais additionnels occasionnés par les récentes hausses des prix du carburant.

La vraie faiblesse des pays pauvres: le rendement agricole

L'ÉCONOMIE QUI S'ÉCRIT

JEAN POULAIN

«Dans les années 1880, le travailleur de plantation recevait un shilling par jour, tandis que, sur les chantiers de travaux publics australiens, le manoeuvre touchait quotidiennement neuf shillings. Que le thé ait poussé, non en zone tropicale, mais en région tempérée, son prix aurait sans doute été multiplié par quatre. De la même manière, si la laine avait été produite, non dans les pays tempérés, mais dans la ceinture tropicale, elle aurait peut-être coûté quatre fois moins cher.»

Pour se lancer dans l'industrialisation un pays doit posséder une main-d'oeuvre disponible. Ceci implique que la totalité de sa population active ne doit pas être occupée aux champs, comme cela était le cas jusqu'au 18e siècle.

Comme il faut aussi que cette population puisse consommer les produits de cette industrie naissante, cela signifie qu'à la base de l'industrialisation d'une nation il faut qu'il y ait d'abord hausse de la productivité agricole: les cultivateurs non seulement se nourrissent eux-mêmes mais dégagent un surplus qu'ils vendent à des non agricoles (d'où la création des villes).

Donc, l'existence d'une main-d'oeuvre disponible, d'une part, et de cultivateurs pouvant acheter la production industrielle d'autre part, donne naissance à l'industrie. (Ces agriculteurs pourront, en outre, produire aussi les matières premières nécessaires à cette industrie.)

La productivité agricole

Pareil phénomène d'industrialisation s'est produit pour la première fois vers 1850 et dans un seul pays: la Grande-Bretagne, car elle était la seule nation au monde à avoir vu sa population agricole tomber au-dessous de 50 pour cent de l'ensemble de sa population active.

Ceci équivaut à dire que sa productivité agricole était la plus forte.

Après l'exemple de la Grande-Bretagne en 1850, d'autres pays européens et en Amérique du Nord, suivirent, disposant tous des matières premières nécessaires à l'industrie de l'époque, sauf la laine: ils n'avaient donc pas besoin de ce que l'on appelle aujourd'hui le Tiers-monde.

En lançant la révolution industrielle, l'Angleterre à mis le reste du monde devant une alternative: ou faire une mutation identique ou commercer...

Et c'est ainsi que se créait vers 1875, il y a à peine plus d'un siècle, l'ordre international sous lequel nous vivons aujourd'hui, qui divise le monde en deux: les pays industriels et les pays non industriels.

Pourquoi en a-t-il été ainsi?

C'est la question des questions, le «to be or not be» puisque s'est lancé depuis quelques années, sous l'impulsion des pays non développés, le grand débat visant à changer l'ordre économique international.

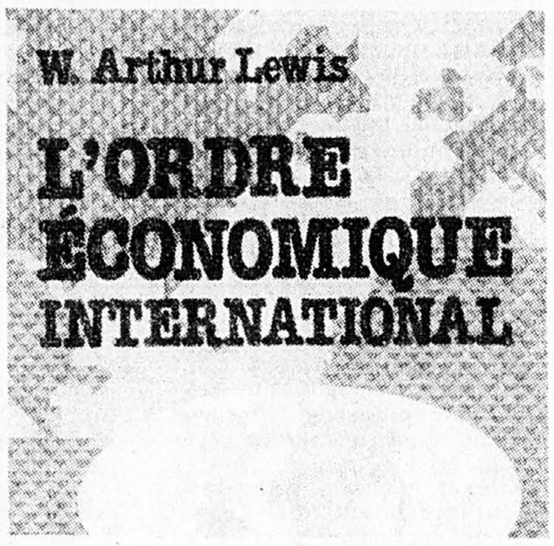
Il a fallu un prix Nobel de sciences économiques pour nous donner une vue clarifiée d'un problème si complexe qu'il est responsable des quasi-échecs de l'aide aux pays pauvres.

Les grands cerveaux ont ceci de commun que les problèmes les plus difficiles à saisir quand ils les traitent, paraissent beaucoup plus simples: cette genèse du monde industrialisé n'apparaît-elle pas logique soudainement? Pourtant, combien ont voulu donner à l'existence de deux camps — pays pauvres et pays riches — des raisons politiques et coloniales? Comme nous allons le voir ce sont, comme presque toujours, des raisons économiques, qui expliquent l'édification des grandes organisations humaines.

Donc, W. Arthur Lewis s'est demandé, simplement, pourquoi les pays que l'on appelle «en développement» n'ont pas suivi la voie tracée par l'Angleterre, puisqu'ils disposaient de tout pour y réussir, les techniques nouvelles introduites pour le textile, l'extraction de la houille, l'utilisation de la vapeur, étant à leur niveau et, de plus, n'exigeant que des investissements extraordinairement faibles (sauf pour les chemins de fer.

Une mutation

L'explication, comme nous l'avons montré au début de cet exposé, est restée méconnue en général: une révolution industrielle implique une mutation agricole préalable ou concomitante: si les agriculteurs ne produisent pas au-delà de leurs propres besoins, toute la population doit vivre à la campagne pour se nourrir.



Mais aujourd'hui plus de 30 pays du Tiers-mondecomptent moins de 50 pour cent d'agriculteurs dans leur population active.

Ne pouvant se lancer dans l'industrie à cause de leur faible productivité agricole, les futurs pays du Tiers-monde pouvaient par contre profiter, avec une relative facilité, de la deuxième possibilité que leur offrait alors la révolution industrielle où elle existait: exporter des produits agricoles (compte tenu, notamment de la baisse des frais de transport), comme le thé, les épices, etc.

Comme le remarque l'auteur, deux migrations internationales de très grande ampleur ont favorisé la croissance des pays agricoles dans la seconde moitié du IXIe siècle: alors que 50 millions d'Européens partaient s'établir dans des zones de colonisation tempérées, une émigration d'importance quasiment identique amena 50 millions d'Indiens et de Chinois à s'expatrier afin de louer leur bras, dans les plantations, les mines ou les chantiers de travaux publics de la ceinture tropicale.

Les forces du marché ont fixé pour la première zone des prix susceptibles d'attirer les émigrants européens, et pour la seconde, des prix permettant aux manoeuvres indiens de survivre, les deux niveaux de prix étant, évidemment bien différents.

L'on voit ainsi qu'une différence de productivité agricole a déterminé, par le biais du marché, le niveau des prix des denrées tropicales, le réservoir d'immigrants indiens étant immense.

Ceci amène une conclusion très importante: les pays tropicaux ne peuvent rééquilibrer à leur profit les termes de l'échange en accroissant la productivité dans les secteurs où ils exportent (thé, café, riz, etc.)car cette amélioration a pour seul effet d'abaisser les prix de leurs exportations.

C'est donc la solution de l'auteur qui servira de conclusion: le seul moyen d'améliorer les termes factoriels de l'échange — c'est-à-dire créer un nouvel ordre économique international — est d'élever, dans la zone tropicale, les rendements de la production agricole destinée au marché national.

L'ORDRE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL
par W. Arthur Lewis
(72 pages)
(traduction française de: The Evolution of the International economic order)
publié par Economica, Paris

LEVY, WINTER, CHAZAN, NACHSHEN & PILOTTE
FRIEFELD, ROHR & SCHNEIDER
LANDRY COPLAN & CO
WINSTON E. CHIN

annoncent la fusion de leurs firmes de comptabilité et le déménagement de leurs bureaux à:
5115 ave. Trans Island
Suite 200
Montréal, Québec
H3W 2Z9
Téléphone: (514) 487-1566

Ils continueront désormais à exercer leur profession sous la raison sociale de

LEVY PILOTTE
COMPTABLES AGREES

Aaron B. Chazan, C.A. — Maurice Levy, C.A.
Winston E. Chin, C.A. — Gerald W. Litwin, C.A.
Stephen I. Coplan, C.A. — Samuel D. Nachshen, C.A.
Milton Friefeld, C.A. — Jean Pilotte, C.A.
Raoul Guirguis, C.A. — Mario Rohr, C.A.
Irving Haziot, C.A. — Samuel Winter, C.A.

Conseils
Percy H. Sreen, C.A.
Jacques Landry, C.A.

VOS PETITES ANNONCES SE PAIENT FACILEMENT EN UTILISANT LA CARTE
CHARGEX

LES ROTISSERIES ST-HUBERT LTÉE
NOMINATION

M. André Belley

Madame Hélène Léger, présidente, est heureuse d'annoncer la nomination de M. André Belley au poste de vice-président aux finances.

M. Belley possède une maîtrise en sciences commerciales de l'Université Laval. Il occupait le poste de vice-président finances d'une division d'un important manufacturier québécois.

M. Belley a été élu membre du conseil d'administration et du comité exécutif.

LES ROTISSERIES ST-HUBERT LTÉE
NOMINATION

M. Alain Germain

Madame Hélène Léger, présidente, a le plaisir d'annoncer la nomination de M. Alain Germain au poste de vice-président marketing et exploitation.

M. Germain possède un M.B.A. de l'Université Western, Ontario. Il occupait le poste de conseiller-gérant au sein du groupe de planification stratégique et marketing d'une importante firme de consultation.

M. Germain a été élu membre du conseil d'administration et du comité exécutif.

FRIEFELD & ASSOCIÉS
et
LITWIN & ASSOCIÉS

Annoncent la fusion de leurs firmes d'insolvabilité et de liquidations.
Ils continueront désormais à exercer leur profession sous la raison social de

FRIEFELD & ASSOCIÉS LTÉE
AGENTS & LIQUIDATEURS

Milton Friefeld, C.A. Syndic — Gérald Litwin, C.A. Syndic

BUREAUX:

1010 St. Catherine O.
Suite 1006
Montréal, Québec H3B 3R8
Téléphone: (514) 861-8414

5115 Ave. Trans Island
Suite 200
Montréal, Québec H3W 2Z9
Téléphone: (514) 487-1566

LE REER SANS FRAIS

- Un régime enregistré d'épargne-retraite n'entrainant absolument aucuns frais.
- Renseignez-vous sur la possibilité de transférer votre présent REER à notre régime.
- Option Épargne à 13½% passible d'une révision trimestrielle.

13 3/4 % annuellement pour 5 ans GARANTI

- Écrivez, téléphonez (à frais virés) ou passez à notre succursale pour obtenir une brochure de 16 pages et un nécessaire REER.
- Montréal: 612, rue Saint-Jacques (514) 282-1880
- Québec: (418) 681-0277
- Ottawa: (613) 238-6084

Crédit Foncier
FIDUCIE CRÉDIT FONCIER

INSTITUTION INSCRITE RÉGIE DE L'ASSURANCE-DÉPÔTS DU QUÉBEC
MEMBRE: SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-DÉPÔTS DU CANADA

SPÉCIAL FÉVRIER ET MARS
** COPIES **
Tirage d'un même original
Papier 8½" x 11"
Bond 20 lbs blanc

25 copies	.99
50 copies	1.88
100 copies	2.98
200 copies	5.79

SPÉCIALITÉS:
— Devis
— Thèses
— Manuscrits
— Rapports
— Listes de prix

Taxes en sus strictement au comptant à notre comptoir

IMPRIMERIE MINUTE INC.
1530, rue Mazurette
(près l'Acadie et Sauvé)
387-0566 — 387-8640

REÉR
(RÉGIME ENREGISTRÉ D'ÉPARGNE-RETRAITE)
TÉLÉ-INFORMATION
PREMIER SERVICE EXCLUSIF
876-7332

Nous vous renseignerons sur nos sept régimes enregistrés d'épargne-retraite et sur les plus récentes mesures fiscales visant les REÉR.

Pour en savoir davantage, adressez-vous à ceux qui s'y connaissent, composez le numéro ci-dessus à Montréal, de 9h00 à 17h00 en semaine.

Les REÉR du Trust Royal...

REER
AUTOGÉRÉ
C'est votre régime enregistré d'épargne-retraite.
C'est
VOTRE ARGENT

En souscrivant à un REER autogéré, vous pouvez faire des transactions d'obligations, d'actions ou d'autres formes de placement,
À VOTRE CHOIX.
Renseignez-vous maintenant sur le REER autogéré.

Montréal • 871-9000 Québec • 692-3000

GRENIER RUEL & CIE INC.

Membre de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières.
Membre de la Bourse de Montréal.

G-0074

Postez ce coupon
GRENIER RUEL & CIE INC.
QUÉBEC 2 AV. CHAUVEAU G1R 2E9 692-3000 / MONTRÉAL 800 PLACE VICTORIA H4Z 1G7 871-9000
Veuillez m'envoyer de plus amples informations sur le REER autogéré. P
NOM _____
ADRESSE _____
VILLE _____ CODE POSTAL _____
TÉLÉPHONE: Affaires _____ Résidence _____
DATE LIMITE: 2 MARS '81, POUR FINS D'IMPÔT '80.

REER
15½%
intérêt payé au 31 mai 1980
taux sujet à changement sans préavis
TÉL.: 653-8272
L'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE DE ST-BRUNO

CORPORATION PROFESSIONNELLE DES TECHNOLOGUES DES SCIENCES APPLIQUÉES DU QUÉBEC

Roméo Malenfant

Charles-A. Vigneault, président de la Corporation Professionnelle des Technologues des sciences appliquées du Québec est heureux d'annoncer la nomination de M. Roméo Malenfant à titre de directeur général de la Corporation.

M. Malenfant, travailleur social professionnel, a travaillé comme administrateur pour différentes associations dans le domaine social, autant comme cadre que comme bénévole. M. Malenfant est actuellement président de l'Association Canadienne de la Paralysie Cérébrale.

Provigo absorbe National Drug

La compagnie National Drug Ltée de Pointe-Claire, Québec, a annoncé que les actionnaires de la compagnie ont approuvé le projet de fusion de la compagnie avec Nadruco Holdings Limited, une filiale en propriété exclusive de Provigo Inc. La fusion prendra effet le 31 janvier 1981. Deux assemblées d'actionnaires ont été tenues pour étudier le projet. A la première assemblée des détenteurs d'actions ordinaires et privilégiées, 80 pour cent des actions en circulation étaient représentées dont 95 pour cent furent votées en faveur du projet.

•

Steinberg acquiert Smitty's

Montréal, le 30 jan. — M. Melvyn A Dobrin, président du conseil de Steinberg Inc., a annoncé hier la conclusion de l'achat de la plus importante chaine d'alimentation de Phoenix, en Arizona, Smitty's Super Valu Inc., au prix de 125 millions de dollars U.S.

A cette occasion, il a déclaré: «Nous sommes fiers de notre nouvelle acquisition», elle ajoute une nouvelle dimension à notre entreprise et s'inscrit dans la logique de notre programme d'expansion à long terme.

•

Une 14e Auberge des Gouverneurs, à Alma

ALMA — Le président et chef de la direction de Delta des Gouverneurs, M. Pierre Brousseau, a procédé à l'ouverture officielle de L'Auberge des Gouverneurs d'Alma, le 14e hôtel de la chaine.

Le nouvel établissement a été aménagé à l'intérieur du complexe Jacques-Gagnon, une galerie de boutiques et de bureaux. C'est une initiative de la Fédération des caisses d'entraide économique du Québec et de la Société immobilière des Caisses d'entraide économique.

L'hôtel a été conçu de façon que l'on puisse ajouter 60 chambres à celle déjà existantes, le cas échéant.

La cérémonie d'ouverture a eu lieu en présence du maire Gabriel Fortin, du président de la Fédération des Caisses d'entraide économique du Québec, Eric Forest, et du député provincial du comté, Jacques Brassard.

•

Sulpetro: revenu accrus de 154 p.c.

CALGARY (UPC) — Une compagnie gazière de l'Alberta, Sulpetro Ltd., a accru ses revenus de 154 pour cent l'an dernier, en raison surtout d'un accroissement de sa production et de meilleurs prix.

Les revenus de Sulpetro se sont élevés à $19.6 millions, tandis que les profits nets ont été de $2.6 millions (12 cents par action) comparativement à un déficit de $9,000 en 1979.

Le fonds de roulement a été de $9.6 millions, ce qui représente une augmentation de 385 pour cent par rapport à 1979.

Le bénéfice de Nordair augmente de 29%

Pour 1980, le bénéfice après déduction des impôts de la société Nordair a augmenté de 29 pour cent comparativement à 1979 et le bénéfice d'exploitation s'est accru de 53 pour cent. Les résultats non vérifiés démontrent un bénéfice net de $2,740,000, soit $1.25 l'action en 1980, à comparer à $2,053,000 du 94 cents l'action en 1979. Le rendement du capital investi est passé de 8.5 pour cent en 1979 à 11.7 pour cent en 1980.

Macmillan Bloedel Ltd annonce un dividende trimestriel

Le Conseil d'administration de Macmillan Bloedel Limited a déclaré un dividende régulier trimestriel de trente-cinq cents (0.35 cents) par action sur l'émission d'actions ordinaires de la compagnie, payable en devises canadiennes le 16 mars 1981, aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 18 février 1981.

LES COMPAGNIES

$ CANADIEN
+1 / 50
83.70

Consultation Au Service des Entreprises

NE PERDEZ PLUS D'ARGENT: RENDEZ VOTRE ENTREPRISE RENTABLE!

De nombreux propriétaires et dirigeants de petites entreprises qui ont eu des difficultés financières ont fait appel à CASE*

Le service CASE a été créé pour encourager la croissance et la prospérité des petites entreprises en les aidant à perfectionner leurs techniques commerciales.

Si vous avez besoin de conseils en tenue de livre, fonds de roulement ou en gestion des stocks, faites appel à CASE. D'un autre côté, si vous utilisez vos actifs judicieusement mais que vous avez quand même besoin d'aide, nos conseillers d'expérience peuvent vous montrer comment obtenir des appuis financiers.

Appelez CASE aujourd'hui même. C'est votre meilleur investissement!

Pour plus de renseignements appelez au (frais virés):

LAVAL — M.R. April — (514) 681-9291
MONTRÉAL — M. L. Baker-Smith — (514) 878-9571
LONGUEUIL — M. G.-M. Rhéaume — (514) 670-0633
ST-LAURENT — M. R. Duclos — (514) 748-7323

Banque fédérale de développement

Pour combler des postes de cadres...

De plus en plus, les entreprises reconnaissent l'efficacité de la rubrique Carrières et Professions dans La Presse

Pour publier une annonce dans la rubrique Carrières et Professions, vous n'avez qu'à écrire à:

La Presse, Ltée
Carrières et Professions
7, rue Saint-Jacques
Montréal, Québec
Canada H2Y 1K9

Veuillez vous assurer de respecter les exigences techniques et les heures de tombée des jours de publication désirés.

CP-202

NE VOUS PRÉCIPITEZ SURTOUT PAS POUR ACHETER UN REÉR, MÊME LE NÔTRE.

Les REÉR sont avantageux à bien des points de vue, surtout lorsqu'il s'agit de réduire votre impôt sur le revenu. Pourtant, même si nous vendons des REÉR, nous sommes parfois d'avis qu'un autre type de placement vous conviendrait mieux. Il suffit de quelques minutes d'entretien pour répondre à cette question.

Le but du groupe financier Eaton Baie est de pouvoir offrir à ses clients un programme financier complet qui conviendra parfaitement à chaque situation individuelle. Après tout, ce qui convient à une personne n'est pas nécessairement idéal pour une autre.

Le REÉR vous permet de différer le paiement de votre impôt sur le revenu mais ses avantages peuvent varier selon vos revenus, votre âge, votre état civil, vos possessions immobilières et votre régime de rentes actuel, pour ne nommer que quelques facteurs. Par conséquent, avant de vous vendre un REÉR, nous voulons être sûrs que c'est ce qui vous convient et que le REÉR soit celui qui réponde le mieux à vos exigences.

Si le REÉR s'avérait avantageux pour vous, Eaton Baie peut vous offrir l'une des plus vastes gammes de régimes approuvés au Canada. Nous offrons des programmes globaux qui comprennent des certificats de placement garantis, des comptes d'épargne, des fonds de placement et certains programmes d'assurance Eaton Baie. Parmi les avantages d'un REÉR global d'Eaton Baie, mentionnons qu'il vous est offert sans frais, qu'il existe plusieurs modalités de paiement et plusieurs possibilités de placement. De plus, dans le cadre des REÉR autogérés, nous acceptons les hypothèques ainsi que les options d'achat. Nous payons aussi des intérêts sur les soldes et offrons un barème d'honoraires très concurrentiel. Mais à notre avis, le plus grand avantage de tous, c'est la flexibilité sans pareille que vous procure un REÉR d'Eaton Baie.

Il y a une foule de facteurs à considérer avant d'acheter un REÉR.

Alors, avant de vous précipiter pour en acheter un avant le 2 mars, la date limite prenez le temps de discuter de votre situation financière avec l'un de nos conseillers. Il saura vous dire s'il s'agit pour vous d'un achat judicieux et, le cas échéant, vous conseillera sur le choix d'un REÉR fait sur mesure pour vous. C'est ça, un service personnalisé.

Découpez et postez ce bon, ou passez nous voir à nos bureaux.

☐ J'aimerais recevoir des renseignements sur _____

☐ J'aimerais qu'un conseiller communique avec moi. _____

Nom: _____ _____

_____

Adresse: _____ Services Financiers Eaton Baie
2020, rue Université
bureau 540
Montréal, Québec H3A 2A5

_____

Tél.: (Ind. rég. ___) _____

TRUST EATON BAIE

DES SERVICES FINANCIERS PERSONNALISÉS.

CENTRES FINANCIERS EATON
Montréal — Eaton, 6e étage, 677, rue Ste-Catherine ouest, (514) 842-9331
St-Bruno — Eaton, 2e étage, 600, boul. Les Promenades, (514) 461-2345
Chomedey, Laval — Eaton, 2e étage, Le Carrefour Laval, 3015, boul. Le Carrefour, (514) 687-1470
Pointe-Claire — Eaton, 3e étage, Centre commercial Fairview, 6701, route Transcanadienne, (514) 697-6420

CENTRES FINANCIERS LA BAIE
Montréal — La Baie, 5e étage, 585, rue Ste-Catherine ouest, (514) 281-4683
St-Laurent — La Baie, 2e étage, 3275, chemin Côte Vertu, (514) 322-4550

SUCCURSALE DU TRUST
Montréal — 1450, rue Ste-Catherine ouest, (514) 861-3664

Dynamisme de l'industrie artisanale de Loretteville

LORETTEVILLE (PC) — La communauté huronne de Loretteville, en banlieue de Québec, connaît une vie économique active en dépit des problèmes inflationnistes que nous traversons.

Une dizaine d'industries artisanales se sont développées dans cette communauté autochtone d'à peine 1,000 habitants, et elles produisent pour plus de $2 millions de produits finis par année.

Cette production artisanale est surtout axée sur les raquettes et le canot. Le «Village huron» produit quelque 150,000 raquettes par année tandis qu'on évalue à un millier par an la quantité de canots fabriqués dans cette réserve huronne.

Une entreprise de raquettes, Picard et Frères, a même décroché un contrat de l'armée américaine à qui elle vend 25,000 paires de raquettes par année depuis juillet 1979.

La qualité des produits de cette firme a même retenu l'attention des dirigeants de l'OTAN qui a réclamé des échantillons de produits pour les analyser.

La plupart des ventes des entreprises de raquettes se font aux Etats-Unis et au Canada, quoique les marchés européens commencent à manifester de l'intérêt pour cette sorte de produit.

Deux autres entreprises de la réserve sont spécialisées dans la fabrication de canots d'écorce. Elles fabriquent au total quelque 1,000 canots par année. Ces embarcations sont célèbres pour leur légèreté et leur maniabilité.

Une autre entreprise, Les Industries Bastien, produit annuellement quelque 10,000 paires de mocassins répartis en 50 modèles.

CONSEIL RÉGIONAL DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA MONTÉRÉGIE

Dr Georges Dupras

M. Jean-Bernard Guindon

Le Conseil régional de la santé et des services sociaux (CRSSS) de la Montérégie est heureux d'annoncer la réélection du docteur Georges Dupras à titre de président du conseil d'administration et la nomination de monsieur Jean-Bernard Guindon au poste de directeur général.

Le docteur Dupras, résident de Sainte-Julie, est chef du service de médecine nucléaire de l'Institut de cardiologie de Montréal. Celui-ci assure la présidence du CRSSS depuis mai 1978.

Monsieur Guindon occupait depuis 8 ans le poste de directeur général au Conseil de la santé et des services sociaux de l'Outaouais, CRSSS situé à Hull.

NOMINATION

M. Jean Brassard

Le Conseil d'administration de l'Office Canadien de Commercialisation des Oeufs annonce, effectif le 1er janvier 1981, la nomination du directeur général de l'Office en la personne de M. Jean Brassard, de Boucherville, Québec.

M. Brassard possède une expérience considérable dans le domaine du marché agricole étant tout dernièrement président-directeur général de S.N.C.A. Ltée, où il s'occupait de la commercialisation à niveau international d'animaux vivants. Il avait aussi tenu des postes de gestion pour la Coopérative Fédérée du Québec et Miracle-Feeds Ltd.

M. Brassard a étudié à l'université de Laval et a suivi des cours de commercialisation au Canada et aux Etats-Unis.

L'OCCO, établie en 1972 en vertu de la Loi des Agences de Commercialisation des Produits de Ferme, est une organisation nationale composée de représentants de producteurs de chaque province. Le système de commercialisation des oeufs a été conçu pour assurer un approvisionnement stable, un profit raisonnable aux producteurs et un prix raisonnable aux consommateurs.

Ross-Ellis Ltée
Nomination

Bernard Contant
Vice-président, Marketing

M. L.-E. Rossini, président de Ross-Ellis Ltée, est heureux d'annoncer la nomination de M. Bernard Contant au poste de vice-président, Marketing.

Bien connu dans les milieux de la publicité, des arts graphiques et des communications, M. Contant est entré au service de Ross-Ellis en 1973, après huit années d'expérience acquise aux relations publiques d'Hydro-Québec.

Ross-Ellis, une imprimerie reconnue, à la fine pointe du progrès, estime que l'expérience de M. Contant sera précieuse à sa clientele qui profitera de ses conseils judicieux et de sa connaissance de l'éventail de services spécialisés que la maison Ross-Ellis peut offrir.

À LIRE

BACHE, HALSEY, STUART (Montréal)
- Rendement des titres des compagnie pétrolières, 26 janvier 1981

GREENSHIELDS (Montréal)
- Perspectives pour l'économie canadienne, 1er trimestre 1981, hiver 1981

LEVESQUE, BEAUBIEN INC. (Montréal)
- L'industrie du nickel, décembre 1980 (en français)

McLEOD, YOUNG, WEIR (Montréal)
- Les métaux, 23 janvier 1981

NESBITT THOMSON (Montréal)
- L'exploration du gaz canadien et les compagnies de service public, 20 janvier 1981

RICHARDSON SECURITIES (Montréal)
- Le marché monétaire et celui des obligations, 23 janvier 1981
- L'or et les titres des compagnies canadiennes d'exploitation aurifere, janvier 1981

WOOD GUNDY (Montréal)
- Commentaires sur les politiques de placement et le marché canadien des actions, janvier 1981

NOTE:
Ces études sont publiées en anglais, sauf indication contraire; elles sont gratuites pour les clients des maisons de courtage.

SONOCO LIMITED

M. T. S. Cameron

On annonce la nomination de M. Thomas S. Cameron au poste de président de Sonoco Limited, filiale canadienne de Sonoco Products Company. La nomination est en vigueur depuis le 1er janvier et fut annoncée par M. James C. Fort, président du conseil d'administration de Brantford, compagnie située en Ontario.

M. Cameron, présentement gérant général, région du nord est, de la division General Products, remplace M. W. P. Timmerman III, qui occupait le poste de président de Sonoco Limited depuis août 1979 et démisionna par la suite pour devenir président de Electro Painters, Inc. Indianapolis, Indiana.

M. Cameron s'est joint à Sonoco en 1967 comme ingénieur industriel de corporation. Plus tard, il participa à la gérance, division Plastics et fut gérant des divisions General Products, à Lowell, Massachusetts, avant d'être promu gérant général de la région nord-est.

Sonoco fut fondée en 1933 avec une seule usine à Brantford, Ontario, Canada. Aujourd'hui la compagnie comprend six usines dispersées partout au pays, manufacturant des produits en plastique et papier de revêtement pour les industries du textile, papier, emballage et construction.

CARTES D'AFFAIRES ET PROFESSIONNELLES

COMPTABLES AGRÉES

samson, bélair & associés
Comptables agrees

QUEBEC MONTREAL OTTAWA TORONTO CALGARY VANCOUVER RIMOUSKI TROIS-RIVIERES SHERBROOKE SAINT-HYACINTHE KITCHENER SEPT-ILES MATANE COATICOOK FORT LAUDERDALE (U.S.A.)

NOTAIRES

Me Georges-B. Bisson
notaire
1200 av. McGill Collège, Suite 1510, Montréal, Québec H3B 4G7 Tél.: **866-8689**

AVOCATS

HOULE & LABELLE
AVOCATS
388, rue Saint-Jacques, suite 605
Montréal H2Y 1S1
Tél.: (514) 842-3811
Michel Houle Pierre Labelle

DENTUROLOGISTES

Maurice Cadieux, D.D.
Denturologiste
Bureau ouvert du lundi au vendredi, de 9h à 17h; le soir de 7h à 9h. LE SAMEDI, 9H À MIDI
5733, boul. Monk (Ville-Emard) 767-1031

À propos de vous

Le Canada est le troisième pays producteur de minerais du monde.

C'est un important pays minier depuis le 17e siècle. Peu d'entre nous réalisent à quel point les produits de l'exploitation minière ont été importants dans le développement de notre pays et dans combien d'objets usuels nous les retrouvons. Sans eux il n'y aurait pas de civilisation!

Le Musée national des sciences naturelles avec la collaboration d'Energie, Mines et Ressources

présente une série de programmes pour commémorer et mettre en valeur ces faits fondamentaux. Venez voir nos films, participez à nos activités dans nos centres d'activités, venez assister à conférences. Nous vous parlerons de minerais certes, mais de **nos** minerais.

Films
les 7 et 8 février
13h30 français
15h anglais
"A la manière de SOQUEM"
"Regards sur le monde"
"Au pouce carré"

Ateliers
les 7 et 8 février
Ceux qui y participent pourront non seulement admirer certaines pièces de la collection de minerais du Musée mais aussi toucher des spécimens, faire des expériences. Vous pouvez aussi commencer votre propre collection en emportant chez vous des échantillons gratuits qui sont offerts par le Musée. Nos ateliers sont bilingues.

Conférences
Mercredi le 11 février
"Techniques modernes d'exploration" avec Robert Sabourin, Exploration Noranda

Jeudi le 12 février
"Modern Mineral Exploration Techniques" with Dr. Peter Hood, Geological Survey of Canada, Energy, Mines and Resources Canada

D'autres programmes sur l'exploitation minière au Canada auront lieu en mars et avril. Surveillez les annonces dans la presse ou téléphonez au 996-3102.

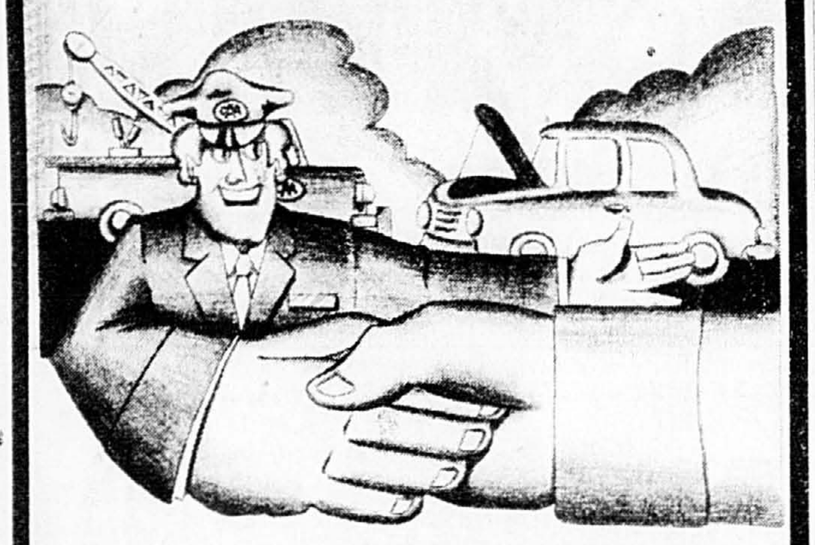
Programmes spécialement destinés aux personnes avec difficultés auditives.

AUTOMOBILE ET TOURING CLUB CAA AAA DE MONTRÉAL
VOTRE CLUB AUTOMOBILE À BUT NON LUCRATIF

Automobile et Touring Club de Montréal

L'AUTO-PROTECTION

Service routier d'urgence
(sans aucuns frais)



En tout temps...

- Service téléphonique 24 heures par jour, 365 jours par année.
- En tout temps, dépannage ou remorquage gratuit au garage le plus rapproché.

Profitez aussi des services de notre agence de voyages et de protection aux consommateurs.

tout le monde y gagne!

DEVENEZ MEMBRE
BON DE PARTICIPATION
Veuillez m'inscrire comme membre de **l'Automobile et Touring Club de Montréal**. Il est entendu que mon adhésion sera en vigueur dès que cette demande sera enregistrée et sera valable pour les 12 prochains mois. ($35.00 seulement, comme membre actif).
Mme, Mlle, M. Date de naissance
Adresse
Code postal Tél. rés. bur.
Ci-joint chèque ☐ ou mandat poste ☐
Visa Master Charge
Signature Date

1425 rue de la Montagne, Montréal, Québec H3G 2R7 (Tél. 288-7111)
288-7111
1200 ouest, boul. St-Martin, Laval, Québec, H7S 2E4 (tél: 668-2240)

PRENEZ UN INTÉRÊT QUOTIDIEN À NOTRE RER

LE DÉPÔT D'ÉPARGNE-RETRAITE DU PERMANENT

14%
D'INTÉRÊT QUOTIDIEN

Présentement, un RER du Permanent vous offre un intérêt quotidien, composé tous les trois mois, sur le montant que vous désirez mettre de côté. Et votre argent n'est pas immobilisé. Mieux encore, il n'y a ni charges ni frais d'administration en aucun temps.

Prenez plus d'intérêt à notre RER. C'est facile d'adopter un nouveau Régime ou de transférer celui que vous détenez. Passez donc nous voir dès aujourd'hui et nous verrons à ce que votre argent travaille un peu plus fort pour vous.

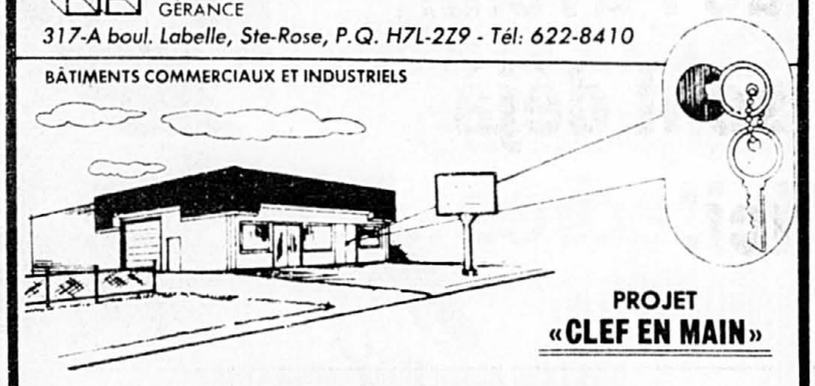
Un RER du Permanent c'est réconfortant!

le Permanent
La Compagnie de Fiducie Canada Permanent
La Compagnie d'hypothèques Canada Permanent
Membres de la Société d'assurance-dépôts du Canada

600 ouest, boul. Dorchester Montréal 861-8855	1326, avenue Green Westmount 931-7554	183, boul. Hymus K-MART PLAZA Pointe-Claire 697-3883	5222, chemin de la Reine-Marie Snowdon 489-9381	3131, chemin de la Côte-Vertu Centre d'achats Place-Vertu Ville Saint-Laurent 337-2772

AUTOMOBILISTES!
Vous a-t-on expliqué clairement les avantages de la location d'une automobile...?
«Consultez des experts»
Spécialité automobiles et camions légers
Lanthier & Lalonde location ltée
LOCATION A LONG TERME
5300 est, Sherbrooke
253-2111

LES CONSTRUCTIONS daniel bélec inc.
ENTREPRENEUR GÉNÉRAL
GÉRANCE
317-A boul. Labelle, Ste-Rose, P.Q. H7L-2Z9 - Tél: 622-8410
BÂTIMENTS COMMERCIAUX ET INDUSTRIELS



PROJET «CLEF EN MAIN»
C'EST LE BON TEMPS POUR INVESTIR CONFIEZ-NOUS VOTRE PROJET
CONSTRUCTION À PARTIR DE $20 LE PIED CARRÉ (bureau climatisé)
OBTENTION DE VOTRE FINANCEMENT
Nom.....
Adresse.....
C.P..... Tél: .....
LP 31-1-81

Individuel! Pour tous! intérêt élevé
composé annuellement

- Termes de 1 à 10 ans, selon votre choix.
- Dépôt à compter de 200 $.
- Aucuns frais d'adhésion, d'administration ou autres.
- Aucuns frais de conversion lors de l'achat d'une rente.
- Aucune obligation de souscrire à chaque année.

Renseignez-vous davantage! Demandez notre brochure SECUREER

SECUREER
Régime enregistré d'épargne-retraite sécuritaire

SSQ
Mutuelle d'assurance-groupe

Siège social:
2525, boul. Laurier, Sainte-Foy, Qué. G1V 4H6
Tél.: 651-7000

Succursales:
Québec 659-4363
Montréal 384-8150
Longueuil 651-3300

LA FERMETURE DES INDUSTRIES L'ISLET

Des maires décidés à scruter cette affaire

■ L'ISLET (PC) — Des mesures d'urgence devraient être prises face à la situation créée par la fermeture, le 19 décembre dernier, des Industries L'Islet Inc.

C'est la revendication formulée par les maires de cinq municipalités de cette région du comté de Montmagny - L'Islet.

L'usine de roulottes a été fermée dans le cadre d'une prise de possession opérée par la Société de développement industriel (SDI), pour protéger des garanties hypothécaires.

«La mise en chômage de 300 employés, dans une région déjà défavorisée d'à peine 6,000 personnes nous affecte plus durement qu'un millier de mises à pied pour une population de 40,000 personnes comme à Sept-Iles», ont soutenu les maires de L'Islet, L'Islet - sur - Mer, Saint-Eugène, Bonsecours et Saint-Cyrille.

Ils ont annoncé leur intention de faire désigner ce territoire pour l'application du nouveau programme d'aide fédérale de $350 millions, annoncé récemment.

«On ne tolérera pas que la SDI, une société d'Etat, vienne répéter ici ce qu'on a fait aux Aliments Maxi de La Pocatière où l'on a vendu l'équipement à bas prix pour ne laisser qu'un entrepôt», ont-ils souligné.

Ceux-ci se disent par ailleurs étonnés du rapide déclin qu'a connu cette entreprise au cours de l'année 1980. Depuis 1916 cette industrie avait toujours été au centre de l'activité économique de la région.

LA COMMISSION D'ÉTUDE SUR LA FORMATION DES ADULTES*

AVIS D'AUDIENCES PUBLIQUES

La Commission désire faire connaître la tenue de ses audiences publiques. Les organismes ou individus ayant soumis un mémoire seront avisés par écrit de la date, de l'heure et de l'endroit où ils seront entendus.

Le public intéresé à assister aux audiences peut obtenir des informations en téléphonant aux numéros suivants: (514) 873-7505 ou 873-7013.

La Commission siégera aux dates et endroits suivants, de 09h00 à 18h00.

Montréal:	4, 6 février	Palais de Justice 1 est, rue Notre-Dame Salle 5.15
	11, 13, 18, 20 février, 4 et 6 mars	Hôtel Ritz Carlton 1228 ouest, Sherbrooke
Québec:	25, 26 et 27 février:	Édifice H 875 est, Grande-Allée
Drummondville:	11 mars	Centre St-Louis-de-Gonzague 269 rue Ringuet

Les personnes désirant l'horaire détaillé des présentations de mémoires sont priées d'adresser leur demande au:

Secrétaire de la Commission
Palais de Justice
7e Étage
1 est, rue Notre-Dame
Montréal, H2Y 1B6

*Créé sous l'autorité de la Loi sur les commissions d'enquêtes (L.R.Q., c C-37) le 23 janvier 1980

13 3/4%

Dépôt garanti 5 ans
Minimum 500$
Intérêt crédité annuellement

Taux sujet à changement sans préavis

Notre régime d'épargne-retraite:
c'est son rendement
SUPÉRIEUR
qui fait toute la différence.

- Taux d'intérêt élevé.
- Aucuns frais d'administration.
- Conseillers hautement qualifiés pour vous guider.
- Épargne appréciable sur vos impôts.

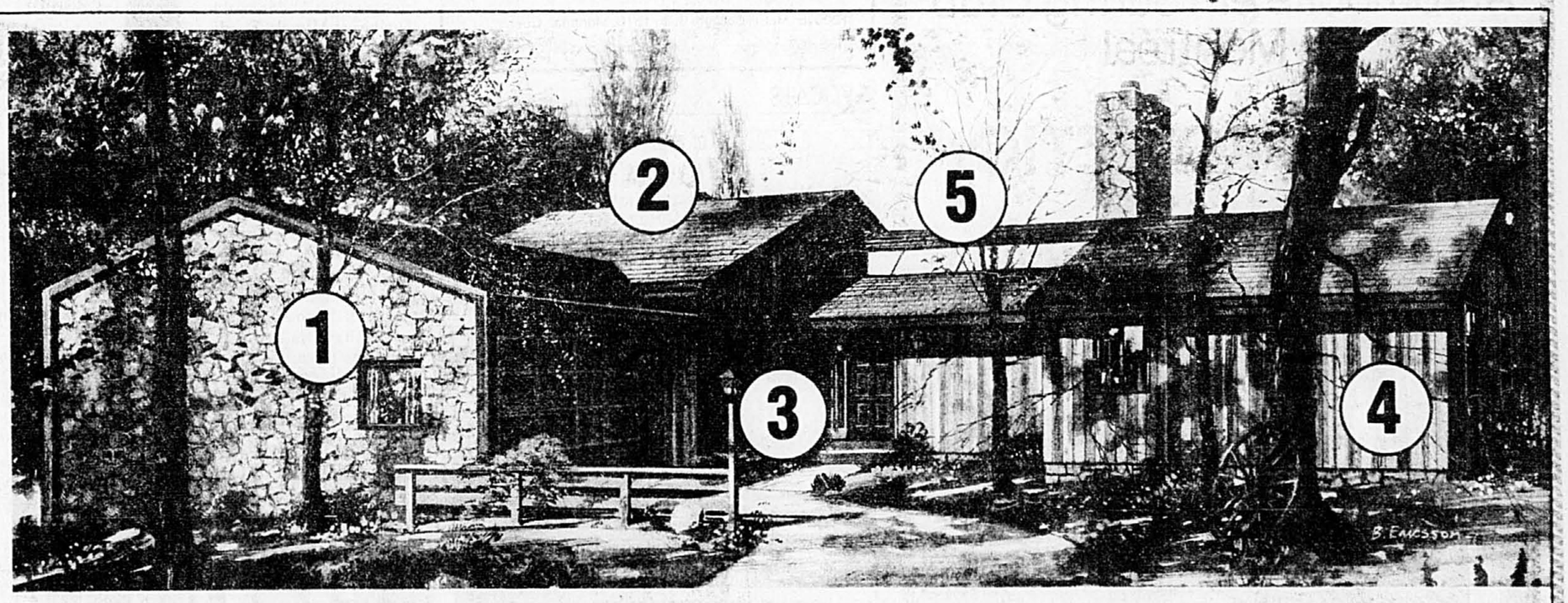
Vous avez un régime d'épargne-retraite dans une autre institution et vous désirez plutôt profiter de notre rendement supérieur? Rien de plus simple. Nous nous occuperons de le faire transférer chez nous, et sans frais.

Pour obtenir des renseignements plus complets sur notre régime d'épargne-retraite, venez rencontrer l'un de nos conseillers ou bien téléphonez-nous et demandez le poste 2000.

TRUST GÉNÉRAL DU CANADA

Sept-Îles, 968-1830 — Chicoutimi, 549-6490 — Alma, 668-3391 — Rimouski, 724-4106 — Rivière-du-Loup, 862-7286 — Québec, 688-0630
Lévis, 833-4450 — Trois-Rivières, 379-7230 — Montréal, 866-9641 — Outremont, 739-3265 — Hull, 771-3227 — Ottawa, 238-4900
Institution inscrite à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec. Membre de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

Les Super maisons de l'avenir sont déjà ici!

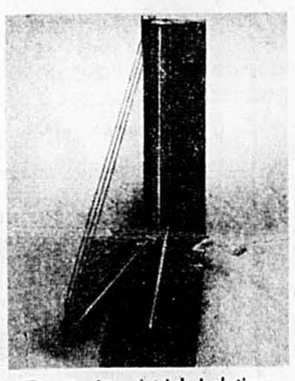


Quand nous disons que les nouvelles super maisons Viceroy sont «celles qui économisent le plus l'énergie en Amérique», nous ne parlons pas à la légère. Avec la présentation de ces superbes maisons, Viceroy a fait un grand pas dans le design et la fabrication des portes et fenêtres, la construction des murs et toitures ainsi que dans les techniques du chauffage solaire. Toutes ces innovations sont comprises dans ces maisons d'une grande beauté et d'un design raffiné.

De plus, ces maisons ne sont pas dispendieuses

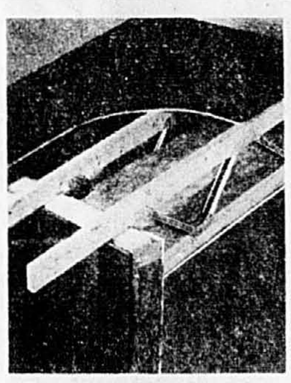
Nous fabriquons nos propres matériaux de construction tels que portes ordinaires et coulissantes, vitres thermales, armatures de toit, etc. Vous achetez directement. Acheter à la façon Viceroy est tout comme acheter chez le grossiste.

Seules les maisons Viceroy offrent ces remarquables innovations



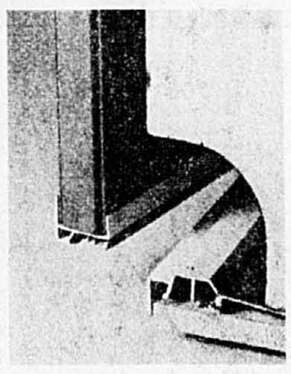
1 Fenêtres à triple isolation, pression stabilisée

Les magnifiques châssis de fenêtres à triple isolation Viceroy sont entièrement fabriqués de redwood clair de la Californie, le plus élégant de tous les bois. La pression dans les deux espaces est stabilisée afin de réduire toute tension sur le verre. Une épreuve sur l'infiltration de l'air démontre que le maximum alloué est réduit de 25 fois.



2 Armatures de toit membranées d'acier

Viceroy a conçu une nouvelle armature à toiture qui résoud le problème de la ventilation adéquate pour le toit cathédrale. Cette armature peut contenir un isolant de 8" avec espace d'air de 6", ce qui élimine la condensation et l'humidité. La capacité de support est extrêmement élevée, ce qui prend de l'importance là où la neige tombe abondamment.



3 Porte d'entrée hermétique

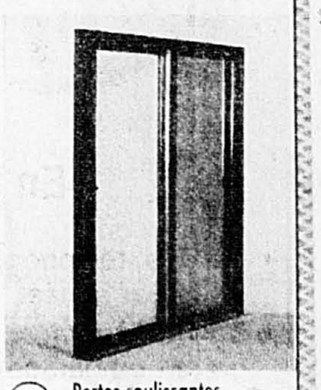
Le nouveau système Viceroy de la porte d'entrée comprend une porte d'acier isolé avec calfeutrage complet sur les deux côtés et le dessus. L'emboîtement en aluminium de conception spéciale avec le pont d'étanchéité en neoprene allant jusqu'au seuil de la porte assure une protection complète contre l'air et l'eau.

4 Murs de 6" très résistants

Les supermaisons Viceroy sont fabriquées avec des 2" x 6" à 16" pour les murs extérieurs au lieu de la traditionnelle charpente 2" x 4". Ces murs peuvent contenir 50% de plus d'isolation que les constructions conventionnelles. La capacité de support de ces murs est 315% plus grande que celles des constructions conventionnelles.

5 Fenêtres pour puits de lumière et serres

Viceroy a conçu une série de superbes fenêtres pour puits de lumière et serres, toutes à isolation triple et en redwood clair de la Californie. Non seulement ces fenêtres sont extrêmement ravissantes mais elles réduisent substantiellement les comptes de chauffage.



6 Portes coulissantes, isolation triple

Toutes les portes coulissantes des maisons Viceroy ont une isolation triple leur garantissant une isolation supérieure et sont fabriquées en redwood clair et solide de la Californie, un excellent isolant naturel. Ces portes comprennent un ingénieux système de serrure leur assurant une telle sécurité que même les voleurs les plus professionnels ne peuvent les ouvrir.

Boni spécial pour acheteur avisé

Évitez les bousculades du printemps! Commandez votre maison Viceroy immédiatement et profitez de bonis gratuits et alléchants.

Viceroy **Les maisons économisant le plus l'énergie en Amérique**

1) VICEROY HOMES
395, Yvon-Berger
Laval, Ste-Rose, P.Q.
H7L-2B9

2) VICEROY HOMES
5043, boul. Hamel
Ste-Foy, P.Q.
G2B-1B6

HEURES D'OUVERTURE:
Lundi-vendredi: 10h à 9h p.m.
Samedi: 10h a.m. à 5h p.m.
Dimanche: 12h à 5h p.m.

Prière de me faire parvenir le catalogue des maisons urbaines Viceroy
(Inclure $3 chacun)

Nom.....

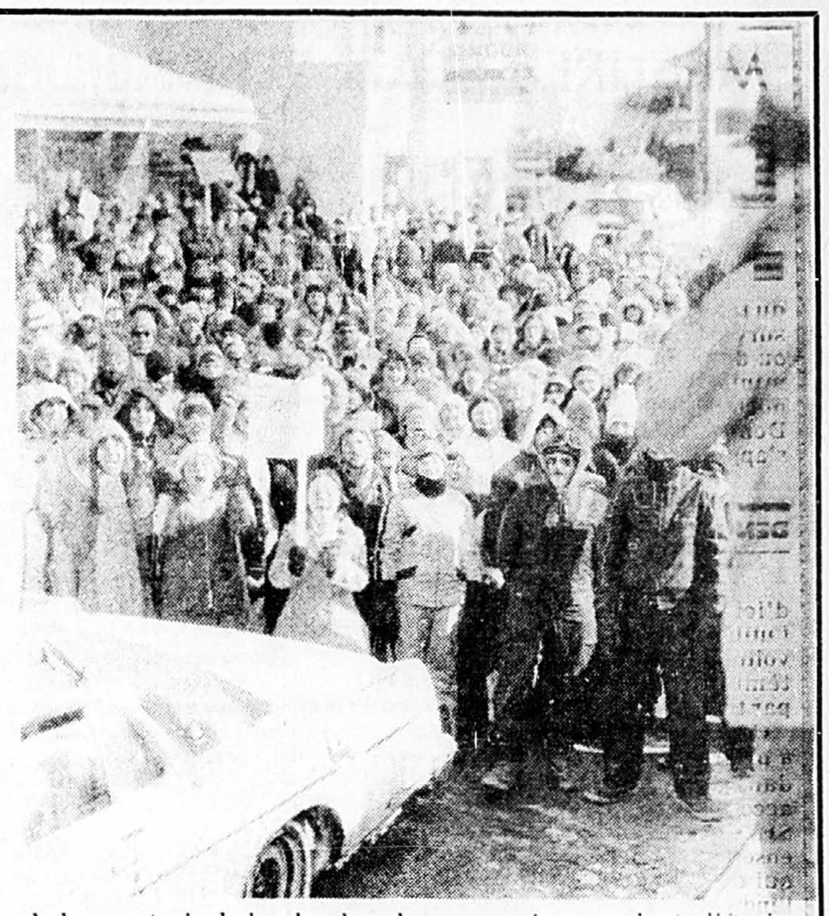
Adresse..... App.....

Ville..... Tél.....

Emplacement du terrain..... LP-31-1-81

GRÈVE GÉNÉRALE, ROUTE ET VOIE FERRÉE BLOQUÉES

La vallée de la Matapédia paralysée par le Ralliement pour la papeterie



■ Durant plusieurs heures hier, les citoyens de la ville d'Amqui, située à 250 milles au sud-est de Québec, et des vingt-cinq autres municipalités de la vallée de la Matapédia en Gaspésie, ont vécu au ralenti.

PIERRE PICARD
collaboration spéciale

Un appel à la grève générale a donné des résultats tels que tous les yeux de la province ont dû se tourner vers cette vallée gaspésienne qui désire à tout prix l'implantation d'une papeterie, un projet de plus de $200 millions. Pour faire appel à la conscience du Québec et aux gouvernements fédéral et provincial, le Ralliement populaire pour la papeterie a regroupé pas moins de 3,500 manifestants, réquisitionné un poste de radio, paralysé le réseau ferroviaire et le réseau de transport routier. Le mouvement de grève a reçu l'appui de commerçants, de maisons d'affaires, de deux écoles et des rares manufactures qui ont fermé leurs portes jusqu'en fin de journée.

Pas une seule fois la Sûreté du Québec n'est intervenue parce que le déroulement des événements s'est effectué dans un ordre parfait, a déclaré le sergent Bertrand Barrette du Service des communications à la SQ.

Plus tôt cette semaine, la SQ avait effectué l'arrestation d'une douzaine de personnes qui avaient barré la route 132 à la heuteur de Causapscal non loin d'Amqui.

Vendredi a été mémorable, une journée mémorable pour les Gaspésiens de la vallée de la Matapédia. La matinée a commencé vers 6 h 30 avec la paralysie du train de passagers Via Rail à destination de Halifax, par un groupe de syndiqués de la CSN et de la CEQ. Après avoir interrompu le train en déversant des tonnes de gravier sur la voie ferrée, les manifestants ont invité les quelque 120 passagers à se reposer et à se restaurer chez eux. Leur voyage devait reprendre près de huit heures plus tard, soir vers 16 h00, à la fin de la manifestation.

Entre-temps, ils ont, pour ceux qui le désiraient, pris connaissance des difficultés économiques et sociales que connaissent les habitants de cette grande communauté si peu peuplée. Depuis dix ans, la population a diminué de 33 pour cent dans la vallée de la Matapédia. Dans le monde de l'éducation, le nombre d'étudiants du primaire et du secondaire a passé de près de 10,000 à 5,000 aujourd'hui. Le chômage y est une plaie qui menace la survie de cette communauté qui ne cesse de se vider de ses effectifs tandis que la population vieillit.

Il est 7 h 00 du matin. Quoi de mieux que de s'emparer du poste de radio AM CFVM pour les communications. Un poste de radio qui n'est en ondes que depuis le printemps dernier dans cette vallée où auparavant on avait peine à syntoniser les ondes des voisins rimouslois et matanais. C'est par cette voie qu'on livre tout au long de la journée sa frustration, ses espoirs et un simple message aux citoyens: «Venez manifester calmement et sans boisson.» C'est le Ralliement populaire pour la papeterie dans la vallée qui parle; souvenez-vous que c'est votre affaire. Ici on a les épinettes et il n'est pas question de se faire passer un sapin par Québec et Ottawa, conclut le message.

Un ultimatum longtemps répété au cours de la journée. Cette fois le message est plus que sérieux. C'est aussi le cri d'alarme de citoyens qui en ont assez promesses. Ces moyens de pressions qu'ils ont décidé de mettre de l'avant, c'est la démonstration de l'impuissance du démuni vis-à-vis celui ou ceux qui ont toujours semblé faire la sourde oreille à des reendications et à des attentes souvent insatisfaites. Alors que les cloches des églises de vingt-six paroisses sonnaient, que l'on observait une minute de silence et que la route 132 était interdite à tous ceux qui n'avaient pas d'urgence, le président pour le Ralliement populaire de la papeterie de la vallée de la Matapédia lançait un ultimatum aux gouvernements fédéral et provincial, un dernier avertissement, de dire M. Jean-Guy Gagnon.

Le Ralliement populaire invite les ministres Pierre de Bané d'Ottawa et Yves Bérubé de Québec à bien évaluer les conséquences de leur décision concernant l'implantation de la papeterie. Le mouvement de solidarité est irréversible. Les manifestations populaires continueront et s'amplifieront tant et aussi longtemps que les deux ministres n'auront pas donné leur réponse finale, de conclure M. Gagnon.

Cette réponse, on l'attend depuis le début du mois de septembre dernier, moment où le ministre québécois Yves Bérubé annonçait sur les ondes d'un poste de télévision local que la Vallée aurait sa papeterie à la condition que le ministre Pierre de Bané respecte ses engagements. Il s'ensuivit des esclandres entre les deux hommes qui s'accusèrent mutuellement d'être des menteurs jusqu'au moment où l'on annonçait qu'ils avaient fait la paix. Depuis, le silence est de rigueur. On sait seulement par des informations qui semblent filtrer habilement que le projet de papeterie risquait d'être trop onéreux pour la Vallée à cause de mesures pour protéger l'environnement. Matane serait pressentie, comme le recommandait l'étude de Gaucher-Pringle, mais il n'y a pas d'assurance à ce sujet.

Pour la vallée, on parle maintenant d'un projet de remplacement qui aurait trait à l'implantation d'une manufacture de panneaux-particules, créant ainsi 250 emplois. Mais dans la vallée de la Matapédia on siffle cette hypothèse que l'on traite de projet bonbon. Le président du Ralliement populaire rappelle que la papeterie créerait 400 emplois directs et 900 emplois indirects. Les gens de la Vallée ne désirent rien de moins, soutient-il. Au pis, on accepterait sans doute l'équivalent. Entre-temps, promet-il, les manifestations se poursuivront et il juge les ministres Bérubé et de Bané seuls responsables du soulèvement actuel et de toutes les actions s'y rattachant.

En désespoir de cause, le Ralliement presse MM. Bérubé et de Bané de déposer au plus vite leur réponse parce que cette invitation est la dernière et ne sera pas répétée. Si l'on se fie à M. Robert Montreuil, sous-ministre au MEER, cette réponse ne sera pas prête avant deux mois. Si l'on se fie au succès de la manifestation d'aujourd'hui, de la paralysie du principal centre de la vallée de la Matapédia et de ses alentours, Amqui, les citoyens ont pris une décision ferme.

Le mouvement de survie est lancé dans la vallée de la Matapédia et on nous promet déjà d'autres manifestations plus importantes encore dès le milieu de la semaine prochaine. En attendant, des gens de la vallée ont été invités à prier Dieu en l'église de Sayabec dimanche.

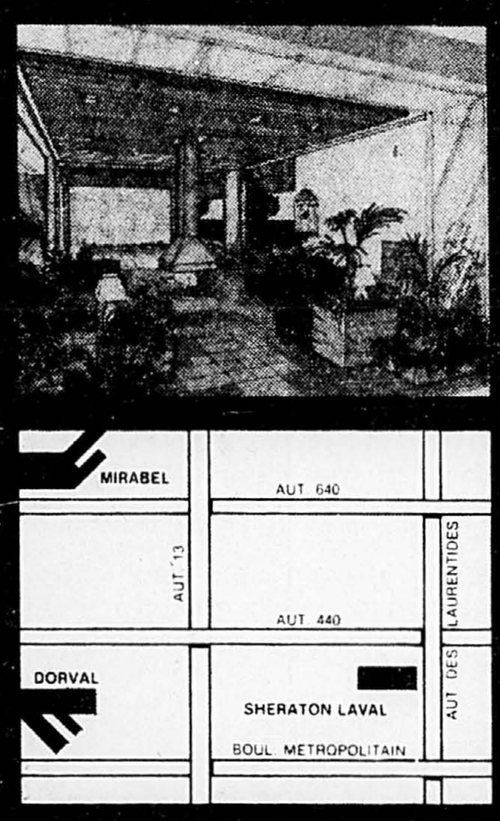
Pas une seule bûche ne sortira de la vallée pour être transformée ailleurs

■ L'implantation d'une papeterie dans le comté de Matapédia aurait pour conséquences directes de faire augmenter la population, de diminuer le chômage et l'aide sociale, et de revitaliser les finances des municipalités de la région. Telle est la conclusion à laquelle en vient M. Charles Langlois, un consultant spécialiste en analyse financière, qui a effectué une étude pour le conseil de comté de Matapédia.

M. Langlois estime qu'une fois construite, la papeterie procurerait des centaines d'emplois qui contribueraient à faire économiser au gouvernement fédéral environ $3 millions annuellement en prestations d'assurance-chômage. Au chapitre de l'aide sociale, l'économie annuelle serait de l'ordre de $1,200,000. On ajoute que la papeterie assurerait la croissance annuelle de la population d'environ 1,6 pour cent dans les années à venir. L'analyste financier réaffirme que les sommes de transferts conditionnels aux municipalités n'augmenteront pas, mais au cours des dix prochaines années d'opération, ces transferts devraient diminuer d'environ 62 pour cent.

Suite aux conclusions de cette étude, le conseil de comté de Matapédia recommande aux citoyens de se rallier au mot d'ordre «La papeterie dans la vallée de la Matapédia et pas ailleurs». Enfin il soutient que le conseil n'acceptera jamais qu'une seule bûche de bois provenant de la forêt publique matapédienne ne sorte de la vallée pour être transformée. De même, il n'acceptera jamais que cette même forêt publique soit accordée comme garantie d'approvisionnement à une usine construite hors de son territoire, car il est on ne peut plus conscient que ses citoyens ne veulent plus être considérés comme porteurs d'eau plus longtemps.

Affaires ou détente... faites escale au Sheraton Laval



Le nouveau Sheraton Laval...un nom de prestige, un concept d'aménagement des plus somptueux. Situé au centre-ville de Laval, l'édifice comprend plusieurs salles de réception accueillant jusqu'à 1000 personnes, de même qu'une luxueuse salle à manger, La Lavalloise, un café-terrasse, un bar et des installations sportives.

Sheraton Laval
2440 autoroute des Laurentides
Laval, Qué. H7T 1X5
(514) 687-2440

Les hôtels Sheraton
Est canadien (800) 268-9393
Ouest canadien (800) 268-9330

VENTE D'INVENTAIRE

Desjardins

vous propose sa collection de fourrures a prix reduit

jusqu'à 50%

QUALITÉ POUR QUALITÉ, DESJARDINS VOUS OFFRE LES MEILLEURS PRIX

Desjardins

325 est, boul Dorchester, Montreal — 288-4151

STATIONNEMENT GRATUIT SITUE DIRECTEMENT A L ARRIERE DU MAGASIN

VENTE D'INVENTAIRE

Desjardins
vous propose une magnifique collection exclusive d'importations françaises à prix réduits

jusqu'à 50%

QUALITÉ
SERVICE
ÉLÉGANCE

Desjardins
FOURRURES

325 est, boul. Dorchester, Montréal — 288-4151
Stationnement gratuit directement a l'arriere du magasin

Hier,
au Motel Suez
à Miami Beach,
la température maximale a atteint
78° F

Pour réservations:
305-947-6748

PROBLÈME
avec
L'ALCOOL?
Si vous voulez être aidé, appelez tout de suite a l'Auberge du nouveau POINT DE VUE.
Tél.: 1-834-3297
1-834-6793
Conseillers, thérapie, confort, paix et bon air. A-2445

MESURES POUR RENTABILISER L'INDUSTRIE DU TAXI

Les petites voitures seront bientôt permises

■ Une révolution dans le domaine du taxi pourrait bien survenir d'ici à un an ou deux alors que le ministre des Transports du Québec, M. Denis De Belleval, s'apprête à autoriser

DENIS MASSE

d'ici quelques jours l'utilisation de petites voitures dans les systèmes de transport par taxi.

Cette autorisation, a promis le ministre dans une entrevue accordée à LA PRESSE, s'inscrit dans un ensemble de mesures qui doivent asurer à l'industrie du taxi une meilleure rentabilité.

L'utilisation de petites voitures pour le taxi s'inscrit également dans le contexte des économies d'énergie que favorise le gouvernement, a précisé M. De Belleval.

A Montréal, l'on compte déjà, selon la Ligue de taxis A-11, une vingtaine de petites voitures dont des Lada, des Rabbit et des Peugeot, qui servent au transport par taxi.

Les propriétaires de taxis qui se sont équipés de petites voitures ont profité du fait que les règlements actuels du taxi ne l'interdisaient pas spécifiquement.

Le ministre a précisé que le règlement à venir n'en limiterait pas le nombre.

«On ne prévoit pas, a déclaré le président de la Ligue de taxis de Montréal, M. Léo Pirès, que l'ensemble des propriétaires adoptent en masse les petites voitures, mais il serait souhaitable qu'il y en ait un certain nombre surtout pour répondre à des besoins de transports urgents et dans les cas où l'usager n'a pas de bagages».

«En toute justice, fait cependant remarquer M. Pirès, le prix du permis devrait être abaissé par rapport à celui qui est exigé pour les grosses voitures».

«Pour le moment, il n'est pas question d'abaisser le prix du permis», a affirmé de son côté le ministre De Belleval.

Un chauffeur de taxi associé à la compagnie LaSalle, à Montréal, M. Vianney Benoît, utilise depuis quelque temps une petite voiture japonaise de marque Subaru de préférence aux grosses voitures de conception américaine.

Il dit qu'à l'occasion des clients refusent de monter dans sa voiture, estimant qu'ils ne sont pas en sécurité, mais que c'est l'exception et qu'il arrive à «faire son way bill quand même» (expression du jargon du taxi signifiant que le chauffeur touche des revenus suffisants chaque jour).

Le prix à l'achat d'une Subaru est comparable à une voiture américaine dite «intermédiaire» mais l'économie se réalise sur la consommation du carburant et le coût des réparations.

Promesses

Le ministre des Transports a ajouté, pour sa part, que la nouvelle réglementation relative aux petites voitures était un exemple des mesures bientôt prises pour rentabiliser l'industrie du taxi et qui visaient le rajeunissement de l'ensemble des règlements».

Mais le président de la Ligue de taxis de Montréal, M. Pirès, reste tout-à-fait indifférent à ces promesses. «Ça fait trop longtemps qu'on nous promet ce rajeunissement, dit-il, et on attend toujours...»

Hier même, les dirigeants de la Ligue ont adressé au ministre un télégramme dans lequel ils lui demandent d'instituer une enquête sur l'incohérence des normes appliquées par la Régie de l'assurance-automobile dans l'établissement des primes imposées à l'industrie du taxi.

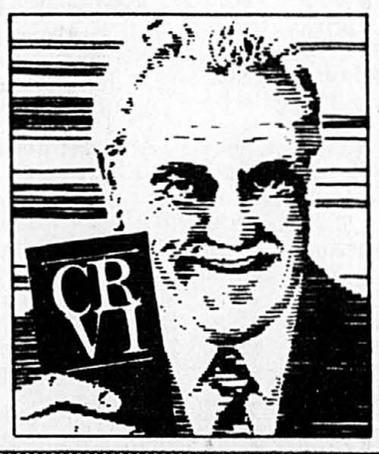
Ils sont particulièrement sensibles au fait que les détenteurs de plaques «AT» telles les limousines de Murray Hill, se sont vus diminuer leurs primes de $255 à $160 pour l'année 1981 et qui, d'après eux, assurent le transport illégal de passagers contre rémunération.

La Ligue A-11 soutient que les chauffeurs de taxis ne devraient pas payer une prime supérieure à $170 si l'on se base sur les statistiques d'indemnisation d'accidents qui s'établissent à 1,8 par rapport aux particuliers.

fiducie populaire

CRVI contrat de rente à versements invariables

Inscrite à la régie de l'assurance-dépôt du Québec.



"Le jour où j'ai pris ma retraite, on m'a remis une importante allocation de départ en récompense de mes 35 années de service. Ne sachant pas très bien comment disposer de cette somme, je suis allé voir un spécialiste de la Fiducie Populaire qui m'a conseillé l'acquisition d'un contrat de rente à versements invariables (CRVI).
Ce type de rente est très avantageux car il me permet d'étaler certains types de revenus exceptionnels et ainsi d'en différer l'impôt pour une période de 1 à 15 ans. De plus, il n'y a aucuns frais d'adhésion, de gestion ou de fermeture reliés à ce service".

Avec Fiducie Populaire,

Je vois à mes intérêts!

FÉDÉRATION DE MONTRÉAL DES CAISSES DESJARDINS

1405, boul. Henri-Bourassa est
Montréal, Québec H2C 1H1
(514) 382-2282

PROTEGEE

COMPLEXE DESJARDINS

Réouverture graduelle des restaurants

Privés de restaurants depuis le mois d'août dernier, les résidents du complexe Desjardins les retrouveront graduellement à partir du 15 février, alors que le nouveau locataire des lieux ouvrira les «kiosques de la Grande bouffe».

Selon Nicile Lavigne, du service de l'Animation du complexe, les autres restaurants ouvriront graduellement leurs portes d'ici la mi-mai.

Le nouveau locataire des lieux est une compagnie de formation récente, soit la société Resnar, formée par Culinar Inc. (qui assumera la responsabilité de la gestion et de l'administration) par Gestion Resto Inc. (qui sera responsable de la restauration), une société québécoise qui effectue une première percée à Montréal.

Signataire d'un bail de 10 ans, Resnar succède à la société Sérabec, qui a fait faillite l'été dernier. Resnar offrira des mets à la portée de toutes les bourses, et, espère-t-on, de meilleure qualité.

Fox: le cancer progresse

■ Tout porte à croire que le cancer qui a déjà coûté à Terry Fox sa jambe droite s'est maintenant propagé au-delà des poumons. Le jeune homme a subi huit séances de chimiothérapie depuis qu'il a interrompu son marathon, le 1er septembre, et les spécialistes du Royal Columbian Hospital se livrent actuellement à des tests pour déterminer les progrès du cancer. Terry Fox avait dû mettre fin à sa course quotidienne de 26 milles à travers le Canada, lorsque le cancer s'était propagé à ses poumons. Durant ce «marathon de l'espoir», il a recueillit plus de $21.7 millions pour la recherche sur le cancer.

PÂQUES SOUS LE SOLEIL DE L'ESPAGNE!

Sur les plages de l'Espagne, le COLLÈGE AHUNTSIC vous offre pour la 3e année une véritable occasion d'apprendre la langue et de découvrir la civilisation espagnole tout en vivant une expérience de groupe inoubliable.

DÉPART	Date limite d'inscription
26 mars	20 février

Endroits: (26 journées)

VALENCE 19 journées BARCELONE 4 journées
PENISCOLA 1 journée ALICANTE 1 journée

plus une journée surprise à Amsterdam

(il y a encore quelques places pour le groupe du 26 février)

PRIX $1177 incluant transport, chambre double, repas à Valence, cours, assurance.

POUR RENSEIGNEMENTS COMPLETS:

Madame Monique Poirier
9155, rue Saint-Hubert
Montréal, Québec
H2M 1Y8
(514) 389-5987 ou 5988
(frais virés acceptés)
(sous le permis no 1325 70197-0470
agence de voyages Espagne)

je m'inscris!

CANAPÉS-LITS CAMEO

Plus de 60 modèles et dimensions. Tissu au choix:

DEUX SALLES D'EXPOSITION CAMÉO POUR MIEUX VOUS SERVIR

CAMÉO... s'ouvre en un lit double (disponible en format Queen)

Les Caméo sont fabriqués et vendus directement à vous

Sectionnel 3 pièces s'ouvre en un lit double

Canapés-lits disponibles en formats Queen, double, simple, sectionnel de coin, plus fauteuils assortis.

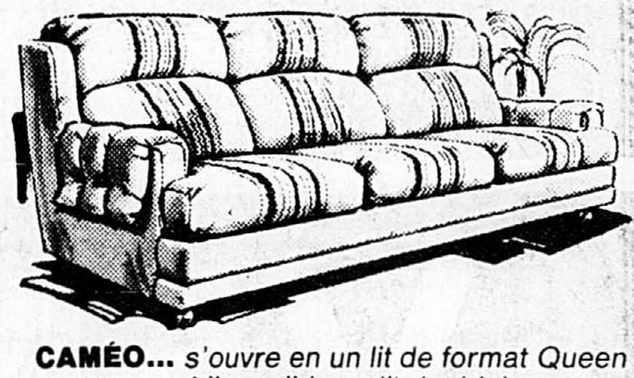
ÉCONOMISEZ!

CAMÉO fabrique et vend directement au public!

Chez Caméo, vous trouverez le choix le plus grand et le plus exclusif de canapés-lits au Canada. En achetant directement du fabricant, vous réalisez toute une aubaine!

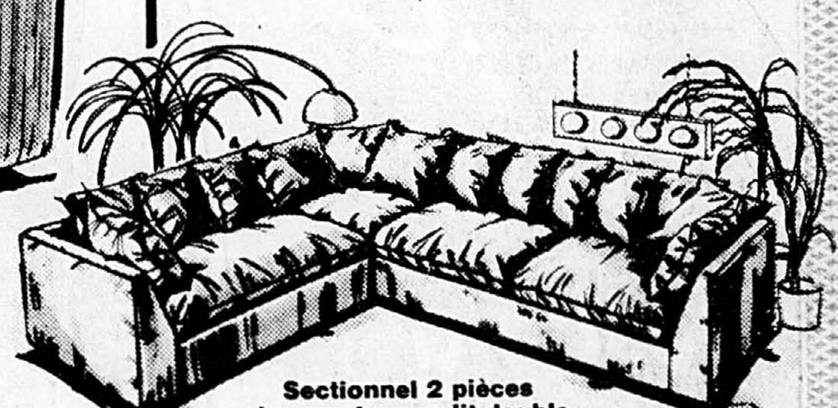
Comparez la variété, la qualité et les prix de Caméo. Tous les modèles sont offerts dans les teintes et les tissus de votre choix.

CAMÉO... s'ouvre en un lit double (disponible en format Queen)



CAMÉO... s'ouvre en un lit de format Queen (disponible en lit double)

CAMÉO... s'ouvre en un lit double (disponible en format Queen)



Sectionnel 2 pièces s'ouvrant en un lit double

CAMEO
CONVERTIBLES LTD.
Spécialistes des canapés-lits
MONTRÉAL et OTTAWA

505 OUEST, DORCHESTER
(juste à l'est de University) 861-0537

8100, TRANSCANADIENNE OUEST
Juste au sud-ouest du viaduc Côte-Vertu
À l'ouest de la voie de service est 337-2933

LIVRAISON GRATUITE dans le GRAND MONTRÉAL
PLAN DE VERSEMENTS MENSUELS SI DÉSIRÉ

HEURES D'AFFAIRES: Lundi et mercredi jusqu'à 6 p.m.
Jeudi et vendredi jusqu'à 9 p.m.
Samedi jusqu'à 5 p.m.

faut pas se faire avoir

Nous avons une identité, des droits et même une langue bien à nous.
Cependant, les choses risquent de changer avec le rapatriement unilatéral.
Ottawa doit revenir à la table pour négocier... et s'entendre avec le Québec.

Québec

NOTES POLITIQUES

Centre-ville de Montréal: le PQ veut consulter la base

Les organisations péquistes des associations de cinq comtés du centre-ville de Montréal ont décidé d'organiser un «sommet populaire» qui précédera d'une semaine le «sommet économique» organisé par le gouvernement du Parti québécois. Cette réunion, qui visera à consulter les citoyens de la base regroupés dans différentes associations socio - économiques qui ne sont pas entendues lors des réunions gouvernementales, aura lieu le 28 février au Centre culturel de l'Est. C'est à l'initiative de la candidate péquiste dans Maisonneuve, **Louise Harel,** qu'aura lieu cette rencontre. Les autres personnes ressources pour cette manifestation sont les ministres **Claude Charron,** représentant du comté de Saint-Jacques, **Camille Laurin,** député de Bourget, **Guy Bisaillon** et **Gilbert Paquette,** pour les comtés de Sainte-Marie et de Rosemont. Le conférencier pour cette circonstance sera le député de Fabre et ministre d'Etat au Développement économique, **Bernard Landry.**

Travail en ateliers

Les discussions porteront essentiellement sur les problèmes locaux, ont mentionné Mme Harel et **Ginette l'Heureux,** membre de l'exécutif de l'association péquiste du comté de Maisonneuve. Les travaux en atelier porteront donc sur le droit à l'habitation, les problèmes de transport, le développement du port de Montréal, la qualité de la vie et les problèmes d'emploi dans les milieux défavorisés. On discutera également de l'utilisation des infrastructures qui existent en bordure de ces cinq comtés, comme les voies de chemin de fer fédérales qui sont mal utilisées.

Division terminée

D'un autre côté, a souligné Louise Harel à LA PRESSE, la division qui était survenue dans les troupes péquistes à la suite de la réunion de mise en candidature de l'automne 1979 qui avait amené l'élection du libéral **Georges Lalande** est maintenant terminée, et tout le monde travaille maintenant main dans la main.

Pour remplacer le ministre péquiste démissionnaire **Robert Burns,** le mari de Mme Harel, le syndicaliste **Michel Bourdon,** avait tenté d'obtenir l'investiture contre **Jacques Desmarais,** un membre du cabinet du ministre **Lise Payette.** C'est ce dernier qui avait remporté la victoire. **Jacques Longtin,** alors président de l'association, avait remis sa démission à la suite de l'ingérence des hautes instances du PQ. Maintenant, a souligné Mme Harel, c'est **Raymond Faucher,** ex-organisateur de Desmarais, et M. Longtin qui sont ses organisateurs en chef pour la prochaine élection.

Un démenti du PLQ

Georges Boudreault, directeur de l'animation et de l'organisation au Parti libéral du Québec, a tenu à démentir la rumeur véhiculée par le Parti québécois à l'effet que l'ancien ministre péquiste **Rodrigue Tremblay** devienne candidat libéral dans la circonscription de Gouin, qu'il représente actuellement à l'Assemblée nationale comme député indépendant.

M. Boudreault a souligné que cela était impossible, puisque le candidat libéral dans le comté de Gouin a déjà été choisi l'automne dernier. Il s'agit de **Jean Longpré,** président de la Caisse populaire Sainte-Gemma. C'est **Jacques Rochefort,** candidat officiel du PQ dans ce comté, qui a lancé cette nouvelle après avoir constaté que les libéraux entourent de plus en plus Rodrigue Tremblay. Pour lui, il ne fait aucun doute dans son esprit: «Ce n'est qu'une formalité, M. Tremblay sera admis au Parti libéral du Québec». M. Rochefort a sans doute raison, mais ce ne sera sûrement pas dans le comté de Gouin si l'on se fie aux commentaires de Georges Boudreault.

Reprise des conventions

Par ailleurs, l'attaché de presse du PLQ, **Jacques Hudon,** a annoncé que, du 15 février au 15 mars, il y aura au moins 27 assemblées de mise en candidatures. Jusqu'à maintenant, le PLQ compte des candidats dans 76 des 122 circonscriptions de la nouvelle carte électorale qui sera en vigueur lors du déclenchement des élections.

Dans le comté de Kamouraska - Témiscouata, le Dr **Réginald Grand-Maison,** ex-président du comité du «Non» lors de la campagne référendaire, a décidé de poser sa candidature sous la bannière PLQ. Exerçant à La Pocatière, le Dr Grand-Maison a milité depuis 25 ans dans tous les milieux sociaux et communautaires tant sur le plan national, diocésain que local. La date de la réunion n'est pas encore fixée.

Par ailleurs, le 24 février, deux candidats à la réunion d'investiture libérale s'affronteront dans le comté de Viau. Il s'agit de **Roger Renaud,** ex-président de l'association locale et **Bill Cousaneau,** professeur et membre de la Commission des groupes ethniques du PLQ.

Section haïtienne du PQ

D'un autre côté, le Parti québécois procédera, dimanche, à 14 heures, à la salle communautaire de l'UQAM, à la formation d'une section haïtienne. Des sections de ce genre ont déjà été formées pour les Arabes, les Grecs, les Italiens et les Portugais.

Fin de blitz de solidarité

Le blitz de trois jours de Solidarité-Québec visant à recueillir le plus grand nombre de noms possible s'opposant au plan constitutionnel du premier ministre Trudeau prendra fin lundi. **Roch Lasalle,** le nouveau chef de l'Union nationale, qui avait refusé de se mouiller lors de la campagne référendaire, recueillera des signatures auprès des étudiants. L'actuel député conservateur de Joliette visitera lundi midi l'«Art and Science Undergraduate Society» de l'université McGill, où il prononcera une conférence sur la réforme constitutionnelle et recueillera les noms des étudiants.

Laurin annule une conférence

Le ministre de l'Education, **Camille Laurin,** a annulé hier à la dernière minute une conférence de presse qu'il devait donner concernant les modalités de la politique linguistique contenues dans le «livre rouge» du Parti libéral du Québec. Les recommandations contenues à ce chapitre visent essentiellement à revaloriser l'usage de la langue anglaise au Québec en proposant certains amendements à la loi 101.

Cependant, le collègue de M. Laurin, le ministre des Finances **Jacques Parizeau,** avait pour sa part dénoncé, plus tôt cette semaine, l'application du programme libéral qui provoquerait «des déficits plus élevés que ceux reprochés au gouvernement actuel ou une hausse du fardeau fiscal».

Simpsons MD

ERRATA

Veuillez prendre note des corrections suivantes dans les cahiers «Giboulées d'aubaines chez Simpsons» et «Jouez gagnant» encartés dans La Presse d'aujourd'hui, le samedi 31 janvier 1981. Veuillez allouer jusqu'à 4 semaines pour la livraison.

Page 2, article 1: chemisier. Le prix ordinaire devrait être $26, le rabais 25%.
Page 5, articles 2H, 2J et 2K: la bourre est composée de matériaux déchiquetés.
Page 10, article 3B: collant. Le prix de vente devrait être 6/5.19, le rabais 1.39.
Page 10, article 3C: collant. Le prix de vente devrait être 6/5.69, le rabais 1.49
Page 13: souliers «Simcoe». Le prix ordinaire devrait être 36.99, le prix de vente 26.99.
Page 14, article 5: chemise. Le prix ordinaire devrait être 13.98, le rabais 10%.
Page 17, article 4: machine à laver. Le prix de vente devrait être $509.
Page F, articles 1A et 4: le séchoir et le miroir ne sont pas disponibles.
Page K, article 6: l'appareil «Clairol Basic» n'est pas disponible.
Page 20, articles 10A, 10B: veuillez allouer 6 semaines pour la livraison.
Page 25, article 6: machine à coudre. Le sigle devrait être «Beaumark» et non celui indiqué.
Page 26, article 4D: la nappe ronde mesure 153 cm excluant la frange.
Page 26, articles 5, 5A: couvertures. Le tissu devrait être en polyester/acrylique et non tel qu'indiqué.
Page 32, article 1F: beurrier couvert. Le prix ordinaire aurait dû se lire 12.50 et le prix de vente, 9.37.

1/3 de rabais les vendredis et samedis

Dès maintenant, le prix des chambres au Royal York est réduit du tiers, les vendredis et samedis seulement, et ce, jusqu'au 28 février 1981. Pour seulement $45.99 par chambre, par nuit (ordinairement $69), vous séjournerez dans le grand luxe de ce très prestigieux hôtel de Toronto. (Aucuns frais supplémentaires pour les enfants de 14 ans et moins partageant la chambre d'un adulte).

Vous pourrez apprécier notre bonne table, vous divertir, voir des spectacles d'envergure internationale au fameux the "Imperial Room", entendre du jazz chez Lytes et plus encore, sans même quitter l'hôtel.

Les meilleurs cinémas, restaurants, boutiques et magasins de Toronto ne sont qu'à quelques pas.

Nous nous réservons le droit de limiter le nombre de chambres offertes à ce tarif. Cette offre spéciale ne vaut pas pour les réservations de groupe. Les réservations doivent être faites au moins 24 heures à l'avance.

Pour vos réservations, téléphonez-nous sans frais:
Québec et Ontario: 1-800-768-9470
Toronto: 863-6333

CP Hotels
Royal York
100 Front Street West, Toronto, Ontario, M5J 1E3

- TECHNICIENS SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL
- DIPLÔMÉS DU CEGEP PROFESSIONNEL

BACCALAURÉAT EN TECHNOLOGIE

dans les programmes de: CONSTRUCTION CIVILE
ÉLECTRICITÉ
MÉCANIQUE

Le bachelier en technologie est un technicien qui a reçu une formation collégiale pratique, à laquelle on ajoute une solide formation universitaire.

RÔLE DU BACHELIER DANS L'INDUSTRIE:
- Améliorer des procédés de fabrication;
- Développer de nouvelles méthodes et de nouveaux produits;
- Superviser des opérations industrielles et des chantiers de construction;
- Résoudre des problèmes pratiques de gestion industrielle.

CONDITIONS D'ADMISSION:
- Diplôme d'études collégiales (DEC professionnel en techniques physiques);
- Diplôme d'un ancien Institut de technologie;
- ou l'équivalent dans un programme correspondant aux programmes de l'E.T.S.

Date limite pour la présentation de votre demande d'admission à l'E.T.S., le 2 mars 1981.

Pour renseignements et admission:
Bureau du registraire
École de technologie supérieure
180 est, rue Sainte-Catherine
Montréal, Québec H2X 1K9
Téléphone: (514) 866-3501

Université du Québec
Ecole de technologie supérieure

NOUVEAU

Goût et ultra-douceur la révélation

C'est tout nouveau. Un savant mélange de tabacs finement choisis. La révélation du goût dans une cigarette ultra-douce: la nouvelle Accord.

Des bouffées légères, agréables... pour fumer en douceur. Enfin, la parfaite harmonie du bon goût et de la douceur. C'est inévitable, tôt ou tard vous finirez par être d'Accord.

La nouvelle Accord!

AVIS: Santé et Bien-être social Canada considère que le danger pour la santé croît avec l'usage – éviter d'inhaler.
Moyenne par cigarette: King Size: "goudron" 3.0 mg, nicotine 0.3 mg.

faut pas se faire avoir

Partout au Québec, on peut travailler, s'amuser et se faire servir en français.
Cependant, les choses risquent de changer avec le rapatriement unilatéral.

Ottawa doit revenir à la table pour négocier...et s'entendre avec le Québec.

Québec